

La commission des droits de l'homme au Salvador affirme que sa présidente a été assassinée

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 p. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 5

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Strauss ou « comment s'en débarrasser ? »

Les électeurs ouest-allemands avaient réservé une bonne surprise le dimanche 6 mars au chancelier Kohl. On ne saurait en dire autant du deuxième parti de l'union, la C.S.U. baronnelle de M. Franz Josef Strauss. Et ce n'est plus une surprise, il est vrai, que de constater à quel point les chrétiens-sociaux et leur chef souhaitent peser sur la ligne de conduite du prochain cabinet.

M. Kohl teste actuellement, avec bien des difficultés, de mettre sur pied sa nouvelle équipe, tiraillée qu'il est entre les exigences de M. Strauss et celles exprimées au ton au-dessous - chacun son registre - mais avec non moins de fermeté sur le fond, par les libéraux du vice-chancelier Genscher. L'un et l'autre des partenaires de la C.D.U. au sein de la coalition ont d'excellents arguments à faire valoir à l'appui de ces exigences.

Les libéraux rappellent à bon droit à M. Kohl que, sans leur intervention, la République fédérale serait toujours dirigée par le chancelier Schmidt. En « lâchant » ce dernier, en particulier sur la question du budget et de la relance économique, ils ont provoqué sa chute au Bundestag, puis de nouvelles élections, permettant ainsi à M. Kohl d'accéder à la chancellerie, puis d'y être largement confirmé. En outre, lors du scrutin du 6 mars, les électeurs libéraux, tout en ayant fait « payer » son retour à M. Genscher, dont les amis ont enregistré un recul sensible, ne sont pas allés jusqu'à rayer le F.D.P. de la carte parlementaire. Aujourd'hui, comme hier, l'appoint libéral est indispensable à la majorité.

Les chrétiens-sociaux peuvent se prévaloir d'une situation plus nettement favorable : encore. Ils ont obtenu près de deux fois plus de sièges que les libéraux, alors qu'ils ne présentaient pas, eux, de candidats dans l'ensemble de la République fédérale, conformément à la répartition des sièges avec la C.D.U., chrétienne-démocrate. Dans leur fief havaré, ils ont obtenu un triomphe, qui confirme l'emprise exercée par leur président sur le plus vaste des Länder de la R.F.A.

M. Strauss ne faisait pas mystère, dès avant les élections, de ses ambitions ministérielles : il escomptait recevoir un « grand » portefeuille, de préférence les affaires étrangères, ou, à défaut, l'économie. Mais ces deux postes, solidement tenus par les libéraux, devraient rester au F.D.P. Les contre-propositions que M. Kohl aurait faites à son encombrant partenaire : chrétien-social, mercredi 16 mars, au cours d'un entretien en tête à tête que la rumeur de Bonn assure avoir été orageux, ne paraissent pas lui agréer. La défense ? M. Strauss a déjà occupé ce ministère de 1954 à 1962, date à laquelle il a dû le quitter à la suite de la pénible « affaire du Spiegel ». L'intérieur ? Un de ses principaux lieutenants, M. Zimmermann, y siège déjà. Il n'est pas impossible, aux dernières nouvelles, que l'on crée, tout exprès pour M. Strauss, un « conseil de sécurité » rassemblant les principaux ministres, dont il aurait la responsabilité. Le président de la C.S.U. pourrait être flatté par l'aspect de « super-ministre » d'un tel organisme.

Même si ces questions de personnes sont surmontées - on devrait savoir, samedi au plus tard, si le chancelier est d'une façon ou d'une autre, délivré du « problème Strauss » - il restera aux formations de la majorité à s'entendre sur quelques aspects du programme gouvernemental qui sont, pour l'heure, autant de sources de friction, comme la limitation de l'immigration ou le remboursement de la surtaxe fiscale de solidarité. M. Kohl a, certes, gagné la guerre électorale. Il lui reste à gagner la paix.

LES DISCUSSIONS MONÉTAIRES AVANT LE CONSEIL EUROPÉEN DE BRUXELLES

- Le mark est près de son cours-plafond à Paris
- Les prix français ont augmenté de 0,7 % en février

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 % en février. En un an, par rapport à février 1982, la hausse s'établirait à 9,2 %, l'indice devant se situer à 335,5 (base 100 1970). Pour les deux premiers mois de 1983, le coût de la vie s'est accru de 1,6 %.

Ce résultat traduit un tassement de l'évolution des prix, qui avaient augmenté de 0,9 % en janvier comme en décembre. Il se situe au même niveau que celui enregistré en juin au moment où était décidé le blocage. Toutefois il est loin de combler le différentiel d'inflation qui existe avec l'Allemagne fédérale.

Dans ce pays, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en janvier comme en décembre, et les prix de gros viennent d'enregistrer en février leur

troisième baisse consécutive. Pour l'ensemble de la C.E.E. le coût de la vie s'était accru en moyenne de 0,6 % en janvier.

Sur les marchés des changes, une tension latente était perceptible à deux jours d'un week-end considérable comme « brûlant » par les opérateurs internationaux. Le cours du mark à Paris est monté au voisinage de son plafond de 2,8985 F, sans que la Banque de France ait à intervenir.

Cependant des rumeurs continuent de circuler, faisant état d'un réajustement monétaire imminent. De la forme que prendra ce réajustement dépendent en partie les décisions économiques qui seront prises à Paris, où l'on semble cependant toujours attaché à la politique de rigueur mise en œuvre depuis juin.

Le débat escamoté

Quelle politique économique et quels moyens le gouvernement mettra-t-il en œuvre pour atteindre l'objectif prioritaire qu'il s'est fixé : le redressement du commerce extérieur ?

Il y a quelques semaines encore, la stratégie du pouvoir semblait arrêtée : il s'agissait de poursuivre dans la voie tracée en juin 1982, après la deuxième dévaluation du franc, de continuer à pratiquer la rigueur en pesant un peu plus sur la consommation, soit en réduisant la progression de certains salaires, soit en incitant les Français à épargner.

Les élections municipales françaises et le triomphe de M. Kohl en R.F.A. ont incontestablement brouillé les cartes, et, au-delà des considérations constitutionnelles, il faut sans aucun doute voir là une des raisons qui ont amené M. Mitterrand, à se placer en état de réflexion.

Première constatation : le gouvernement n'est pas totalement maître du jeu. Le franc français faisait partie du système monétaire européen, il ne peut pas ne pas tenir compte de la rumeur du « deutchemark » qui a suivi les élections en R.F.A. Rumeur qui parvient considérablement à fonctionner dudit système.

Des conversations discrètes entre Paris et Bonn se déroulent depuis plusieurs jours. Au centre du débat, un réajustement monétaire qui paraît inévitable tant sont fortes les pressions du marché. A Paris, on a tendance à considérer que le problème concerne essentiellement le deutchemark, et donc les Allemands. De là à penser qu'il appartient à ces derniers de réviser unilatéralement leur monnaie, il n'y a qu'un pas que certains franchissent aisément. Là où le bât blesse, c'est que M. Kohl ne

l'entend pas de cette oreille et semble jusqu'à présent avoir opposé une fin de non-recevoir à cette hypothèse.

Dès lors qu'une réévaluation unilatérale du deutchemark paraît exclue, deux possibilités s'offrent. La première consisterait à procéder à un réajustement général des parités, le deutchemark étant réévalué et les monnaies faibles - franc français, franc belge, couronne danoise - étant dévaluées. Cette solution, si elle permettait de rééquilibrer pour un temps le S.M.E., présente

pour Paris l'inconvénient de devoir accepter une troisième dévaluation en moins de deux ans, quelle que soit la manière dont l'opération serait présentée.

D'où l'idée sérieusement envisagée de frapper un grand coup en faisant sortir le franc du S.M.E. Cette démarche spectaculaire aurait eu moins l'avantage de permettre à la Banque de France d'économiser de précieuses devises, mais elle comporte bien des incertitudes.

PHILIPPE LABARDE.
(Lire la suite page 27.)

LES SOCIALISTES ET LE PUBLIC

Lire page 2 l'article d'ALAIN DUHAMEL

LES SIGNES DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Nouveau film ou trompe-l'œil ?

par PIERRE DROUIN

Coupez ! Combien de fois le metteur en scène imaginaire du film de l'économie internationale n'aurait-il pas eu envie d'arrêter le spectacle ? Les acteurs avaient beau essayer les jeux les plus contrastés, M. Thatcher et M. Reagan d'un côté, M. Mitterrand de l'autre, la crise continuait de dérouler ses images de grisaille. Déjà apparaissait la spirale de la « décroissance ».

Pour la première fois en 1982, le volume du commerce international s'est contracté. Il est revenu à un niveau du même ordre que celui de 1979. La production industrielle, qui était restée à peu près stationnaire

les deux années précédentes, a fléchi de 4 % environ en 1982. Le chômage a encore augmenté, avec un taux moyen, dans les pays développés, de 9 % de la population active à la fin de l'an dernier. Les pays du tiers-monde ont affiché une croissance de moins de 1 %, soit le résultat le plus bas depuis... 1945 !

Ces tristes aperçus, tirés du dernier rapport du GATT, vont-ils faire place à un optimisme économique que M. Volcker, président de la Federal Reserve, et donc grand maître des conjonctures conjoncturelles aux États-Unis, voyait naître récemment en parlant des « premiers crocus » ?

Le décor change, c'est vrai. Et d'abord aux États-Unis. En janvier, les mises en chantier de logements ont augmenté de près de 36 % et la production industrielle s'est accrue de 1,3 %. Ce redressement s'est poursuivi en février : il est notamment la conséquence de l'amélioration substantielle des affaires dans les secteurs de l'automobile et de la poussée des matériels militaires et de l'aérospatiale.

Le plus important est sans doute que M. Volcker entend « accompagner » cette reprise, tout en préservant les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation. De son côté,

M. Reagan, tant dans son discours sur l'état de l'Union que dans son message budgétaire, a insisté sur le fait qu'on ne pourra résoudre le problème du chômage qu'en favorisant la reprise économique. Ce qui ne veut pas dire qu'on restera les bras croisés en attendant qu'elle prenne vraiment son essor. Des programmes de travaux, prévus pour les années 1984 et 1985, seront mis en œuvre immédiatement, si le Congrès adopte, comme il est vraisemblable, le plan Reagan présenté le 16 février dernier.

(Lire la suite page 27.)

Les grèves dans l'audiovisuel

Grève le 16 mars dans les trois chaînes de télévision. Grève le 17 pour les réalisateurs, techniciens du spectacle et artistes. Préavis de grève pour le 31... On le prévoyait depuis le précédent mouvement, le 25 novembre dernier : retardée par la campagne des élections municipales, l'agitation dans les sociétés publiques de l'audiovisuel a fait tarder à reprendre. Avec comme point d'accrochage la négociation sur la convention collective des personnels. Au-delà des revendications disparates - et elles sont nombreuses - un malaise généralisé. Les syndicats de la radiotélévision espéraient que sonnerait, après le 10 mai, l'heure de « leur » révolution. Nostaliques de l'ancien O.R.T.F., ils ont dû mal à vivre la transformation radicale du paysage audiovisuel.

Les frustrés du 10 mai

On a payé notre redevance ! On veut nos programmes trois cent soixante-cinq jours par an. Plus encore que les grèves des enseignants ou celles du métro, les arrêts de travail des personnels de la radio et surtout de la télévision battent les records de l'impopularité. Même si le gène que constitue pour un soir l'absence de programmes peut sembler à beaucoup dérisoire. C'est ainsi. On s'agace. On se scandalise. On dénonce la pagaille, on vitupère contre le cénitisme.

D'autant que ces nouvelles perturbations surviennent après plus de vingt-deux mois d'incertitudes, de changements, de nominations et de contre-nominations, de lois et de décrets... Le public a eu l'impression que « sa » télévision était emportée dans un tourbillon dont il n'eût guère perçu la signification. Au-delà des têtes qui changeaient, des programmes modifiés, des audaces et des retours en arrière, où voulait-on en venir ?

A l'intérieur des sociétés de radio et de télévision, on n'y a pas vu plus

clair. Même si l'on n'arrête pas de se « concerter » entre directions et syndicats, les personnels, collectivement, n'ont pas eu l'impression d'être associés à une œuvre de renouveau. Pas plus les journalistes que ces « catégories » nombreuses de personnels techniques et administratifs qui peuplent les chaînes et la Société française de production (S.F.P.). De « placarde » en « copinages », de restructurations en attermoissements et fourdours administratives, l'énorme machine de l'audiovisuel public a été constamment secouée, égratée par un mouvement brownien et non engagée dans un agglomérat d'auditeurs et de téléspectateurs, à l'extérieur, personnelle, à l'intérieur, évaluée, pour certains, ardemment souhaitée.

Pis. Voilà que s'aggravent les difficultés qui étaient nées de l'éclosion en 1974 de l'ancien O.R.T.F., en particulier dans le domaine de la production d'images.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 24.)

L'épopée du Tiers Monde

JEAN ZIEGLER

Contre l'ordre du monde

LES REBELLES

Seul à l'œuvre

L'HISTOIRE IMMÉDIATE AU SEUL

AU JOUR LE JOUR

Bruit

M. Chevènement prétend que, mercredi, au conseil des ministres, on a parlé du prochain renouveau. M. Attali affirme le contraire.

Il est exclu que des personnalités de ce rang pratiquent le mensonge. Il faut donc s'en tenir à une explication qui tienne compte de leur bonne foi.

En fait, le conseil a été marqué par des débats d'un très haut niveau, y compris sonore. Dans le hourvari, M. Chevènement a cru comprendre qu'il n'était bruit que de cela, alors que M. Attali a imaginé qu'on parlait de tout autre chose.

Ce qui confirme l'analyse du P.S. selon laquelle le gouvernement a des problèmes de « communication ».

BRUNO FRAPPAT.

هكسان الأول

Le Monde

idées

Les socialistes et le public

par ALAIN DUHAMEL

ENCORE que parfois les succès récompensent l'outrance, les dirigeants socialistes ne sont décidément pas très bons pour la communication politique. Cela peut paraître paradoxal de la part d'une famille qui compte dans ses rangs tant d'enseignants et de journalistes dont le métier est de se faire comprendre. Mais c'est ainsi : à l'Elysée, à Matignon, dans les ministères, à l'état-major du parti, au groupe parlementaire, beaucoup de responsables ne soupirent pas, même s'ils en attribuent plus volontiers la responsabilité à leurs voisins qu'ils ne s'en prennent à eux-mêmes.

Il est vrai que les équipes précédentes n'avaient sur ce point pas non plus accompli de prouesses - tant s'en faut - et l'admettent aujourd'hui. Mais l'alternance prétendait substituer la « communication sociale » à l'« anesthésie ». Les dirigeants socialistes avaient assez observé, brocardé, dénoncé et parfois méprisé les prestations de leurs devanciers sur ce terrain pour, une fois au pouvoir eux-mêmes, mettre en œuvre un changement positif. Combien de fois n'ont-ils pas proclamé la nécessité d'une explication efficace, d'une pédagogie de l'action ? Ils n'y sont pas parvenus, ce qui s'explique à la fois par la mentalité des responsables et par leur comportement.

Les principaux animateurs de la majorité ont, en effet, depuis qu'ils régissent sur l'exécutif, révélé une psychologie peu propice à la communication. Ils ont commis quatre erreurs de base : le péché d'espérance, le péché de verbalisme, le péché de messianisme, le péché de manichéisme. Les deux premiers étaient certes les plus difficilement évitables, tant ils tenaient à leur tempérament. La gauche avait, avant 1981, beaucoup trop fait rêver, trop cru et trop fait croire qu'elle détenait les moyens de dénouer la crise ; d'où une déception chez les siens, un vrai désappointement, parfois l'émotion d'un scepticisme. L'état de grâce lui aura, sur ce plan, coûté cher après coup. La liesse du départ appelait le pessimisme ultérieur. Ce que ne pouvait qu'amplifier le lyrisme instinctif : à trop parler, à trop s'inscrire dans un mouvement irrésistible et victorieux de l'histoire, à trop s'inscrire dans le progrès et le bien, la joie et la ferveur, il y avait risque de désenchantement. Aucune politique ne saurait ressembler à une assommoir.

Le messianisme et le manichéisme ont encore compromis les choses : le gaullisme s'attribuait jadis le monopole de la légitimité et de la grandeur, le giscardisme, naguère, celui de la compétence et du savoir, le socialisme se réserve celui de la vertu et de la morale.

État d'esprit redoutable lorsqu'il s'agit de faire comprendre une action, car la bonne conscience ne rend ni réaliste ni modeste. Du coup, le décalage entre la hauteur proclamée des ambitions et les traverses inévitables de la réalisation a plus d'une fois été sensible. Les dirigeants socialistes, au lieu de s'en prendre alors à eux-mêmes, ont, trop souvent, le réflexe de se croire l'objet de la malveillance, de conjurer d'animosité. Le pouvoir rend toujours susceptible, il est séduisant de constater que les dirigeants actuels se plaignent de la mauvaise foi des experts, de l'agressivité de la presse, de la maladresse des leurs en employant très exactement les mêmes mots que leurs prédécesseurs. Ainsi, aujourd'hui, comme hier, après 1981 comme avant, le gouvernement se dispense-t-il de réfléchir sur la communication. Dans les années 30, la grande crise se traduisait par des radicalismes. Aujourd'hui, la métamorphose brutale des années 80 provoque des réactions de repli sur soi, d'individualisme, de corporatisme ou de jacobinisme catégoriel. Mais le langage des dirigeants n'a guère changé de 1936 à 1983.

Professionnalisme insuffisant

Les moyens mis en œuvre témoignent eux aussi d'un professionnalisme insuffisant. Faute de préparation, de coordination et - à nouveau - de réflexion, le gouvernement s'est fait un spécialiste de l'« effet de désannexion ». Il manifeste une attirance impressionnante pour les contradictions publiques, les dissensions, les rectifications et les retours en arrière : qu'il s'agisse du nucléaire civil, des immigrés, des trente-neuf heures, du SMIC, de la préretraite, du taux d'intérêt du livret de Caisse d'épargne, de l'V.G., la liste n'est pas limitée. L'exécutif ne fait pas preuve d'une grande limpidité dans l'expression. Certes, on avait connu auparavant - sous le gouvernement Messmer, par exemple - des maladroitures de ce genre mais à une échelle plus réduite. On jurait que la gauche n'est elle-même que brouillonne. Comme elle apprécie peu les questions très précises au cours des interviews et s'offusque des relances - fidèle en cela à la tradition de la République - elle s'interdit elle-même la forme d'expression la plus efficace.

De même, ses relations avec la presse ont été, dans un premier temps, « c'était inévitable », l'exécutif socialiste a, pour les principaux postes de l'audiovisuel, distribué plus de récompenses qu'il n'a eu recours aux compétences. Chacune des batailles politiques - 1958, 1968, 1974, 1981 - s'achève d'ailleurs de pareille manière. Il en ira ainsi tant que la puissance publique sera maîtresse des nominations. Tous les gouvernements, sans exception (sauf sans doute celui de Jacques Chaban-Delmas), affichent une rhétorique pluraliste et pratiquent une logique partisane. La sacralisation de la télévision aidant, les deux lares sont ainsi renversés lorsque s'inverse le courant politique. Le résultat ne se fait pas attendre : le gouvernement s'explique mal et se sent mal expliqué.

Le plus frappant tient à la similitude des réflexes des politiques. Le groupe socialiste tout-puissant réagit aujourd'hui exactement comme le groupe U.D.R. de 1969 à 1972 : il voit des ennemis partout et juge le ministère complaisant. Le gouvernement, à l'image du gaullisme et du giscardisme, a pourtant d'abord considéré l'audiovisuel comme un enfant sa bicyclette neuve : il fallait l'essayer au plus vite, et cela s'est traduit par un vrai défilé d'excuses. Après quoi, comme toujours, chacun s'avise de l'inefficacité du procédé et des insuffisances des compagnons des jours difficiles. On tente alors de reproportionnaliser. Les traditions locales se poursuivent d'un règne à l'autre : FR 3 dans le zèle, TF 1 dans la convention, Antenne 2 dans l'antonomie. Aucune des trois chaînes ne satisfait le prince.

Au gouvernement, on compte une proportion inimmuable de Narcisses qui veulent à tout prix être invités, de sectaires qui dénoncent les malpensants et de bons pédagogues jaloux par leurs collègues. Les conseillers tendent régulièrement à considérer que l'ordre des « sujets » dans les grands journaux révèle la malveillance ou l'incompétence. Certains postes fabriquent des réflexes presque pavloviens de soupçon ou de courtoisie. D'un président à l'autre, on se plaint de la frivolité des journalistes qui n'apprécient pas comme il se devrait la portée d'un toast de fin de dîner officiel dans les capitales d'Afrique noire. Les commentateurs économiques, les sondages politiques choquent rhétoriquement ce qui ressort de positif d'est qu'« honnête », ce qui émerge de négatif n'est que suspect.

En somme, que les gouvernements français relèvent de la gauche ou non, l'art de communiquer n'est pas leur fort. Le plus éloquent, dans l'opposition, il leur arrive de manifester de saintes intentions. Au pouvoir, ils se montrent oublieux. Seulement, ils le paient : une politique mal expliquée est plus difficilement populaire.

Placet au roi

par RAOUL BERTRAND (*)

EN apparence absolus, les pouvoirs de Louis XIV, se heurtant à la résistance de la noblesse, du clergé, des Parlements, des cours et des coutumes provinciales, étaient beaucoup moins étendus que ceux de M. Mitterrand. Celui-ci n'en a pas moins mesuré, depuis bientôt deux ans qu'il est à l'Elysée, la force d'inertie qui s'insère entre la décision et la réalisation. N'est-ce pas ce qui l'a poussé dans ses vœux de Nouvel An à inviter les Français à lui soumettre directement leurs difficultés ou leurs suggestions, ressuscitant ainsi en quelque sorte le placet de l'Ancien Régime ?

Si chaque citoyen présentait son propre placet, l'Elysée serait rapidement envahi : il y a en France trop de sujets, « sans compter », comme disait Henri Rochefort, les sujets de mécontentement. L'institution du médiateur, formaliste et érigée, a'y est révoquée très récemment. Créée au Suéda dès 1808 (ombudsman), copiée en Finlande, en Israël, au Danemark, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, elle a donné des résultats de valeur décroissante (dans l'ordre indiqué), en proportion de la diminution du nombre des médiateurs (il y en a cinq en Suéda pour une population n'atteignant pas 18 % de celle de la France, où il n'y en a qu'un) comme de la réduction de l'initiative, de l'étendue et des pouvoirs qui leur sont conférés.

L'ombudsman réussit la mieux là où il peut décider seul et en équité, sans se préoccuper des textes ni des bastions administratifs. Chez nous, où souvent ce sont les fonctionnaires qui déforment la loi, la plupart des administrés ignorent la procédure du recours gracieux, et la plupart des ministères ignorent qu'elle a précédé tout but de leur permettre de trancher contre l'administration et contre la loi. Cette forme moderne du placet au ministre, vestige de la monarchie, ne remplit presque plus son rôle humanitaire. (Dans la Troisième République, aujourd'hui si décriée, des hommes de la valeur d'un Poincaré, d'un Herriot, d'un Blum, négociaient leur point d'honneur à rédiger eux-mêmes, à la plume, les réponses aux recours qu'ils avaient reçus.)

Telle qu'elle est présentée, l'offre présidentielle ne peut que susciter de faux espoirs, devant aggraver les déceptions. Elle aggraverait en efficacité si elle s'inscrivait dans la courante actualité de la décentralisation. Au sein des communes, des départements, des régions, les citoyens choisissent, parmi des volontaires bénévoles (notamment des retraités), ceux qui reçoivent les pétitions, adresseraient les cas les plus urgents directement au chef de l'Etat (ou à son épouse : n'oublions pas la rôle considérable joué par M^{me} René Cayrol), grouperaient les autres par catégories appelant des solutions communes, ce qui apporterait un début à cette solidarité nationale dont on parle tant sans la pratiquer. Sans minimiser l'action des assistants sociaux, il est vain de feindre d'ignorer combien elle est limitée par l'indifférence administrative, nullement atténuée depuis qu'existe un ministère de la fonction publique. Par l'utilisation de petits ordinateurs municipaux reliés à un central élyséen, l'expédition, la classement, et le traitement des demandes ou suggestions seraient instantanés, échappant à la médiocrité des bureaux et, quelquefois, des tribunaux. Cause de tant de malheurs, le principe suivant lequel « la forme emporte le fond » serait enfin inversé. L'équité y gagnerait. Le bon peuple n'aurait plus à soupirer : « Ah ! si le roi savait ! »

D'assistés à leurs, les Français risqueraient de se muter en assistants heureux. S'il se produit, ce miracle demandera du temps, car il leur faudra prendre conscience de leur valeur propre en rejetant les appels à la haine auxquels ils se rallient comme la meute au cor. La jeunesse étant l'âge où l'on a la plus de probité et le moins d'expérience méditerranéenne, la remarque du président de la République : « Nous ne lui demandons pas assez » il lui est arrivé de se féliciter de voir une enfant de douze ans enseigner à sa mère l'usage d'un ordinateur. La jeunesse pourrait enseigner aussi la générosité : « Si la France n'est grande que dans la malheur » (1), elle ne manquera pas d'occasions.

(*) Ancien diplomate.

(1) Citation de l'ambassadeur André François-Poncet.

Médias et sondages

Par JACQUES ANTOINE (*)

CHACQUE semaine, presque chaque jour, apporte aux journalistes, puis aux Français, son lot de sondages. Pour l'année 1981, marquée par des élections importantes, nous avons dénombré 543 sondages d'opinion publiés par les médias, contre 357 pour 1980. Le chiffre pour 1982 sera d'environ 480. Les sondages liés à des élections (la préparation lointaine des municipales de mars 1983) tiennent dans ce dernier chiffre une place modeste. La tendance des médias à publier des sondages, même lors de périodes électorales, continue donc à être forte. Est-ce un phénomène de mode ? Une façon de répondre à une nouvelle demande du public, et si oui, laquelle ? Une manière réellement nouvelle de s'informer et d'informer ? Ou de chercher à faire pression sur l'opinion ?

Le développement des sondages s'accompagne d'une diversification de leurs fonctions en tant qu'outil de communication sociale. Du seul point de vue des médias, on peut, actuellement, en distinguer quatre principales.

A l'origine il y a le « sondage exclusif », la recherche de l'information-choc qui « fait vendre du papier », et sera reprise par les confrères. Les sondages se souviennent encore de l'effet produit, plus encore à l'étranger qu'en France, par la publication d'un sondage annonçant la défaite probable du général de Gaulle au référendum de 1969, qui fut effectivement l'occasion de son départ.

Le sondage exclusif est donc, d'abord, une opération à but commercial. Le prix de marché de ce type de sondage est, d'ailleurs, inférieur à celui des sondages non publiés : car c'est un moyen de promotion, non seulement pour les médias qui les publient, mais aussi pour les instituts qui les réalisent.

On peut observer, surtout depuis mai 1981, que cette pratique du sondage s'est développée : le calendrier des débats parlementaires et celui des publications de sondages présentent, depuis dix-huit mois, un parallélisme assez frappant.

Les résultats des sondages peuvent connaître encore une troisième carrière, celle des dossiers d'étude. Le journaliste qui établit et publie un article de fond sur un sujet quelconque doit souvent consacrer une partie de son analyse à l'évolution de l'opinion. Il doit alors évaluer, dans une perspective structurelle et tendancielle, tous les sondages qui ont abordé la question au cours des trois, cinq ou dix dernières années. Des outils de documentation commentent à exister pour l'aider dans ce travail (1). Cette perspective pose la question des archives nationales du sondage. La constitution d'une banque de données informatisée pourrait répondre à ce besoin, au moins pour la partie publiée des sondages. On pourrait aller plus loin, avec l'accord des commanditaires et des instituts de sondage.

L'utilisation des sondages par les médias est-elle ou non neutre par rapport aux questions qu'elle contribue à éclairer ? A priori aucune information n'est neutre. Mais il faut distinguer l'intention d'informer de l'intention d'influencer. Cette réflexion suggère donc une quatrième fonction à savoir le sondage comme moyen de pression, soit sur l'opinion elle-même, en espérant quelque chose de l'effet de miroir de la publication, soit sur le pouvoir. De l'éclairage du débat public d'actualité à la prise de position, la marge est étroite.

Chacun sait, et les sondages les premiers, que des réponses aux sondages dépendent des questions posées. Un sondage peut donc être techniquement parfait, y compris du point de vue de la rédaction littérale de chacune des questions (ne pas prêter à ambiguïté, ne pas suggérer de réponse, présenter une bonne symétrie entre les réponses possibles favorables ou défavorables... etc.), tout en se situant dans une problématique d'ensemble plus ou moins

orientée. Un exemple : l'analyse des aspirations, satisfactions et frustrations des Français, est un thème assez fréquent de sondage. Mais la liste des rubriques soumises à l'appréciation des personnes interrogées peut varier fortement selon l'orientation du journal qui réalise et publie l'enquête. Le sondage moyen de pression passe donc par le mécanisme du sondage comme moyen de réflexion. Que les sondages le veuillent ou non, il faut constater que le sondage peut être utilisé comme un moyen de pression.

Cette constatation devrait inciter le journaliste, habitué et formé à critiquer, vérifier et recouper ses sources d'information, à se poser des questions sur la validité et les limites des résultats de sondages. Or, il le fait assez peu. Entendons-nous bien : la vraie critique des sondages ne porte pas d'abord sur les résultats, mais sur les méthodes. Il est très facile, en effet, de critiquer les résultats qui ne plaisent pas et d'approuver ceux qui plaisent. Il faut aller au-delà. Si le journaliste ne le fait pas, c'est sans doute que, s'agissant d'une technique qu'il maîtrise mal et à laquelle il n'a pas été formé, il réagit comme le Français moyen. Le prestige du sondage procède, en effet, du double mythe du chiffre et de l'ordinateur. Autrefois on disait : « C'est vrai, c'est imprimé dans le journal ». Maintenant on pense : « C'est vrai puisque c'est chiffré ».

La critique du chiffre est donc nécessaire. De longues années d'expérience, d'abord comme producteur, puis comme acheteur et comme contrôleur de sondages, nous en ont convaincu. Le sondage est un produit qui, malgré certains aspects industriels - il fait appel à une chaîne de fabrication et à des machines informatiques, ainsi qu'à des contrôles analogues à ceux de la production en série - reste fondamentalement de fabrication artisanale. En cette matière, comme en d'autres, il y a de bons et de moins bons artisans. La meilleure école de

(*) Professeur au Conservatoire des arts et métiers. Expert auprès de la commission des sondages. Directeur du Centre d'études des supports de publicité (C.E.S.P.).

Le marketing électoral : légende ou réalité ?

par JEAN-PIERRE FRIEDMAN (*)

Si le marketing électoral existait, cela se remarquerait. Spectateur-auditeur-lecteur assidu du show municipal-électoral qui s'est joué à bureaux ouverts pendant des semaines, j'ai vécu dans un état de stupeur permanent. J'ai cru rêver.

Se pourrait-il que ces chefs de gouvernement et ministres de tout bord, ces chefs de parti toutes tendances confondues, ces députés, ces syndicalistes, enfin bref, ces professionnels de la politique soient aussi maladroits et ignares quand il s'agit de vendre leur candidature et leurs idées aux électeurs.

Ce n'est pas possible. Ils le font exprès. Le dernier jeune vendeur d'automobiles, d'électroménager ou de contrats d'assurances, fraîchement émoulu d'une école commerciale ou

d'un stage de formation, ne commettrait pas le dixième des gaffes, erreurs et autres maladroitures dispersées allégrement et sans souiller chaque jour sur tous les canaux par ces messieurs de la politique.

Imaginez-vous ce jeune vendeur utilisant le temps d'écoute que lui concède le client à dénigrer les marques concurrentes au lieu de promouvoir son propre produit ? Non, car il sait que le principal effet de cette démarche est de jeter le discrédit sur l'ensemble d'une profession à laquelle il appartient.

Imaginez-vous le même, exposant publiquement les obscurs démaillots et confuses divergences qui l'opposent à ses collègues et supérieurs au sein de la même entreprise ? Non, car il sait que c'est la meilleure façon d'affaiblir son image de marque.

Peut-on concevoir ce jeune homme se laissant aller au gré de son inspiration à attribuer au matériel qu'il vend toute sorte de qualités fantaisistes, quitte à revenir avec désinvolture sur ses propos quand le client découvre la supercherie ? Non, car il sait que tous ses propos seraient dorénavant discrédités par avance.

Dans le cas contraire, on pourrait s'interroger quant à son avenir dans sa profession.

A voir, écouter et lire nos vedettes politiques, deux questions peuvent se poser :

- Le fait d'être un maire est-il si peu important par rapport à l'achat d'une automobile ou d'un réfrigérateur qu'il est inutile pour les candidats d'apprendre les règles élémentaires de la communication ?

- Ces fameux conseils en marketing politique qui auraient, paraît-il, brusquement submergé nos villes et nos campagnes (électorales), existent-ils vraiment ? A moins que leur rôle ne se limite aux choix des cravates de leurs clients.

Conclusion optimiste : le choix des électeurs se fera, une fois encore, en toute conscience (ou inconscience) en dehors de toute influence.

(*) Conseil en communication.

VOUS SOUHAITEZ
ACHETER
UN APPARTEMENT.

TOUS LES JOURS

Le Monde

VOUS PROPOSE
DANS SA
RUBRIQUE IMMOBILIERE
DES AFFAIRES
SELECTIONNEES PAR DES
PROFESSIONNELS

Le Monde
EUROPE

Les élections
la progression des se

Conc
le mar
mode

La
société

Une théorie
générale

La
société

Les appareils

La
société

Les Etats

La son
de Robert
au S

مكتبة الشرق

Le Monde

étranger

EUROPE

Finlande

Les élections législatives devraient confirmer la progression des sociaux-démocrates et des conservateurs

Helsinki. - Les élections législatives des 20 et 21 mars sont les premières depuis qu'un social-démocrate, M. Mauno Koivisto, a succédé à la présidence de la République à M. Urho Kekkonen, contraint, fin 1981, à se retirer pour raisons de santé.

Pendant un quart de siècle, M. Kekkonen avait marqué la vie politique de sa forte personnalité et utilisé les prérogatives que la Constitution confère au chef de l'Etat pour donner aux résultats des consultations électorales les interprétations qu'il jugeait utiles pour le pays. Il favorisait, ainsi des coalitions centre-gauche avec participation communiste et maintenant fermement les conservateurs dans l'opposition pendant seize ans. Le président actuel semble plus enclin à ne pas empêcher le libre jeu des institutions.

Quelque douze partis (dont sept (1) se partagent les deux cents sièges du Parlement) et « associations électorales » briguent les suffrages de trois millions sept cent mille électeurs. Ces élections devraient être marquées par la poursuite de la progression des conservateurs et des sociaux-démocrates. Reste à savoir si le P.S. (dont le président, M. Sorsa, est l'actuel premier ministre) restera le premier parti ou sera dépassé par les conservateurs : le dernier sondage publié avant les élections (dans le *Helsingin Sanomat* du 13 mars) accorde 26,2 % des intentions de vote au P.S. (23,9 % des suffrages en 1979) contre 26 % aux conservateurs (21,7 % en 1979).

De notre correspondant

Le scrutin devrait également confirmer le lent déclin des communistes : de 25 % en 1958, leur audience était tombée en 1979 à 17,9 %. Leurs divisions sont telles qu'ils ont quitté le gouvernement de coalition à la fin de 1981 pour tenter de refaire l'unité. Néanmoins, dans le principal fief du P.C., en Laponie, deux listes communistes s'affrontent. Le P.C. et ses apparentés pourraient perdre jusqu'à deux points.

Mais à moins d'un raz de marée imprévu en faveur de l'un des quatre grands partis, c'est la troisième formation en importance qui arbitrerait la situation. Le Parti du centre (l'ancien parti agrarien dont était issu l'ex-président Kekkonen), sans lequel aucun gouvernement majoritaire de coalition n'est possible, souhaite de toute évidence arrêter la progression des conservateurs qui se fait à son détriment. Les dirigeants du parti de la minorité suédoise le désirent également.

Arbitrage au centre

En tout cas, le Parti du centre rêve d'un grand rassemblement centriste. Il a déjà, à cet effet, fusionné avec le petit parti libéral (qui aurait permis de faire baisser en 1980 à 4,8 % de la population active, en frappe 7 % à présent. Les conventions collectives qui viennent d'arriver à expiration n'ont pas encore été renouvelées. L'accord cadre semblant impossible entre la centrale ouvrière et la confédération du patronat, les pourparlers se poursuivent par fédérations sectorielles (moins enclines à entendre les appels à la modération du gouvernement). Or l'évolution des prix dépendra partiellement de ces négociations.

dans de nombreuses circonscriptions pour mieux profiter du scrutin à la proportionnelle.

Pour priver les conservateurs des avantages dus à une politique d'opposition, le Parti du centre opterait-il pour le gouvernement de coalition centre-droite ? Pour éviter un cabinet « bourgeois », les sociaux-démocrates (les communistes ayant abandonné volontairement leurs portefeuilles) accepteraient-ils une telle formule ? Leur président, M. Sorsa, a déjà déclaré, à plusieurs reprises, qu'une coopération avec les conservateurs ne lui semblait envisageable qu'en période de crise nationale ou internationale profonde.

La campagne électorale a été assez terne, et les idéologies ont été laissées de côté, de crainte sans doute de heurter les sensibilités plus poussées aujourd'hui à un certain pacifisme, aux valeurs écologiques, qu'aux rengaines partisans. Quelle que soit la composition du prochain gouvernement, il devra se pencher sur des problèmes économiques préoccupants : l'endettement de l'Etat et le financement à venir de la sécurité sociale et des autres acquis de l'Etat-providence, que personne, ni à gauche ni à droite, n'entend supprimer.

Le chômage, que la politique de « réanimation » de l'économie avait permis de faire baisser en 1980 à 4,8 % de la population active, en frappe 7 % à présent. Les conventions collectives qui viennent d'arriver à expiration n'ont pas encore été renouvelées. L'accord cadre semblant impossible entre la centrale ouvrière et la confédération du patronat, les pourparlers se poursuivent par fédérations sectorielles (moins enclines à entendre les appels à la modération du gouvernement). Or l'évolution des prix dépendra partiellement de ces négociations.

Gouverner par consensus

L'endettement de l'Etat, s'il n'est pas alarmant en soi, est préoccupant par son évolution en boucle de neige : la dette publique (9 % du P.I.B.), qui était de 30 milliards de marks (1 mark vaut 1,28 franc) à la fin de 1982, devrait atteindre 38 milliards à la fin de l'année et une cinquantaine de milliards d'ici quatre ans. Le besoin de financement de l'Etat, qui était de 4,3 milliards de marks en 1981, est évalué de 13 à 14 milliards pour cette année.

L'an dernier, le volume des dépenses publiques s'est accru de 8 % en termes réels et il devrait progresser de 5,5 % en 1983. Afin de ménager le marché intérieur et faciliter ainsi le financement des entreprises, 60 % des emprunts de l'Etat ont été souscrits sur le marché financier international. Les 5 milliards que l'Etat compte emprunter cette année représentent une somme à peine supérieure au service de la dette à payer en 1983.

Des mesures d'assainissement budgétaire s'imposent. Mais comment financer l'Etat-providence, dont les dépenses sociales se fondent pour une grande part sur une croissance moyenne de 3 % du P.I.B., taux dont on est bien loin actuellement ? De plus, ces dernières années, les pouvoirs publics ont considérablement allégé les charges sociales des employeurs qui financent en grande partie les fonds de retraite. Aussi, la charge fiscale a-t-elle été quelque peu allourdie en janvier : la T.V.A. a été augmentée de deux points et portée à 16 %. Une partie de cette taxe à la consommation serait affectée au renforcement des caisses de retraite.

A l'issue de scrutin, il faudra sans doute de nombreuses missions d'information avant que le chef de l'Etat ne choisisse le formateur du prochain gouvernement. Et le prochain premier ministre (même si c'est le sortant) devra alors négocier son programme avec les autres partis pour avoir l'appui parlementaire nécessaire, car il suffit d'une minorité de soixante-sept députés pour ajourner l'examen d'un projet de loi à la législature suivante. En Finlande, il faut gouverner par consensus. Il est probable en tout cas que le prochain gouvernement sera formé avant le voyage à Moscou, en juin, de M. Koivisto.

PAUL PARANT.

(1) 52 sociaux-démocrates, 46 conservateurs, 41 centristes et libéraux, 35 communistes et apparentés, 10 Suédois, 10 chrétiens et 6 Parti du progrès, à caractère poujadiste.

Italie

Les scandales de Turin et de Rome secouent fortement l'opinion publique

De notre correspondant

Rome. - Pour qu'elle soit biaisée en matière de scandale, l'opinion publique italienne est secouée par deux affaires qui sont passées, mercredi 16 mars, des mains du procureur à celles du juge d'instruction : en d'autres termes, les enquêtes ont été formalisées. La première concerne les administrations locales (régionale et municipale) de Turin (le *Monde* du 16 mars) ; la seconde, le Conseil supérieur de la magistrature (le *Monde* du 13-14 mars). Dans un cas, le mythe de l'incorruptibilité des administrations de gauche est entamé ; dans l'autre, le principe de l'indépendance de la magistrature et peut-être ses excès, est au centre du débat derrière lequel se profile semble-t-il, un règlement de comptes entre le ministère public de Rome et l'organisme suprême de la magistrature. Dans les deux cas, un doute sérieux existe sur les vraies intentions du parquet.

Le scandale de Turin qui avait déjà donné lieu à la démission de l'administration régionale, a conduit, ce jeudi 17 mars, à celle de la « justice » municipale et du maire, M. Novelli (communiste), qui dirigeait Turin depuis huit ans. Politiquement, cette affaire de corruption pour des opérations immobilières et de travaux publics qui a provoqué l'arrestation du chef du groupe communiste à l'assemblée régionale du Piémont, de trois adjoints socialistes au maire de Turin et d'autres membres des administrations régionale et municipale, est un coup porté au parti socialiste, et dans une moindre

Le défi des procureurs

La mise en cause par le parquet de Rome du Conseil supérieur de la magistrature est plus préoccupante à long terme. Au point que l'Unité titre ce jeudi : « L'ordre constitutionnel est en péril ». L'accusation, portée contre trente-trois membres du Conseil, de détournement de deniers publics est en soi mince.

La presse parle de « scandale des rapucini » (café au lait). Le dossier du parquet a en effet relevé parmi les actions incriminées, des dépenses jugées excessives par le procureur général Gallucci en café et boissons diverses. Celles-ci, comptabilisées sous la rubrique « dépenses diverses », n'avaient jamais attiré l'attention de la Cour des comptes. En fait, derrière le scandale des ca-

pucini, se profile peut-être une crise institutionnelle grave qui risque de conduire à la paralysie du Conseil supérieur de la magistrature sur action du parquet.

Le président de la République, M. Pertini, président du Conseil supérieur de la magistrature, saisi de l'avis d'enquête ouverte par le parquet de Rome, avait mardi 15 mars, écarté l'hypothèse de sa dissolution. La loi prévoit en effet la suspension facultative de ses membres placés sous enquête judiciaire : or, cette fois, c'était l'ensemble du Conseil, moins le président de la République, qui était placé sous enquête. Suspendre ses membres revenait à paralyser l'organe suprême de la magistrature.

La décision, dument motivée par le président de la République du point de vue légal, a provoqué dans les heures qui suivirent une riposte du parquet : un commissaire de police et cinq adjoints se présentaient au siège du Conseil supérieur de la magistrature pour saisir les documents comptables. Cette action apparaissait clairement comme un défi du procureur général de la République au chef de l'Etat et semblait confirmer les rumeurs selon lesquelles derrière le bras de fer, entre le parquet de Rome et le Conseil supérieur de la magistrature se profilait une manœuvre politique.

Dans son éditorial, la *Repubblica* écrit : « Le procureur général de la République Gallucci est-il vraiment un inflexible défenseur de la moralité publique ou bien un personnage qui utilise l'action pénale à sa disposition pour neutraliser ceux qui enquêtent sur lui ? En fait - et c'est là que l'affaire est troublante et lourde d'implications politiques - le Conseil supérieur de la magistrature, comme il l'a confirmé dans un communiqué, mène une enquête sur le juge Gallucci et le parquet de Rome à la demande de la commission parlementaire enquêtant sur la loge P2. En juin dernier, le juge Gallucci avait demandé un non-lieu dans ses conclusions à l'enquête sur la P2, ce qui avait soulevé l'indignation du monde politique et judiciaire.

Au-delà de cette suspicion, l'action du parquet de Rome pose la question de l'indépendance des magistrats. Ceux-ci jouissent d'une immunité constitutionnelle entière « au point de pouvoir impunément confondre action disciplinaire et action judiciaire », souligne M. Aldo Bozzi, président du parti libéral et constitutionnaliste éminent. « Trop souvent, il y a eu dans le passé des procès et des accusations qui se sont par la suite avérés des bulles de savon. Nous sommes en droit d'être préoccupés car le pire des États est celui des juges ». Le gouvernement doit répondre dans les prochains jours aux interpellations parlementaires sur une affaire qui, pour le moins, ne témoigne pas de l'unité entre les organes de l'Etat.

PHILIPPE PONIS.

Grande-Bretagne

UN REFUGIE ROUMAIN A ÉTÉ RENVOYÉ DANS SON PAYS

(De notre correspondant.)

Londres. - Un citoyen roumain, M. Stanco Papusoiu, a été expulsé, mercredi 16 mars, pour être entré illégalement en Grande-Bretagne au mois d'avril 1982. M. Papusoiu, qui est âgé de vingt-neuf ans, a passé au total neuf ans en prison dans son pays au cours des onze dernières années, pour avoir cherché à plusieurs reprises à quitter la Roumanie. « Ces lois sont déplorables », a indiqué un responsable du ministère de l'Intérieur, mais elles ne constituent pas en elles-mêmes une persécution.

Après avoir accordé à M. Papusoiu une autorisation de séjour temporaire, le ministère a estimé que sa présence sur le territoire britannique n'était plus justifiée, malgré les interventions d'Amnesty International et de plusieurs parlementaires. On croyait d'abord que le ressortissant roumain avait été mis dans un avion en partance pour Paris. Il a été renvoyé en fait à Bucarest, où il risque une nouvelle peine de trois ans de prison pour avoir quitté illégalement le pays. - D. V.

Espagne

En cas d'extradition de certains réfugiés L'ETA MILITAIRE MENACERAIT DE PORTER « LE FER ET LE FEU » EN FRANCE

L'organisation séparatiste basque ETA militaire a lancé un « avertissement » aux autorités françaises, les menaçant de « porter le fer et le feu » en France si elles extraditaient certains de ses membres réfugiés dans ce pays, a affirmé le mercredi 16 mars le quotidien *Tribuna vasca* (prosocialiste).

Ces menaces ont été adressées au consulat français à Saint-Sébastien, qui en a informé Paris, ajoute le journal.

L'ETA militaire craindrait en effet que le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez ne demande à celui de M. Mauroy de faire un « geste politique » qui aille au-delà de l'actuelle collaboration policière entre les deux pays.

Les milieux consulaires français de Saint-Sébastien ont démenti avoir reçu de telles menaces. - (A.F.P., A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Iran

• TROIS ADEPTES DE LA FOI BAHAIË, deux hommes et une femme, ont été exécutés par pendaison, le 12 mars, à Chiraz, a affirmé mercredi 16 mars, la représentation bahaïe auprès des Nations unies à Genève. Elle relève que des pendaisons de femmes - n'avaient jamais eu lieu en Iran depuis le début de la révolution islamique - ; les condamnées étant « toujours fusillées », tandis que la pendaison était infligée aux hommes « coupables de crimes infamants ».

Ces exécutions sont intervenues au lendemain même de la fin de session de la Commission de droits de l'homme de l'ONU à Genève, qui avait notamment adopté une résolution critique à l'égard de l'Iran et « du traitement infligé aux adeptes de la foi bahaïe, sur le seul critère de leur religion ». - (A.F.P.)

Mozambique

• TROIS RELIGIEUSES ESPAGNOLES, enlevées en février, ont été libérées mardi 15 mars près de la frontière entre le Mozambique et le Malawi, a indiqué mercredi à Lisbonne un porte-parole de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.). « Le moral et l'état de santé des trois religieuses sont bons », a déclaré M. Evo Fernandes, porte-parole pour l'Europe de ce mouvement d'opposition armée au régime du président Machel. - (A.F.P.)

Portugal

• LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS PORTUGAIS a demandé, dimanche 13 mars, à l'issue de son congrès, la suspension de toute décision en ce qui concerne l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne dans l'attente d'une « large consultation » des travailleurs sur cette question. D'autre part, la Confédération ne signera aucun pacte social avec le gouvernement, qui doit être formé après les élections d'avril, sans avoir obtenu satisfaction sur ses principales revendications, amélioration des salaires réels et adoption de mesures visant à consolider les entreprises nationalisées. Plus de 90 % des congressistes ont approuvé la liste unique pour la direction de la C.G.T.P., où le parti communiste est majoritaire. L'union de la gauche pour la démocratie socialiste, dirigée par M. Lopes Cardoso, l'Union démocratique populaire (extrême gauche), ainsi qu'une tendance de gauche du parti socialiste sont également représentées. - (Corresp.)

R.D.A.

• LE CHEF D'ORCHESTRE DE L'OPÉRA DE WEIMAR, M. Peter Gülke, a décidé de ne pas rentrer en Allemagne de l'Est, après un concert qu'il avait récemment dirigé à Hambourg, s-t-on appris mercredi 16 mars dans l'entourage du musicien. La femme et la fille de M. Gülke, âgé de quarante-huit ans, qui

était venu à Hambourg pour diriger *Fidelio*, de Beethoven, sont toujours en R.D.A.

Tunisie

• LE NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE, M. Gilbert Perol, en présentant mercredi 16 mars ses lettres de créance au président Bourguiba, lui a transmis un message de M. Mitterrand relatif à sa « prochaine visite » en Tunisie. La date n'en a pas encore été fixée ; elle devrait, en principe, se situer au cours du dernier trimestre de cette année. - (Corresp.)

Turquie

• ARRESTATION DU FRÈRE D'ALI AGCA. - Adnan Agca, le frère cadet du terroriste turc Mehmet Ali Agca, emprisonné à vie en Italie pour sa tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, a été arrêté le 11 mars à Matya (sud-ouest de la Turquie) à l'occasion d'une visite du général Kenan Evren. Le frère du terroriste avait été repéré par les services de sécurité présidentiels alors qu'il tentait de s'approcher « d'une manière très hostile » du président Evren, qui tenait une réunion en plein air. Adnan Agca n'était pas armé lors de son arrestation. Il était la seule personne qui correspondait régulièrement avec son frère emprisonné, selon le journaliste turc Ugur Mumcu, qui prétend qu'Adnan servait d'intermédiaire entre son frère Ali et d'autres personnes, au moyen de messages codés. - (A.F.P.)

ing électoral ou réalité ?

Concevoir le marxisme moderne

Robert Fossaeert

La société

Une théorie générale

Seuil

La société

Les structures économiques

Seuil

La société

Les appareils

Seuil

La société

Les classes

Seuil

La société

Les États

Seuil

La société

Les structures idéologiques

Seuil

La société de Robert Fossaeert au Seuil

هكمان الزهر

DIPLOMATIE

Un entretien avec M. Pym

(Suite de la première page.)

« C'est l'intérêt de toute la Communauté. Si la base financière est injuste, je pense que les bases sont malsaines pour développer la Communauté, ce que la Grande-Bretagne souhaite vraiment. Il nous faut régler ce problème du budget. »

— Les conflits d'intérêts entre la France et la Grande-Bretagne dans les affaires communautaires influencent-elles sur les rapports bilatéraux ?

— Les relations bilatérales sont tout à fait excellentes. La différence entre nous, c'est que la France est parfaitement contente de dépenser les deux tiers du budget pour l'agriculture. Et c'est pourquoi, sur la question de l'élargissement des ressources propres de la Communauté, et nous avons le point de vue opposé. Mais la divergence s'arrête là. Elle est très substantielle, mais elle est limitée, quand vous pensez à tous les autres sujets qui pourraient nous séparer.

— A l'époque de la récession mondiale, il était difficile pour les Etats de coordonner leur politique. Il n'y a pas de doute que la fin de la récession, quand elle se produira, et le retour à une expansion auront pour résultat de faciliter des négociations.

— Même la réforme de la politique agricole commune ?

— Eh bien, oui. Même elle. Tout deviendra plus simple, je dois ajouter que nous soutenons pleinement les objectifs de la PAC tels qu'ils sont inscrits dans le traité. Ce sont les méthodes de travail que nous désapprouvons.

Euro-missiles : pour un « second meilleur choix »

— M. Genscher a lancé récemment un appel à une initiative occidentale pour ramener les négociations de Genève sur les euro-missiles. Quel pourrait être, selon vous, un accord intermédiaire acceptable à la fois par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ?

— L'U.R.S.S. a adopté une ligne plutôt dure. Nous devons continuer à soutenir l'option zéro-zéro, c'est-à-dire l'élimination totale des systèmes à portée intermédiaire. Jusqu'à maintenant, les Russes ont dit non, non et non. Ainsi devons-nous envisager une autre possibilité, un « second meilleur choix », à savoir : au lieu d'atteindre d'un seul coup le niveau zéro, nous pouvons avoir à faire un pas intermédiaire, c'est-à-dire réduire le niveau des armements de théâtre des deux côtés. Les Russes accepteraient-ils ? Nous ne le savons pas, mais il semble que ce soit la position à adopter, sur la base d'un équilibre des forces entre les Deux Supergrands.

— Pensez-vous qu'il soit tactiquement habile de présenter maintenant une proposition de compromis ?

— Oui. En supposant que les Russes refusent l'option zéro, je pense que dans un avenir assez proche il sera probablement utile de faire un pas vers une position intermédiaire. Mais l'insiste sur le fait que l'option zéro est de loin la meilleure. Et d'une certaine manière, il n'est pas bon que notre opinion publique exerce une pression sur nous afin que nous dirigions vers un résultat moins satisfaisant que zéro-zéro. Mais le moment viendra où cette proposition intermédiaire sera préférable à la situation actuelle.

— Une initiative est-elle urgente ?

— Pas nécessairement. Pour le moment c'est prématuré, mais on ne peut pas exclure totalement que ce soit avant la fin du mois.

— Quels moyens Londres et Paris ont-ils employés pour empêcher les grandes puissances de prendre en compte leurs forces nucléaires dans les négociations de Genève ?

— Les grandes puissances les ont exclues elles-mêmes par les règles qu'elles se sont données. En tout cas, en ce qui nous concerne, notre force de dissuasion, composée de Polaris, n'est pas du tout un système intermédiaire. C'est la dissuasion stratégique finale. Ainsi, il n'est pas question qu'elle soit comptée.

— Le gouvernement britannique serait-il disposé à négocier dans un autre cadre, les conversations sur les armements stratégiques (START), par exemple, une réduction de sa force de frappe ?

— La seule situation dans laquelle nous pourrions considérer cette possibilité serait un changement radical dans le niveau des armements stratégiques et une attitude totalement différente de l'U.R.S.S. Dans le cas de la force de frappe britannique, il s'agit du minimum permettant une dissuasion stratégique effective.

— Les positions de Londres et de Paris sont très proches sur ces sujets. Ne serait-il pas possible d'envisager une coopération plus étroite ?

— Notre coopération générale sur les problèmes de défense est extrêmement bonne. Il n'y a pas beaucoup de marge pour un approfondissement de la coopération dans le domaine nucléaire. Notre force de dissuasion fait partie de l'OTAN, même si, bien sûr, elle est placée en dernière analyse sous notre propre contrôle. Mais, pour vous dire la vérité, je ne pense pas qu'il y ait besoin d'une coopération accrue.

— Que pensez-vous d'une réflexion stratégique commune, comme celle proposée par M. Mitterrand au gouvernement de Bonn ?

— La même chose existe déjà avec nous. Et je dirais que la coopération est très étroite. Le président Mitterrand voulait l'étendre et mon premier ministre aussi. Cela en vaut largement la peine.

Défense européenne : « L'OTAN est le bon endroit »

— Est-ce un premier pas vers une défense européenne ?

— Il en existe déjà une, dans l'OTAN. Mon point de vue est que l'OTAN est le bon endroit et qu'il n'est pas nécessaire d'étendre cette coopération. L'alliance est dans un très bon état en ce moment. La preuve en est le respect absolu de la double décision de 1979 sur les armements nucléaires à moyenne portée.

— Une délégation de la Ligue arabe menée par le roi Hussein est à Londres après plusieurs ajournements. Pourquoi le gouvernement britannique a-t-il refusé de recevoir un membre de l'O.L.P. au sein de cette délégation ?

— Nous avons été très conséquents dans cette affaire. Premièrement : l'O.L.P. doit reconnaître les droits d'Israël. Elle ne l'a pas fait. Et réciproquement Israël doit reconnaître les droits palestiniens. Deuxièmement : l'O.L.P. doit suivre la voie politique et pacifique, pas la voie terroriste. Je veux souligner un autre point : la Ligue arabe a négocié la composition de la délégation

avec tous les pays qu'elle a visités, y compris la Grande-Bretagne. Il devait y avoir un Palestinien, mais pas de représentant de l'O.L.P. A la dernière minute, ils ont échangé d'avis. C'est ce qui a provoqué un problème entre la Ligue arabe et nous.

Israël doit « changer de politique »

— L'Europe peut-elle agir autrement qu'en usant de son influence sur les Etats-Unis ?

— Sur les Etats-Unis, les Arabes et Israël. Tous les Arabes doivent d'abord prendre une position leur permettant de négocier en leur nom au nom des Palestiniens. D'autre part, Israël doit décider de participer aux négociations. Il doit y avoir aussi un retrait de toutes les forces du Liban, Israël doit changer de politique sur la rive occidentale du Jourdain et geler les implantations dans les territoires occupés. Ce sont des conditions préalables.

— Les Arabes se concertent de leur côté. Les Israéliens, eux, manifestent une grande réticence et nous avons insisté constamment auprès d'eux pour qu'ils changent de politique. Les Dix ont fait de même. Nous avons fait connaître nos vues aux Etats-Unis. Nous espérons que les Américains convaincront les Israéliens de bouger. Ainsi je dirais que les événements des prochaines semaines seront extrêmement importants pour savoir si oui ou non, un processus de paix fondé sur le plan régional peut commencer.

— Que peut faire le gouvernement britannique pour ramener la paix civile au Liban ?

— Je ne sais pas si nous pouvons faire beaucoup. Tout pays nouvellement indépendant a tendance à passer par des temps difficiles. Depuis le début, nous avons fait de notre mieux pour aider M. Mugabe. Nous continuons à le faire. Beaucoup d'observateurs, M. Nkomo comme le chef de l'opposition, c'est tout simplement faux. Car ce n'est pas du tout en cette qualité qu'il est en Grande-Bretagne.

Propos recueillis par DANIEL VERNET.

LETTRES DE CRÉANCE A L'ÉLYSÉE

« La France est prête à faciliter le retrait des troupes étrangères du Liban »

déclare M. Mitterrand

M. Mitterrand a reçu, mercredi 16 mars, à l'Élysée, trois nouveaux ambassadeurs venus lui présenter leurs lettres de créance.

A M. Farouk Abillama, ambassadeur du Liban, le président de la République a dit que « pour redevenir effectives, l'indépendance, l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban impliquent en priorité le retrait de toutes les forces étrangères ». Le France, a-t-il ajouté, « est prête à faciliter ce retrait, comme elle est prête à faciliter les efforts du président Amine Gemayel pour restaurer sur la totalité du territoire la pleine autorité des institutions de l'Etat afin d'y ramener l'ordre et la sécurité ».

[Porteur d'un titre princier hérité d'un lointain ancêtre musulman druze converti au catholicisme maronite, l'émir Farouk Abillama, né en 1934 à Beyrouth, est le fils d'un médecin qui fut également ministre et ambassadeur. Éduqué par les Jésuites de Beyrouth depuis les classes primaires jusqu'à sa double licence en droit et sciences politiques, français et libanaise, il fut avocat au barreau de la capitale libanaise de 1960 à 1977. N'étant membre d'aucune formation politique, il fut choisi en 1977, en plein conflit libanais, par le président Elias Sarkis pour diriger la Sécurité générale du Liban, organisme chargé notamment de la police politique et du contrôle de l'information. Il est en ce poste jusqu'à décembre 1982.]

A M. Jorge Castaneda, ambassadeur du Mexique, M. Mitterrand a rappelé que Paris et Mexico « ont pour eux une longue tradition de coopération dans la recherche de solutions pacifiques aux grands problèmes de l'Amérique centrale et du monde » et aussi que la France « participe activement

aux efforts de la communauté internationale pour aider le Mexique à surmonter ses difficultés ».

[Né en 1921 à Mexico, licencié en droit de l'université autonome de Mexico et professeur de droit international, M. Jorge Castaneda est entré au service des relations extérieures en 1950. Membre de la délégation mexicaine aux Nations unies de 1951 à 1953, directeur général des organismes internationaux au ministère des affaires étrangères de 1959 à 1961, puis de 1965 à 1970, ambassadeur en Egypte de 1962 à 1965, il a joué un rôle important dans les débats sur le désarmement et le droit de la mer, alors qu'il était représentant permanent du Mexique auprès des organismes internationaux à Genève, de 1971 à 1976. Secrétaire d'Etat en 1977, ministre des relations extérieures de 1979 à 1982, il a été nommé ambassadeur émérite par l'ancien président Lopez Portillo. Il a écrit plusieurs ouvrages, en particulier le Mexique et l'ordre international, et la Non-prolifération des armes nucléaires.]

La reprise du dialogue avec le Laos

A M. Thongsay Bouthisane, ambassadeur du Laos, le président de la République a indiqué que le rétablissement en décembre 1981 des relations diplomatiques entre Paris et Vientiane (celles-ci avaient été interrompues de facto après l'expulsion en 1978 de deux diplomates français en poste au Laos et le rappel consécutif de l'ambassadeur de France) « a été l'occasion pour la France de renouer un dialogue bilatéral interrompu et d'amorcer la reprise d'une coopération adaptée aux besoins et aux souhaits du Laos ».

[Né en 1939, M. Bouthisane a fait ses études secondaires au Laos et passé le diplôme d'ingénieur des travaux publics à Paris en 1964. Après avoir notamment dirigé une association d'étudiants laotiens en France favorable à la gauche communiste (Pathet-Lao), il a travaillé à partir de 1975 au cabinet du ministre des communications, des travaux publics et des transports à Vientiane. Depuis juin 1982, il travaillait au ministère des affaires étrangères, avec le rang d'ambassadeur.]

M. Mitterrand a, enfin, assuré l'ambassadeur de la Dominique, M. Roméo Arden Stillingford, que « la France entend resserrer davantage encore les liens qui l'unissent à la Dominique, et heureusement située entre les deux départements français de Guadeloupe et de Martinique ».

[Né en 1936, M. Stillingford a été fonctionnaire aux ministères des affaires sociales, puis des finances, après des études de droit à Londres. En 1965, il travaille à la Commission des Caraïbes orientales avant d'entrer au gouvernement de la Dominique comme sous-secrétaire au commerce, puis aux affaires sociales et universitaires.]

Depuis 1978, il est haut commissaire (ambassadeur) de la Dominique auprès du gouvernement de Londres, où il réside. Outre la France, il représente son pays dans l'Assemblée des Etats de la Communauté économique européenne.]

PRÉCISION. — M. Robert Cantoni, qui vient d'être nommé ambassadeur à Panama (le Monde du 17 mars), n'a été ambassadeur au Gabon que de septembre 1981 à juillet 1982. Il avait été remplacé à cette dernière date par M. Pierre Delbecq, ancien conseiller de Paris de l'Union de la gauche, et n'avait pas, depuis lors, d'affectation.

PROCHE-ORIENT

L'émigration des juifs d'U.R.S.S. est pratiquement arrêtée

constate une conférence internationale à Jérusalem

Jérusalem. — « Il ne peut pas y avoir d'amélioration durable dans les rapports Est-Ouest sans que des progrès soient accomplis dans le domaine des droits de l'homme », affirme le président Reagan dans un message qu'il a adressé, mardi 15 mars, à Jérusalem, par M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, à l'ouverture de la troisième conférence mondiale pour les juifs d'U.R.S.S. Le premier ministre israélien, M. Menachem Begin, a également adressé un message de soutien. M. Simone Veil, ancien président de l'Assemblée européenne, a, pour sa part, quelque peu surpris son auditoire en faisant l'éloge de la démocratie israélienne après l'égoutte de sang des massacres de Sabra et de Chatila, tout en demandant que justice soit rendue au peuple palestinien.

La conférence, qui regroupe près de neuf cents délégués venus d'une trentaine de pays différents, a pour objet de faire le point sur la situation des juifs en Union soviétique (1), d'organiser une vaste campagne en direction des institutions internationales, des gouvernements, des parlements et des partis politiques occidentaux (plusieurs d'entre eux ont répondu à ce congrès), et incitant à intervenir davantage auprès des autorités soviétiques pour obtenir la libération des personnes em-

De notre correspondant

prisonnières et surtout la reprise d'une émigration aujourd'hui pratiquement arrêtée.

La première assemblée de ce type avait eu lieu à Bruxelles, en 1971, au moment même où le Kremlin commençait à autoriser la sortie de contingents de juifs vers Israël. Après un tel ralentissement de ce mouvement en 1975, une seconde réunion avait été convoquée l'année suivante, toujours dans la capitale belge ; l'action alors entreprise avait contribué à favoriser une relance de l'émigration dès le début de 1978. La troisième était initialement prévue à Paris en septembre dernier — avec la participation du premier ministre israélien, M. Menachem Begin. Après l'attentat de la rue des Rosiers en août et la dégradation du climat international due à l'invasion du Liban et aux massacres de Sabra et de Chatila, les organisateurs avaient ajourné leur projet. Les dirigeants israéliens, qui, pour des raisons évidentes, veulent avoir un rôle prépondérant dans cette campagne, se sont alors exprimés de la façon suivante : la troisième était initialement prévue à Paris en septembre dernier — avec la participation du premier ministre israélien, M. Menachem Begin.

En 1979, année record, 51 333 juifs ont quitté l'U.R.S.S. Mais leur nombre n'a cessé de diminuer depuis lors au fur et à mesure de la détérioration des rapports Est-Ouest. Ils n'étaient plus que 2 700 en 1982, et pour les deux premiers mois de cette année, à peine 200. Selon les autorités soviétiques, cette restriction tient au fait que les émigrés ne respectent pas leur engagement : ils ne peuvent, en principe, quitter l'Union soviétique qu'à destination d'Israël (le visa de sortie est exclusivement libellé dans ce sens), alors que la grande majorité d'entre eux se rendent finalement ailleurs, notamment aux Etats-Unis. D'autre part, les responsables soviétiques prétendent qu'il n'y a presque plus de candidats au départ. L'Organisation sioniste mondiale, principale responsable de la conférence de Jérusalem, estime, pour sa part, à près de 4 000 le nombre de juifs dont la demande de visa est actuellement en souffrance.

Les « prisonniers de Sion »

Les « défections » des juifs d'U.R.S.S., qui préfèrent se rendre en Europe ou en Amérique, sont un grave problème pour Jérusalem. En 1979, 1980 et 1982, un tiers seulement des émigrés d'Union soviétique que sont arrivés en Israël. Ces

« pertes » affectent particulièrement l'image d'un pays dont la vocation est d'accueillir l'ensemble du peuple juif, et cela particulièrement ces dernières années, alors que l'émigration des Israéliens compense de plus en plus largement la venue de nouveaux immigrants. Récemment, de sérieux différends ont opposé les institutions sionistes et certaines organisations juives américaines qui, à Vienne (premier point de chute des juifs quittant l'U.R.S.S.), apportent leur aide à ceux qui choisissent un autre pays qu'Israël. Les dirigeants israéliens ont même envisagé de trouver des moyens d'obliger ces derniers à ne pas s'égayer en chemin. Ce problème sera sans aucun doute discuté durant le congrès.

Il sera aussi bien sûr question des dissidents juifs détenus sous différents prétextes, ceux qui vivent en Israël les « prisonniers de Sion ». Parmi eux, M. Anatoli Tchicharanski, mathématicien arrêté en 1977 et condamné à treize ans d'emprisonnement pour « trahison », et qui vient d'observer une longue grève de la faim ; M. Joseph Begun, dont on est sans nouvelles depuis son incarcération en novembre 1982 ; M. Ida Nudel qui, après quatre années d'exil en Sibérie, est condamnée depuis douze mois à l'enferme en Russie, se voyant refuser tout permis de séjour à Moscou, sa ville d'origine, ou ailleurs. M. Avital Tchicharanski, qui vit maintenant en Israël, vient de déclarer qu'elle ne croyait pas aux rumeurs en provenance de Moscou faisant état d'un prochain « échange » dont pourrait bénéficier son mari, contre des avions soviétiques capturés à l'Ouzbékistan. Elle pense, comme beaucoup de personnes qui la soutiennent dans ses démarches, qu'il s'agit de l'une des « manœuvres » tentées en ce moment par l'Union soviétique pour atténuer l'impact de la réunion de Jérusalem.

Les dirigeants du Kremlin ont récemment fait courir le bruit que le sort des dissidents juifs pourrait être nettement amélioré si l'on faisait preuve de plus de discrétion à leur sujet. La plupart des délégués à la conférence de Jérusalem sont convaincus de la vanité de ces considérations. Selon eux, il a tout au contraire été prouvé à plusieurs reprises dans le passé que le gouvernement soviétique était sensible aux pressions internationales.

FRANCIS CORNU.

(1) Cette communauté compterait de 2 millions et demi à 3 millions de personnes. Elle est la seconde dans le monde après celle des Etats-Unis.

Liban

Des attentats contre la force multinationale ont fait treize blessés

Les attentats de mercredi contre les patrouilles italiennes et américaines de la force multinationale à Beyrouth (le Monde du 17 mars) ont fait au total treize blessés (quatre « marines » et neuf militaires italiens). Ils ont été revendiqués par un mouvement inconnu à ce jour : l'« Organisation du Jihad islamique ».

Selon une source gouvernementale libanaise citée par l'agence nationale d'information, ces attentats « visent à démontrer que l'armée libanaise est incapable d'assurer la sécurité et la stabilité dans les régions qu'elle contrôle, comme l'a affirmé le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, à Washington ».

Trois des blessés italiens sont dans un état grave et l'un d'eux a été amputé de la jambe. Le sous-secrétaire d'Etat italien aux affaires étrangères, M. Guido Costa, se faisant l'écho de la vive émotion suscitée par ces attentats en Italie, a affirmé qu'ils faisaient partie d'un « nouveau projet de destabilisation de Beyrouth ».

Lundi, le général Robert Barrow, commandant du corps des « marines », accuse les troupes israéliennes de menacer délibérément les soldats américains déployés à Beyrouth, dans une lettre adressée au secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, et publiée jeudi par plusieurs journaux américains. Le général affirme qu'à trois reprises de feu ont été tirés en direction des « marines », et que, au cours d'un autre incident, un capitaine américain a été menacé de mort par des soldats israéliens. « Malheureusement, et ce qui m'inquiète davantage, poursuit-il, ce genre d'incidents est la règle plutôt que l'exception ».

Le commandant du corps des « marines », indiquant qu'il ne peut « plus garder le silence devant ce problème persistant des provocations (israéliennes) », estime qu'il « est évident que ces incidents sont calculés, orchestrés et déclenchés pour d'obscurs objectifs politiques israéliens ».

Le président Reagan a assuré mercredi les autorités libanaises qu'il restait déterminé à obtenir le retrait de toutes les forces étran-

gères du Liban et se refusait à « faire marche arrière sur cette question ». Il a fait cette déclaration en recevant à la Maison Blanche l'ancien premier ministre libanais, M. Saeb Salam, émissaire spécial du président Amine Gemayel. M. Salam a répété qu'il excluait toute présence israélienne dans son pays après l'évacuation des troupes étrangères. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, à aller très loin, mais nous n'acceptons pas qu'une atteinte soit portée à notre souveraineté ».

Un haut responsable du département d'Etat ayant participé aux entretiens de M. Saeb Salam, le président Reagan estimait que les forces libanaises sont capables d'assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire libanais et que les autorités israéliennes enagèrent le danger de nouvelles « attaques terroristes » à partir du Sud-Liban.

A Saida, quatre Palestiniennes ont été blessées par balles mercredi matin par des soldats israéliens qui ont ouvert le feu pour disperser une manifestation réclamant la libération des détenus du camp d'internement d'Ansar. Le cortège organisé par des femmes de détenus et des étudiants s'était arrêté devant le siège du gouvernement militaire israélien de la ville où les manifestantes ont scandé des slogans hostiles à Israël, provoquant l'intervention de l'armée.

A Jérusalem, trois réservistes israéliens ont dénoncé dans une lettre aux ministères de la défense et de la justice la conduite de l'armée israélienne au Sud-Liban, et notamment les mauvais traitements infligés à des civils arrêtés. Ils affirment avoir constaté personnellement que des gardes-frontières israéliens malmenaient de simples suspects, malgré l'intervention de réservistes indignés. Ils ajoutent que certaines unités font accomplir leurs corvées par des prisonniers, et relèvent que des hommes du commandant Haddad sont hébergés dans les bases israéliennes malgré « leurs actions criminelles » contre la population palestinienne du Sud-Liban. « L'intégrité morale de l'armée israélienne est en danger au Sud-Liban », écrivent-ils dans leur lettre, qui, selon l'hebdomadaire *Kotzer Harazit*, a aussitôt conduit le ministre de la défense à ouvrir une enquête sur ces faits. — (A.F.P.-A.P.)

D'anciens dirigeants condamnés à de...

... (Texte illisible)

Centre Assommoir

Pierre Assommoir

Monsieur ASSAULT

Enfin la première biographie d'un des hommes les plus puissants de France, aussi célèbre que mystérieux.

Balland

مركز الشرق

ASIE

Chine

POUR LEURS ACTIVITÉS PENDANT LA RÉVOLUTION CULTURELLE D'anciens dirigeants des gardes rouges sont condamnés à de lourdes peines de prison

De notre correspondant

Pékin. — Trois des plus célèbres dirigeants de gardes rouges pendant la révolution culturelle viennent d'être condamnés à de sévères peines de prison par un tribunal pékinois. Selon une information publiée ce jeudi 17 mars par le *Quotidien de Pékin*, les accusés Nie Yuanzi, ancienne secrétaire du parti de la faculté de philosophie de l'université de Pékin, et Kuai Dafu, ancien chef d'une faction de gardes rouges, ont été condamnés, mercredi, par un tribunal de moyenne instance de Pékin, à dix-sept ans de prison et quatre ans de privation de leurs droits politiques. Un troisième inculpé, Han Aijing, s'est vu infliger une peine de quinze ans d'emprisonnement.

Une information concernant l'ouverture d'un procès contre ces anciens héros de la révolution culturelle avait circulé à Pékin au début du mois de novembre dernier, mais elle n'avait pas été confirmée officiellement (*le Monde* daté 7-8 novembre 1982). Elle avait toutefois été reprise à Hongkong par le *Ta Kung Pao*, organe procommuniste, ce qui avait paru l'authentifier.

Le jugement accuse les trois inculpés d'avoir obéi aux ordres de la « clique contre-révolutionnaire de Lin Biao et de Jiang Qing » pour « renverser les pouvoirs de la dictature de démocratie populaire », et d'avoir « persécuté des cadres, des dirigeants, ainsi que des représentants des masses populaires ». Leurs actions, indique la sentence, ont constitué « un crime de dégradation contre-révolutionnaire et de fausse accusation ». En ce qui concerne Kuai Dafu, s'y ajoute le délit de « meurtre ». L'accusé Han Aijing, ancien étudiant de l'Institut d'aéronautique de Pékin, se voit, pour sa part, tenu pour responsable de l'organisation et de l'exécution de la mise à mort de Peng Dehuai, ancien ministre de la défense, libéré par Mao en 1960.

Mme Nie Yuanzi s'était rendue célèbre en plaçant le 25 mai 1966 à

Beida (université de Pékin) une affiche attaquant violemment le recteur de cette université et le maire de Pékin, M. Peng Zheo, aujourd'hui membre du bureau politique. Ce pamphlet avait eu l'honneur d'être qualifié par Mao Zedong de « premier dazibao marxiste-léniniste de Chine ». Elle est âgée aujourd'hui de soixante-deux ans.

Le verdict indique que les accusés ont reconnu « la plupart de leurs crimes », mais qu'ils n'ont pas admis avoir commis de délits contre-révolutionnaires. Le tribunal précise qu'il a tenu compte dans son jugement des déclarations portées « de son plein gré » par l'un des accusés, Kuai Dafu, contre M. Zhang Chunqiao, l'un des membres de la « bande des quatre », qui purge actuellement une peine de détention à vie. M. Kuai Dafu est ainsi « récompensé » de l'apparition qu'il avait faite en novembre 1980 pendant le procès de M. Jiang Qing et de ses associés. Dans sa déposition, il avait notamment accusé M. Zhang Chunqiao d'avoir incité son groupe de gardes rouges à « bombarder » Liu Shaoqi, à l'époque président de la République, et M. Deng Xiaoping, alors secrétaire général du parti.

En revanche, le tribunal a décidé d'abandonner les poursuites contre Tan Huolan, ancienne dirigeante des gardes rouges de l'Ecole normale supérieure de Pékin, « en raison de sa bonne attitude dans la reconnaissance de ses crimes ». Le cas d'un dernier inculpé, Wang Dabin, est séparé de ceux des autres accusés et il est confié à la cour populaire de son ancien lieu de travail.

L'information publiée par le *Quotidien de Pékin* ne dit rien du sort de deux autres anciens « activistes », Chi Qun et Xie Jingyi, dont les noms avaient été cités en novembre dernier lors de l'ouverture du procès. On ne peut exclure que l'apparition de Chi Qun pendant la révolution culturelle à l'ancienne unité 8341, détachement d'élite de la sécurité militaire, ait entraîné un traitement distinct et plus discret de son cas. Il faut noter que les autres journaux de la capitale ne reprennent pas la nouvelle du *Quotidien de Pékin*, ce qui pourrait traduire le désir du pouvoir d'en circonscrire la diffusion.

MANUEL LUCBERT.

Thaïlande

Les militaires n'ont pas obtenu la révision de la Constitution en leur faveur

De notre correspondant

Bangkok. — Le général Arthit Kamlang-Ek, commandant en chef de l'armée de terre, a perdu la bataille qu'il avait engagée devant le Parlement, il y a deux mois, pour maintenir le rôle des militaires dans la vie politique du pays. Sa proposition qui visait, par le biais d'une prorogation des clauses provisoires de la Constitution de 1978, à confirmer les pouvoirs des sénateurs nommés et le droit pour les fonctionnaires d'accéder à des postes gouvernementaux n'a recueilli, mercredi 16 mars, que 254 voix, 10 de moins que la majorité absolue requise en troisième lecture (*le Monde* daté 20-21 février). Si rien n'y fait obstacle, la Constitution, abrégée de ces clauses provisoires, prendra pleinement effet le 21 avril. Au terme du mandat de l'Assemblée nationale (les élections législatives sont prévues le 12 juin). La Thaïlande s'engage alors sur la voie du parlementarisme à l'occidentale.

A l'annonce du résultat, environ deux mille personnes, en majorité des étudiants, ont bruyamment manifesté leur joie devant le Parlement, placé sous bonne garde militaire. A l'annonce du résultat, environ deux mille personnes, en majorité des étudiants, ont bruyamment manifesté leur joie devant le Parlement, placé sous bonne garde militaire.

La réforme constitutionnelle avait, par franchir, sans difficultés majeures, le cap des deux premières lectures au prix de quelques manœuvres d'intimidation de la part des militaires et malgré l'hostilité du Parti d'action sociale (SAP) et du parti démocrate, tous deux membres de la coalition gouvernementale. A l'approche du dernier « round », tous les opposants s'étaient unis pour faire échec au « retour de la dictature ». Universitaires, étudiants, syndicalistes, avaient créé une Fédération démocratique. Au fil des jours, cette protestation avait pris un tour plus spectaculaire : grèves de la faim, menace de suicide d'un député (...).

De leur côté, les clans militaires qui soutenaient le général Arthit avaient publié un second Livre blanc. Ils y

justifiaient le rôle politique de l'armée par la nécessité de « gagner la guerre contre le communisme » et, pour ce faire, d'éliminer toutes les injustices issues d'un « système capitaliste monopolistique » qui faussait le jeu démocratique. Le général Sudchai Hasadin, chef du mouvement d'extrême droite des Buffles rouges, avait menacé de mobiliser ses partisans contre ceux qui s'opposaient à la réforme constitutionnelle. A toutes fins utiles, l'équipe d'intervention anti-émeute (SWAT), dissoute en 1977 après de sévères critiques sur ses activités, avait été remise sur pied.

Une humiliante défaite

La désinvolture avec laquelle certains groupes militaires voulaient se servir du Parlement pour tenter un « coup d'Etat démocratique », leur avait aliéné, dès le départ, un bon nombre de députés. La formulation, vague à dessein, de plusieurs amendements, notamment sur la durée de la prolongation des pouvoirs du Sénat, en avait convaincu d'autres, en dernière analyse, de rejoindre les rangs de l'opposition. Le parti Chart Thai, troisième membre de la coalition gouvernementale, avait ainsi changé de camp. Le général Prem Tinsulanond, premier ministre, s'était, quant à lui, tenu à l'écart de cette polémique, se contentant de lancer des appels au calme.

A la veille de la troisième lecture, M. Kupkit Pramot, ancien ministre et dirigeant du SAP, avait dévoilé, dans son quotidien *Sam Rath*, un plan très précis qui visait, selon lui, à « placer le pays sous la loi communiste ». Certains observateurs y ont vu des allusions aux rôles de premier plan qu'ont joués, auprès du général Arthit, M. Prasert Sapsuthorn, ancien membre du comité central du parti communiste thaïlandais (P.C.T.), rallié au régime, et les « soldats démocratiques », représentés par le général Chavali, assistant du chef d'Etat-major de l'armée de terre. Ces révélations de dernière minute ont permis à l'opposition de rallier à sa cause les voix de quelques hésitants.

Les partisans de la réforme constitutionnelle ont subi une humiliante défaite. Une revanche est-elle envisageable ? Celle-ci présenterait des risques. L'armée est, en effet, divisée : les ambitions du général Arthit lui ont aliéné beaucoup de sympathies en son sein. Il est d'autant plus difficile pour le commandant en chef de l'armée de terre d'employer, l'aide de mieux, la manière forte qu'il a voulu jouer le jeu démocratique et qu'il doit donc en respecter la sanction. Les militaires n'ont pas, pour autant, dit leur dernier mot.

JACQUES DE BARRIN.

Indonésie

Le général Suharto a rajeuni et étoffé son gouvernement

De notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le général Suharto, président de l'Association des journalistes et copropriétaire du quotidien *Pas-Kata*, autre départ significatif, celui de M. Djoedjoeso, ministre de l'éducation et de la culture, qui, par ses méthodes autoritaires, se heurtait à l'hostilité du corps professoral et du milieu étudiant. Le général Suparjo Rustam succède à l'intérieur au général Amir Machmud, nommé l'automne dernier président de l'Assemblée. M. Mochtar Kusumaatmadja conserve les affaires étrangères.

Au sein de l'équipe économique, le fait marquant est le départ de M. Nitisastro, ministre coordonnateur de l'économie, des finances et de l'industrie, qui remplace M. Ali Wardhana, ancien ministre des finances. Celui-ci cède son poste à M. Radius Prawiro, ancien ministre du commerce. M. Subroto conserve les mines et l'énergie. Malgré tout, la « mafia de Berkeley », qui avait conduit l'économie du pays pendant les beaux jours du « boom » pétrolier, reste au pouvoir pour mener, aujourd'hui, « le rude combat contre la récession mondiale ».

J. de B.

LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la liste du nouveau gouvernement :
Ministres coordonnateurs : général Surono (affaires politiques et sécurité), M. Ali Wardhana (économie, finances et industrie), général Alamsyah Ratu Perwiranegara (bien-être social).

Ministres d'Etat : général Sudharmono (secrétariat à la présidence), MM. J. B. Sumartono (développement national, plan), B. J. Habibie (recherche et technologie), Emil Salim (population et environnement), Cosmas Batubara (logement), lieutenant-colonel Abdul Galur (jeunesse et sports), Saleh Afif (réforme de l'appareil d'Etat), M. Lestiyah Sutanto (affaires féminines).
Ministres : général Suparjo Rustam (intérieur), M. Mochtar Kusumaatmadja (affaires étrangères), généraux Poniman (défense et sécurité), Ali Said (justice), MM. Harmoko (information), Radius Prawiro (finances), Rachmat Saleh (commerce), Bustanji Arifin (coopératives), Achmad Afandi (agriculture), Suwardjo (forêts), Hartono (industrie), Subroto (mines et énergie), Suyono Sosrodarsono (travaux publics), Marichal de l'air Rumin Nuryadin (communications), général Achmad Tahir (tourisme, postes et télécommunications), Amir Sudono (travail), M. Marsono (transmigration), généraux Nugroho Notokusano (éducation et culture), Suwardjono Suryaningrat (santé), M. Munawir Sudazali (religion), M. Nani Sudarsono (affaires sociales).

Lisez

Le Monde des
PHILATELISTES
BUREAU DE LA PHILATÉLIE

Pierre Assouline

Pierre Assouline
monsieur DASSAULT



Enfin la première
biographie
d'un des hommes
les plus puissants
de France,
aussi célèbre
que mystérieux.

Balland

Damman les Lys
3000 F/MOIS
54 000 F apport personnel
(5 pièces 106 m² de 355.000 F)
PRETS
CREDIT FONCIER 7,40 %
et complément 12 %
SEMIDA
Maire de Damman les Lys
Tél : 439.48.58

Petits immeubles
à 6 mn gare de Melun
près parc public
et forêt Fontainebleau
Centre administratif
commerçants, écoles
C.E.G. tout près
De 2 à 6 pièces

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT/REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e ☎ 347.21.32

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
CCP Paris 4267-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 554 F 767 F 988 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F
ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse d'adresses ou provisions (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Elle le Spiridon nouveau
est arrivé !
Le N° 16 de Spiridon, revue internationale de course à pied, vient de paraître. En couleurs et en 92 pages. Au contenu remarquable :
- Tout est dans le site : les treizièmes et courants de Brice Tullot, le coureur aux pieds nus, champion d'Europe en 1962, et qui traversa les États-Unis à la course.
- Miroir : femme libre, avec plusieurs pages en couleurs sur : pourquoi la Française Martine Buchonnetti préfère courir pour la Suisse à São Paulo.
- Argentine, où sont dispersés les champions d'Argentine (Chacón) à la recherche de José Ribes, Zabala, Cabrera, etc.
- Jack Bauer, dit Fido, champion suisse, vice-champion de ce même championnat, dans qui débute à 33 ans, courut le marathon en 2 h 14 à 42 ans, et en 2 h 20 à plus de 50 ans.
- Course et danger, jeu de vivres, SPIRIDON au Japon.
- Des Paléontologues font le tour de l'île, coup d'œil sur une miniature de la Pacific.
- Récompenses ? L'œuvre sacrée des coureurs hors stade fait valoir certains gains. Et Gaston Meyer de s'interroger.
- Le directeur officiel des courses CYME (coupe internationale de la montagne de 1983)
Plus l'abonnement calculé des principaux coureurs de la saison prochaine, la « semaine » incluse des derniers, la porte du médium-sprint, 3 pages de lettres manuscrites du monde « coupé » tout en douceur. Spiridon est aussi un ouvrage de travail de l'entraîneur, et plus de 20 pages de photos inédites. Sans parler des rubriques des sports-clubs, de la liste des clubs, des entraîneurs, des entraîneurs, des entraîneurs, etc.
En vente par abonnement (560 pages en 1983) au prix de 190 F (mars 1983) dès le 25 mars à l'ordre de :
11, Rue l'Éclairage 43,
75100 Paris-Jules-et-Jacques

LE NOUVEL observateur
DEMAIN

Après avoir tout fait pour que l'opinion attende un spectaculaire changement de gouvernement et de méthodes, l'Élysée se plaint de l'indécente impatience des médias. Quelles sont les vraies raisons du retard ? Que prépare le Président de la République ? Que va-t-il dire le 23 mars prochain ? En quoi pourra-t-il répondre à ceux qui lui ont donné un avertissement ?

« Je vous ai compris ».
Le Nouvel Observateur ouvre le dossier.
Il est riche.

مركز الأمل

AFRIQUE

République Sud-Africaine

La police spéciale inquiète deux correspondants de presse

De notre correspondant

Johannesburg. — Un journaliste de l'agence américaine Associated Press, M. Bernard Simon, a été arrêté mercredi 16 mars par la police de sécurité. Accusé d'« entrave à la justice », le reporter, qui travaille également pour le *Financial Times* et *The Economist*, n'a été relâché sous caution de 3 500 F quelques heures plus tard. Il est convoqué devant un tribunal le 25 mars prochain.

Le cas de M. Bernard Simon est apparemment lié à celui d'un autre journaliste qui fait actuellement l'objet de l'attention particulière de la police spéciale, M. Allister Sparks, correspondant pour l'Afrique australe du *Washington Post* et de l'*Observer*. On reproche à M. Sparks d'avoir cité, dans deux articles parus à l'étranger, des propos de M^{me} Winnie Mandela, épouse du chef historique du Congrès national africain (A.N.C.) emprisonné à vie depuis 1962.

Aux termes de la législation d'exception sur les « banissements » (1), M^{me} Mandela est assignée à résidence dans une petite cité noire, isolée au centre du pays, et « interdite de parole publique » depuis vingt ans. Il lui est défendu de s'adresser à plus d'une personne à la fois, fût-ce à l'intérieur de son logement. Ni ses propos ni sa photographie ne peuvent être reproduits dans la presse.

Pour l'avoir « oublié », M. Sparks a reçu la visite, à l'aube de mercredi, de six inspecteurs de la police spéciale qui ont fouillé son domicile de fond en comble. N'ayant rien trouvé, les agents de la sécurité se sont ensuite rendus au bureau du

journaliste, contigu à celui de M. Simon, d'où ils sont repartis avec divers objets et la photocopie des articles écrits par l'intéressé au cours des vingt dernières années.

Pour M. Sparks, qui fut longtemps rédacteur en chef du principal quotidien sud-africain d'opposition à l'apartheid, le *Rand Daily Mail*, il s'agit là d'une opération d'intimidation. Le bureau de l'Association des correspondants étrangers a « vigoureusement » protesté contre cet « indigne harcèlement policier » contre un de ses membres. Assurant que cette action s'inscrit dans le cadre de « la campagne d'intimidation qui vise à empêcher les journalistes de rapporter certains aspects de la vie en Afrique du Sud. Nous n'avons pas connaissance de précédents de cet ordre à l'égard d'employés de médias étrangers », conclut le communiqué de l'Association.

Jusqu'ici, en effet, de nombreux correspondants étrangers avaient pu citer les paroles des personnes « bannies » sans encourir les foudres des autorités. La mise en cause de M. Sparks signifie ou que cette « tolérance » a pris fin, ou qu'elle n'est pas accordée aux détenteurs de passeport sud-africain.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le bannissement dont est victime M^{me} Mandela, avec environ cent cinquante autres personnes, est une mesure administrative, le plus souvent prise par le ministre de la police lui-même. Celui qui en est frappé en ignore, la plupart du temps, les raisons et ne peut en aucun cas faire appel aux tribunaux.

Angola

L'enlèvement de soixante-quatre citoyens tchécoslovaques

LES PROPOSITIONS D'ÉCHANGE FAITES PAR L'UNITA EMBARRASSENT LE GOUVERNEMENT

La proposition de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) visant à échanger quelques-uns des soixante-quatre prisonniers tchécoslovaques qu'elle détient contre sept mercenaires britanniques (le *Monde* du 17 mars) a pour objet de provoquer une dégradation des relations entre Luanda et Londres, estimait-on mercredi 16 mars dans la capitale angolaise. La Grande-Bretagne a déjà demandé à plusieurs reprises la remise en liberté des sept mercenaires détenus à Luanda depuis 1975. Leur « libération prochaine » avait été annoncée par le ministre angolais des relations extérieures, M. Paulo Jorge, lors d'une visite à Londres le 10 février.

La proposition d'échange faite par l'UNITA risque de compromettre ces libérations. L'agence angolaise de presse Angop, qui a confirmé l'enlèvement, le 12 mars, de soixante-quatre Tchécoslovaques à l'issue de papier d'Alto-Catumbela, près de Benguela (Centre-Ouest), a dénué mercredi « la complicité des pays occidentaux avec l'Afrique du Sud, qui sert de base arrière aux bandits et aux traitres qui luttent contre la République populaire d'Angola ».

De son côté, la Tchécoslovaquie a demandé la « médiation » du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) de Genève, afin d'obtenir la libération de ses ressortissants. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'ÉLECTION MUNICIPALE TRIANGULAIRE DE CHICAGO Le Noir, le républicain et... M^{me} Byrne

De notre correspondant

Washington. — La bataille municipale de Chicago devient décidément très intéressante. Un Noir, M. Harold Washington, a remporté les « primaires » démocrates le mois dernier (le *Monde* du 25 février). Il devait affronter, le 12 avril, le candidat républicain, M. Bernard Epton, avec des chances raisonnables de succès. Mais le maire sortant, M^{me} Jane Byrne, vient de modifier le jeu en annonçant sa propre candidature : non plus comme démocrate, puisqu'elle n'a pu obtenir l'investiture du parti, mais comme indépendante.

« J'avais été élu (en 1977) pour me battre en faveur de cette ville », a indiqué M^{me} Byrne mercredi 16 mars : « Je ne vois pas m'arrêter ». Selon elle, aucun des deux candidats n'a de programme valable et n'est en mesure de défendre les intérêts de Chicago. Cette femme combative avait pourtant reconnu sa défaite, au lendemain des primaires, déclarant : « J'ai été démocrate toute ma vie. M. Washington a été choisi par le peuple, donc je le soutiendrai ». Et elle était partie en vacances en Californie...

M^{me} Byrne précise que sa volte-face n'est « rien de voir avec le couleur » (de M. Washington). Mais la dimension raciale de cette élection s'en trouve inévitablement accentuée. Deuxième ville des Etats-Unis, Chicago compte 40 % de Noirs.

L'effet sur le scrutin est encore difficile à évaluer. M^{me} Byrne devrait attirer les démocrates blancs qui ne veulent pas d'un maire noir. Aux primaires, M. Washington avait presque fait le plein des voix des Noirs, mais recueilli à peine 6 % des suffrages blancs. Le maire sortant compte sur quelques responsables démocrates locaux qui n'avaient pas apprécié la manière dont M. Washington s'en était pris à la « machine » du parti. Elle pourrait enfin grappiller des voix parmi les républicains qui sont découragés par leur candidat — un juif libéral — dans une ville habituée à être dirigée par des catholiques irlandais.

M. Washington a réagi sereinement à l'« acte de désespoir » de M^{me} Byrne et déclare même que ses chances s'en trouvent ac-

crues. Quant au candidat républicain, M. Epton, il ne sait trop qu'en penser. En lui opposant un Noir, on lui offrait des voix démocrates sur un plateau. En lui opposant deux candidats, on lui offrait pas forcément à rêver d'être le premier maire républicain de Chicago depuis un demi-siècle.

Après le résultat des primaires, tous les dirigeants nationaux du parti démocrate avaient adopté M. Washington. Il leur est difficile de revenir sur ce choix pour les beaux yeux de M^{me} Byrne. C'est la discipline du parti qui est en cause et sa capacité à intégrer la communauté noire.

Quelle qu'en soit l'issue, la bataille de Chicago aura des conséquences sur l'élection présidentielle de novembre 1984. Une victoire de M. Washington encouragerait les Noirs américains à voter massivement l'an prochain et donc à peser d'un plus grand poids que d'habitude. Des défaites, en revanche, provoqueraient un mélange de ressentiment et d'indifférence. Dans un cas comme dans l'autre, la candidature d'un Noir à la présidence ou à la vice-présidence — ne serait pas exclue.

ROBERT SOLÉ.

El Salvador

La commission des droits de l'homme affirme que sa présidente a été assassinée

San-Salvador. — La commission salvadorienne des droits de l'homme a confirmé mercredi 16 mars que sa présidente, M^{me} Mariana García Villas, avait été tuée lundi dans une zone proche de Suchitoto, à environ 40 kilomètres au nord de San-Salvador. Elle « n'est pas morte au combat, mais a été assassinée », af-

firme la commission, qui précise que M^{me} García Villas se trouvait dans le village de Bermuda, où elle « recueillait des informations sur l'utilisation par l'armée de produits chimiques tels que le phosphore et le napalm », quand l'armée a lancé une attaque. M^{me} García Villas a été tuée d'un coup de feu dans un véhicule. Elle était accompagnée de deux autres personnes, mais personne n'a pu échapper au massacre. Tous les habitants ont été tués en même temps qu'elle. Un journaliste allemand se trouve également parmi les victimes.

La commission de presse de l'armée avait affirmé que M^{me} García Villas faisait office d'agent de liaison entre la guérilla et l'étranger, et qu'elle était connue sous le pseudonyme de « Comandante Lucia ». Il avait ajouté qu'elle avait été retrouvée morte en même temps que vingt-deux autres personnes qui avaient tenu une embuscade aux forces régulières, et qu'on avait trouvé sur elle une « documentation précieuse » comprenant un « programme d'agitation de la population urbaine pour soutenir la lutte armée ».

Plusieurs organisations humanitaires ont démenti cette présentation des faits, qu'elles estiment inventée pour discréditer le travail réalisé par la commission. L'organisation américaine d'entraide CIMADE a précisé que M^{me} García Villas était accusée de plusieurs journalistes et d'une religieuse lorsqu'elle effectuait son enquête. L'organisation Pax Christi a précisé que la présidente était attendue à Genève pour participer aux travaux de la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui se sont terminés la semaine dernière, mais qu'elle avait différé son départ.

M^{me} García Villas était aussi vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui siège à Paris, et coordonnatrice des commissions des droits de l'homme de l'Amérique centrale et des Caraïbes. En 1972, elle avait été élue député du parti démocrate-chrétien, organisation qu'elle avait quittée lorsque celle-ci était entrée dans un gouvernement civil et militaire sous la présidence de M. Napoleon Duarte. Menacée de mort par les paramilitaires, elle s'était réfugiée à y a trois ans au Mexique, et était revenue récemment dans son pays, sachant les risques qu'elle prenait.

D'autre part, de violents affrontements ont opposé mercredi militaires et guérilleros aux abords du volcan San-Vicente, à quelque 60 kilomètres au nord-est de la capitale. Après que l'aviation eut bombardé des localités aux mains des insurgés, des effectifs militaires ont entrepris une opération à la recherche de camps de la guérilla.

LE PAPE AFFIRME QUE LES INCIDENTS DE MANAGUA ÉTAIENT « A LA LIMITE DE LA PROFANATION »

Cité du Vatican (A.F.P.). — Lors de son audience générale hebdomadaire, le mercredi 16 mars, au Vatican, Jean-Paul II a évoqué, pour la première fois, les incidents survenus durant la messe qu'il avait célébrée à Managua, lors de sa récente tournée en Amérique centrale. Plusieurs milliers de militants sandinistes l'avaient interrompu pendant son homélie, en criant des slogans de « Pouvoir populaire ! » et de « Nous voulons la paix ! ». Le pape avait dû réclamer le silence à neuf reprises. Après avoir dénoncé, mercredi, « les nombreuses tentatives d'interprétation politique de l'Evangile », le pape a jugé inadmissible que la messe « puisse subir une déformation, comme malheureusement il y en a eu dans un cas, heureusement isolé ». « Une telle déformation, a-t-il ajouté, est à la limite d'une profanation organisée de la liturgie eucharistique ».

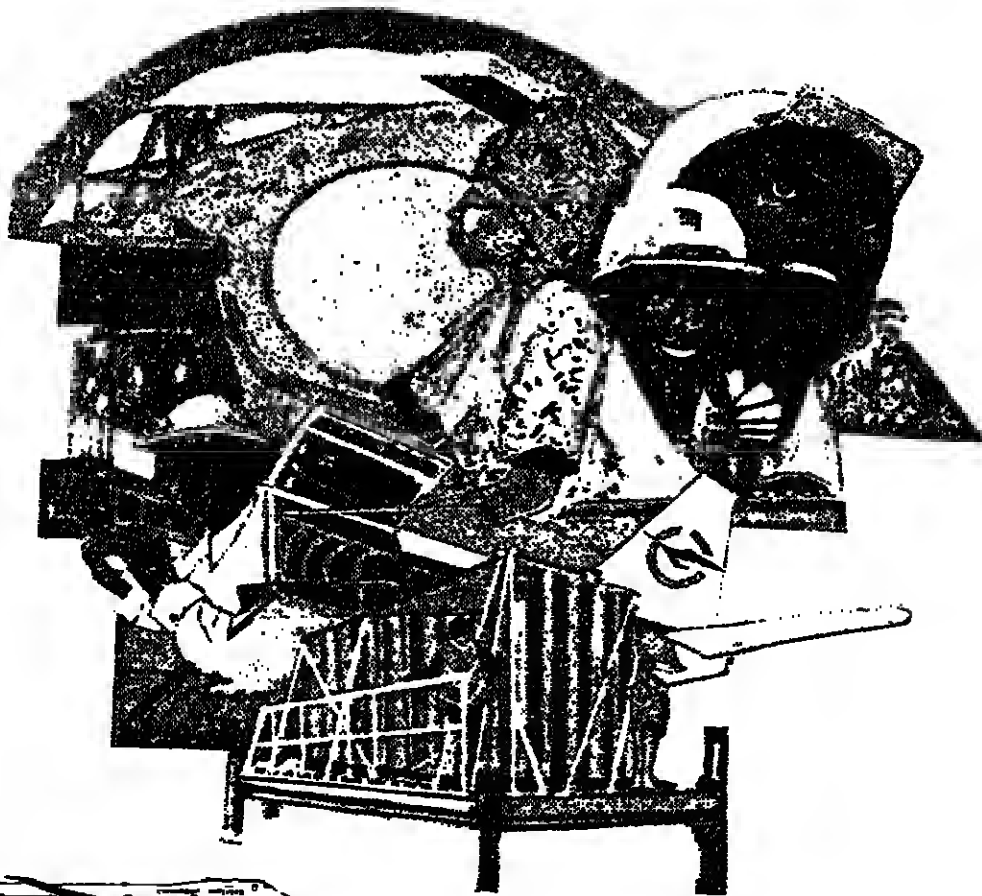
D'autre part, Jean-Paul II a dénoncé le fait que les conflits d'Amérique centrale soient « conduits, dans une très large mesure, grâce à l'aide de forces étrangères et d'armes fournies de l'étranger, contre la volonté de la majeure partie de la société centro-américaine qui désire la paix et la démocratie ». « Les tensions existant dans cette région, a-t-il ajouté, sont dues aux vieilles structures socio-économiques (...) qui permettent l'accumulation de la plupart des biens dans les mains d'une petite élite pendant que la majeure partie de la société vit dans la misère ».

pour comprendre l'Afrique

Quel sera le rôle des paysans dans les années à venir ? L'Afrique du Sud lâchera-t-elle la Namibie ? Les prétentions libyennes sur le Tchad sont-elles justifiées ?

LIVRES KARTHALA
Le catalogue des livres disponibles est paru demandez-le !
EDITIONS KARTHALA
22-24 bd. Arago 75013 Paris

le Cameroun c'est l'avenir au présent



BOEING 747

• Paris Orly-Sud : lundi, jeudi, samedi
16h 743 78 17
• Genève : lundi
16h 36 16 00 / 98 32 43

BOEING 707

• Londres Gatwick : dimanche
16h 373 29 81
• Rome : dimanche
16h 474 51 33

Le Cameroun est un pays d'avenir. Les industries s'y développent à un rythme rapide. C'est le moment idéal pour venir y chercher de nouvelles opportunités pour votre entreprise. CAMEROON AIRLINES met à votre disposition son réseau international au départ de l'Europe et ses correspondances avec son réseau interafricain et son réseau national pour vous permettre de rentabiliser au mieux vos voyages d'affaires.

CAMEROON AIRLINES

Nous vous ouvrons les portes du Cameroun et de l'Afrique.

Vienne

10 vols par semaine au départ d'Orly-Sud. En première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de grande qualité. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

Les vacances sont
inabondables



Une semaine en juin.

- + Logement.
- + Repas.
- + Soirées spectacles.
- + Night-Club.
- + Concerts enregistrés.
- + Restaurant typique.
- + Piscine.
- + Voile.
- + Tennis.
- + Ski nautique.
- + Plongée.
- + Danse moderne.
- + Yoga.
- + Tir à l'arc.
- + Promenades en mer.
- + Voyage avion.

= 3085 F.
Tout compris.*

Les vacances c'est pas fait pour se priver.
Les vacances c'est pas fait pour compter. Alors, au Club tout est compris.

*Ainsi 3.085 F c'est le prix d'une semaine à Al Hoceima au Maroc. Voyage inclus de Paris à Paris en avion. Départ les 14, 21 et 28 juin, les 23 et 30 août.

Le Club à Paris : 296.10.00, 90, Champs-Élysées - 106, rue de Rennes - Place de la Bourse, 75088 Cedex 02 - Orly - Ouest Hall 2. Téléphones en province: Nord: (20) 55.35.45 - Est: (80) 30.77.32 - Ouest: (41) 87.22.55 - Sud-Est: (90) 86.50.50 - Sud-Ouest: (56) 81.28.30. A Bruxelles: (2) 513.94.22. A Genève: (22) 28.11.44.

Les agences en province: Havas Voyages - Agence Touristique de l'Ouest - Dernières Nouvelles d'Alsace - Est Voyages - l'Indépendant Voyages - Républicain Lorrain - Sud-Ouest Voyages - Voyage Conseil - Voyage Dépêche - Voyage N°1.

Club Méditerranée

هكذا من الأصل

CONCLUSIONS DU SCRUTIN

Les élections municipales ont montré l'incontestable succès de l'opposition et d'abord du R.P.R. déclare M. Jacques Chirac

Au soir du dimanche 13 mars, à l'issue du second tour, M. Jacques Chirac déclarait : « La majorité est minoritaire en France. C'est un échec pour elle, notamment pour les communistes. » Le président du R.P.R. rappelait aussi que dès le premier tour du scrutin les listes de l'opposition avaient recueilli 53 % des suffrages. Il affirmait que le second tour n'avait nullement inversé cette tendance et que, tout au plus, le courant du premier tour avait été simplement ralenti.

Les constats victorieux de M. Chirac sont alors passés quelque peu impalpables. Ils ont été occultés par l'accent mis sur les succès obtenus par les candidats de la gauche à Marseille et à Belfort ainsi que sur la conquête de Châtelleraut par M. Cresson, tout autant que sur le dégel de certains abstentionnistes en faveur de la majorité : l'impression prévalait que la gauche avait opéré un rétablissement éphémère des reculs du premier tour.

M. ROBERT PANDRAUD NOMMÉ DIRECTEUR DU CABINET DU MAIRE DE PARIS

Le cabinet du maire de Paris a indiqué mercredi 16 mars : « Dans le cadre de la réorganisation administrative de la mairie de Paris, M. Jacques Chirac a décidé de créer, pour la prochaine mandature, une nouvelle direction générale chargée des relations internationales de la Ville. M. Bernard Billaut ayant décidé de renoncer à ses fonctions de directeur de cabinet, M. Jacques Chirac lui a demandé d'assumer cette nouvelle mission. M. Robert Pandraud, inspecteur général de l'administration, secrétaire général adjoint de la Ville, sera nommé dans les prochains jours directeur du cabinet du maire. »

[Né en 1928 au Puy (Haute-Loire), ancien élève de l'ENA, M. Pandraud a occupé divers postes territoriaux dans le corps préfectoral avant de devenir en 1970 directeur central de la sécurité publique et, en 1974, directeur adjoint du cabinet de M. Chirac, alors ministre de l'Intérieur. Il fut ensuite directeur de cabinet de M. Pompidou, ministre de l'Intérieur, directeur général de la police nationale puis de l'administration du ministère de l'Intérieur. Depuis 1982, il était secrétaire général adjoint de la mairie de Paris.]

Les quarante-huit élus de l'U.D.F. au Conseil de Paris ont constitué un groupe politique sous la dénomination Paris-Libertés. M. Jacques Dominati, député, ancien secrétaire d'Etat, a été élu président. Trois vice-présidents ont été désignés : MM. Dominique Padoa, sénateur Union centriste, Roger Chénard, ancien député U.D.F., et Yves Galland, membre du parti radical.

Selon le ministère, la répartition en sièges accordée pour les deux tours additionnés 61,29 % à l'opposition et 38,55 % à la majorité (0,15 % allant aux écologistes). Au second tour la progression de l'opposition avait été seulement ralentie par rapport au premier. En effet, le 6 mars, la majorité recueillait 38,14 % des sièges et l'opposition 61,71 %, alors que, le 13 mars, la majorité en obtenait 40,5 % et l'opposition 59,36 %.

En ce qui concerne les résultats en voix, toujours selon les chiffres du ministère de l'Intérieur cités par M. Chirac, l'opposition a recueilli au premier tour 50,89 % et la majorité 39,74 %, les candidats incassables nommés « gauche centriste » recueillant 9,35 %. Au second tour les proportions de ces trois catégories ont été respectivement de 49,98 %, 39,54 % et 10,38 %. Selon le maire de Paris, « cela montre bien l'incontestable succès de l'opposition et d'abord du R.P.R. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes ».

Quant aux résultats recensés par le secrétariat national aux élections du R.P.R. ils concernent les 862 villes de plus de 9 000 habitants. Ils établissent que la majorité d'entre elles appartiennent désormais à l'opposition, alors que la situation contraire prévalait avant le 6 mars.

En effet, sur 519 maires sortants, la gauche n'en retrouve que 421, alors que l'opposition, qui n'avait que 343 élus, en a maintenant 440. Le P.C. perd 40 villes sur les 227 qu'il possédait, le P.S. 44 sur 256, les radicaux de gauche 1 sur 17 et les divers gauches 13 sur 19. En revanche, le R.P.R. ajoute 68 nouveaux élus à ses 82 sortants, l'U.D.F. 11 à ses 147 sortants et les divers opposants 18 à leurs 114 sortants.

En fonction de ces résultats, M. Chirac affirme que ces élections « constituent à l'évidence un échec considérable pour la majorité ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., y voit une justification a posteriori des objectifs qu'il avait fixés à l'opposition. Selon lui, si l'on ajoute à la trentaine de villes de plus de trente mille habitants conquises sur la majorité les sept arrondissements de Paris, les deux de Lyon et les deux de Marseille enlevés à la gauche, « on n'est pas loin de l'objectif des soixante villes perdues en 1977 par la majorité d'alors ».

Rajeunissement

M. Pons ajoute que dans plusieurs départements, comme l'Hérault ou le Finistère, « c'est une véritable déroute pour la gauche ». Les analyses en cours sur les petites communes montreraient une progression encore plus sensible des candidats favorables à l'opposition et parmi eux des partisans du R.P.R. La commune de Saint-Tropez, par exemple, est passée de l'U.D.F. au R.P.R. « C'est un peu fort de ne pas présenter cela comme une défaite pour la majorité », s'indigne M. Chirac.

Devant la commission exécutive du R.P.R., M. Chirac a également tiré les premières enseignements de ce qu'il qualifie de « bilan très positif pour le R.P.R. ». Il a tout d'abord remarqué que « l'union de l'opposition sauhaitée par tous avait été globalement exemplaire ». Les quelques cas d'indiscipline qui se sont produits se sont traduits par

l'exclusion du R.P.R. d'une cinquantaine de militants.

Il a ensuite souligné que « l'effort de renouvellement et de rajeunissement des candidats avait été très sensible ». De nombreux succès ont été obtenus par des militants qui se présentaient pour la première fois ou qui avaient été élus conseillers généraux lors des cantonales de mars 1982.

Ce rajeunissement de l'encadrement politique du R.P.R. va d'ailleurs être davantage mis en valeur et il s'accompagnera d'un renouvellement assez profond. Non seulement cette opération concernera les responsables locaux du mouvement mais elle sera sensible également au niveau national et parisien.

L'état-major du mouvement va davantage fonctionner comme une équipe de professionnels et de techniciens travaillant à plein temps. De même, à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Chirac a l'intention de renouveler ses principaux collaborateurs en faisant élire aux fonctions d'adjoint au maire plusieurs nouveaux conseillers. Les plus anciens des élus parisiens, naguère adjoints au maire de la capitale, devenant maires de leurs propres arrondissements, ne pourront pas cumuler ce mandat avec celui d'adjoint au maire de Paris.

La présidence du groupe Rassemblement pour Paris passera des mains de M. Pierre Bas à celles de M. Roger Romani (Le Monde du 16 mars).

Déjà la direction du cabinet du maire passe de M. Bernard Billaut à M. Robert Pandraud, spécialiste des questions politiques, administratives et électorales, alors que le premier prend une direction plus en rapport avec ses goûts, celle des relations internationales de la Ville, ce qui correspond aussi à une dimension que M. Chirac veut se donner.

Enfin, M. Chirac estime qu'au cours de cette campagne le R.P.R. est apparu comme un mouvement « porteur d'un projet politique, et qu'il s'était livré à une certaine réflexion sur l'avenir en élaborant un plan de redressement ». Cela aurait donc accru « la crédibilité des candidats R.P.R. ». Toutefois, le maire de Paris juge que cet aspect n'est pas assez développé et que le mouvement doit approfondir l'étude de ses propositions.

Parmi les tâches immédiates qu'il assigne au R.P.R., M. Chirac place la création d'une « commission permanente » pour les élus locaux, qui sera placée sous l'autorité de M. Jacques Chirac, ancien préfet de région, secrétaire national aux élections, qui a joué un rôle important dans la dernière campagne. Des moyens supplémentaires lui seront donnés avec, notamment, un centre de renseignements pour les élus et un bulletin de liaison mensuel. M. Chirac compte bien expliquer les résultats de ce scrutin municipal dans tous les domaines de son action nationale.

ANDRÉ PASSERON.

PRÉCISIONS - Isère : le maire de Voiron, M. Philippe Tal, nous indique qu'il n'est pas membre de l'U.D.F., contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde du 8 mars ; **Haute-de-Seine :** à Clichy, les élus de gauche au nouveau conseil municipal se répartissent ainsi : 1 P.S.U., 17 P.S. et 15 P.C.

A gauche, les villes moyennes les plus fragiles ont résisté

Nous reproduisons ci-dessous l'analyse du scrutin municipal dans les villes moyennes, dont le texte a été rendu incompréhensible par un « mystère » dans nos premières éditions du 17 mars.

L'électorat des villes de plus de trente mille habitants dans lesquelles la gauche était majoritaire et qui avait accédé pour la première fois en mars 1977 la majorité de ses suffrages au parti communiste et au parti socialiste est dans l'ensemble resté fidèle à ses choix à l'occasion du dernier scrutin municipal.

Au cours d'une journée d'études de l'Association française des sciences politiques, le 31 janvier dernier, consacrée aux élections municipales, M. Dupontier et M. Grunberg avaient tenté de démontrer que les élections municipales sont des élections « politiques » et « idéologiques » et qu'elles « constituent un maillon de la chaîne des scrutins nationaux » (Le Monde du 6-7 février).

Pour établir une corrélation entre le scrutin municipal de mars 1977 et les scrutins législatifs de 1973 et 1978, les deux ont été classés en trois catégories : celles où la gauche était

majoritaire en 1973 (cent sept) ; celles où la gauche oscillait entre 44 et 49 % (quarante et une) et enfin celles où la gauche était faible (soixante-treize).

Dans cette dernière catégorie, la gauche avait, en mars 1977, conquis vingt-trois municipalités : Bourg-en-Bresse (Ain) ; Grasse (Alpes-Maritimes) ; Aurillac (Cantal) ; Angoulême (Charente) ; Bourges (Cher) ; Chartres (Eure-et-Loir) ; Brest (Finistère) ; Montpellier (Hérault) ; Rennes et Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ; Saint-Etienne (Loire) ; Angers (Maine-et-Loire) ; Thionville (Moselle) ; Tourcoing (Nord) ; Alençon (Orne) ; Schiltigheim (Bas-Rhin) ; Le Creusot (Saône-et-Loire) ; Chambéry (Savoie) ; Albi (Tarn) ; Hyères (Var) ; La Roche-sur-Yon (Vendée) ; Poitiers (Vienne) et Créteil (Val-de-Marne).

Ces renversements de tendance, que ne laissent prévoir ni le scrutin législatif de 1973 ni l'élection présidentielle de 1974 (M. Mitterrand n'était arrivé en tête qu'à Bourges, au Creusot et à Créteil), n'ont pas été confirmés aux élections législatives de 1978.

On pouvait logiquement penser que l'« aversissement » adressé à la majorité d'aujourd'hui, les 6 et

13 mars, serait particulièrement sensible dans ces vingt-trois communes « fragiles » où le succès du P.C. et du P.S. s'explique essentiellement par des raisons d'opportunité locale (successions mal acceptées, division de la droite). Il est intéressant de constater que le parti communiste, qui détenait quatre de ces villes (Grasse, Bourges, Saint-Etienne, et Thionville), en a conservé deux (Bourges et Thionville) et que le parti socialiste, qui détenait les dix-neuf autres, l'a emporté dans quatorze d'entre elles (Bourg-en-Bresse, Aurillac, Angoulême, Chartres, Montpellier, Rennes, Angers, Alençon, Schiltigheim, Le Creusot, Albi, La Roche-sur-Yon, Poitiers et Créteil).

La confirmation de ces seize succès ne peut s'expliquer, cette fois, par des divisions de la droite. Il est donc vraisemblable que la prime au maire sortant a joué et que les électeurs ont tenu compte des qualités de gestionnaire de leurs maires. Mais ces résultats attestent également la capacité de la gauche à s'implanter dans une catégorie de villes importantes certes, mais qui n'ont pas toutes, à l'occasion des scrutins locaux ou nationaux, valeur de symbole, contrairement à Marseille ou à Grenoble.

NADINE AVELANGE.

Une analyse en profondeur que les élections municipales ont confirmée avec éclat.

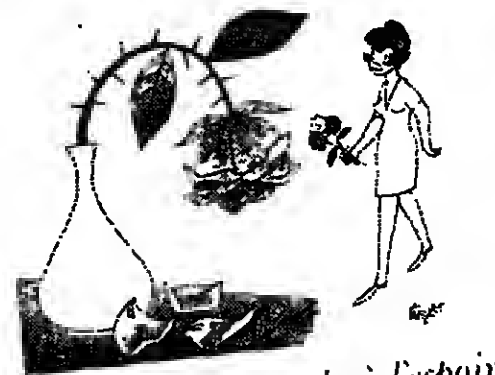
"Un livre événement. Rien ne pouvait mieux répondre à l'attente des Français"

Georges MENANT, Paris-Match

Alain Peyrefitte

de l'Académie française

QUAND LA ROSE SE FANERA...



Plon Du malentendu à l'espoir

«Le talent de l'auteur s'y retrouve : chapitres brefs qui marient étroitement les idées et les exemples, don de la formule, images expressives, titres ingénieux. Il sollicite la réflexion et invite à la discussion. L'auteur du *Mal français* n'est pas homme à affirmer sans preuves. L'opposition puisera à pleines mains dans le répertoire ainsi mis à sa disposition. La majorité aussi serait bien inspirée de lire Peyrefitte.»

René REMOND, Le Monde

«Peyrefitte réussit l'exploit de rendre évident ce qui au premier abord paraissait obscur. Il met le socialisme à nu.»

Doyen Charles DEBBASCH, La Revue des Deux Mondes

«Son livre peut être lu à plusieurs niveaux : du lecteur des titres de France-Soir au spécialiste le plus exigeant de la science humaine la plus pointue, en passant par l'honnête homme simplement attaché à l'art de bien dire, tout le monde fera son miel de ces roses fanées... Un fabuleux historien du présent... Son analyse restera un classique.»

Pierre CHAUNU, Lu

«Impressionnante gerbe de textes et de données.»

Emmanuel LE ROY LADURIE, L'Express

«Dans cet ouvrage, tout s'enchaîne comme un drame. Rien n'y est affirmé qui ne soit étayé. Il sera la Bible de l'opposition. Il a le don de dissiper les brouillards. Il va peser lourd dans la vie politique. Il est indispensable à qui veut en comprendre le passé immédiat et en dissiper l'avenir.»

Jean CAZENÈVE, de l'Institut, Dernières Nouvelles d'Alsace

«Aussi perspicace, aussi riche, aussi passionnant que les ouvrages qui l'ont précédé. Une documentation impressionnante et un grand talent d'écriture font de cette analyse rigoureuse et brillante, qui tombe à point nommé, un véritable événement.»

Jean d'ORMESSON, Le Figaro

«Une brillante suite au *Mal français* : seule change la focale de l'objectif. Ce livre engagé ne cède pas aux facilités de la polémique, et maintient intacte l'ambition de hausser l'enquête la plus concrète au niveau de la réflexion philosophique.»

Claude LEVI-STRAUSS, de l'Académie française

«Avec des formules heureuses, souvent percutantes, à coups de documents incontestables, il enchaîne l'adversaire socialiste dans ses contradictions, ses ambiguïtés et ses pathologies. Avec méthode et sans hausser le ton : c'est la force tranquille du rouleau compresseur.»

Jean-Claude COLLI, L'Expansion

«Le livre vaut le détour : c'est la meilleure analyse du «socialisme à la française». Facile à lire, il nous ouvre les yeux, avec deux doigts d'humour.»

Jean-Claude VAJOU, Le Quotidien de Paris

«L'acte politique le plus éclatant que l'opposition ait engagé depuis sa débâcle. Le principal mérite de ce livre explosif est sa sérénité. Les ennemis de Peyrefitte ne sont pas des hommes, mais des idées.»

Alain-Gérard SLAMA, Le Point

180.000 exemplaires

POLITIQUE

A SÈVRES

M. Fajnzylberg : la gauche aurait pu gagner si le P.C. avait joué le jeu honnêtement

« La gauche aurait pu gagner à Sèvres si le parti communiste avait joué le jeu honnêtement. » C'est tout au moins la conviction exprimée au cours d'une réunion de presse le 16 mars par M. Roger Fajnzylberg, communiste dissident et maire sortant de cette ville, battu dimanche 13 mars, par le candidat U.D.F. M. Jean Caillonneau, conseiller général. Pourrait-il se représenter au premier tour, les communistes orthodoxes s'étaient ralliés à lui, et le total des voix de la gauche le 6 mars pouvait lui permettre d'espérer l'emporter au second tour (le Monde du 13 mars) ; mais le 13 mars la droite devançait de cent voix M. Fajnzylberg.

Les mauvais report des voix communistes n'est certes pas évident sur le papier : la liste Fajnzylberg réalise au second tour un score supérieur à l'addition des voix de gauche du premier tour ce qui n'a pas été le cas dans toutes les villes. « Mais une analyse détaillée, bureau par bureau, montre clairement », explique l'ancien maire de Sèvres « que nos gains d'un tour à l'autre sont dus au renfort des abstentionnistes du premier tour, conformément à la tendance nationale et que c'est la défaite d'un certain nombre d'électeurs communistes qui a permis à la droite de triompher ».

L'ancien maire s'inscrit à l'A.N.P.E.

Le maire sortant affirme même que malgré la consigne officielle de ralliement « la direction du P.C. a invité en sous-main ses militants à voter nul ou à voter à droite ». Il cite, à l'appui de ses accusations, quelques faits : la violence de la campagne « anti-Fajnzylberg » menée par les communistes au premier tour ; leur refus de prendre place sur la liste du sortant entre les deux tours et leur absence remarquée aux réunions publiques durant toute la campagne ; leur refus encore de condamner publiquement un tract anonyme distribué à Sèvres dans la nuit du vendredi 11 mars qui déclarait qu'un maire de droite vaut mieux qu'un traître.

A son tour, c'est quasiment d'une trahison que parle le dissident. Et alors qu'il s'apprête à « poursuivre le combat, même minoritaire au sein du conseil municipal et dans la

perspective prochaine des élections régionales », M. Fajnzylberg ne semble pas pour autant tenir pour quitte son parti d'origine : « Dans les mois qui viennent, dit-il, il faudra poursuivre la réflexion et tirer les leçons de la défaite de Sèvres et de quelques autres expériences qui s'en rapprochent ».

Cette défaite soulève incidemment une autre question : M. Fajnzylberg, bien que titulaire d'une maîtrise de sciences économiques n'a jamais exercé d'autre profession que celle de permanent du parti communiste. A trente-huit ans, quel est donc le destin d'un ancien apprenti ouvrier de son parti battu par le suffrage universel ? « Dans l'immédiat, confesse M. Fajnzylberg, je souhaite trouver une filière me permettant de préparer le concours de l'ENEA. Sinon je poursuivrai ma recherche d'un emploi salarié. » Et il ajoute avec une tranquillité légèrement teintée d'ironie : « ou d'insertion... je ne suis inscrit dès mardi à l'Agence nationale pour l'emploi ».

FRANÇOIS ROLLIN.

Dans la région parisienne

L'OPPOSITION DEMANDE AUX TRIBUNAUX UNE « RECTIFICATION » DES RÉSULTATS CONTESTÉS

M. Roland Nungesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, au cours d'une conférence de presse, le mercredi 16 mars, a annoncé son intention de déposer à l'Assemblée nationale plusieurs propositions de loi pour lutter contre la fraude électorale. Il propose, entre autres, que les résultats des élections restent « provisoires » pendant un jour ou deux pour permettre leur unification avant leur publication définitive.

En attendant, les avocats des listes d'opposition, qui contestent la régularité de la réélection de plusieurs maires communistes en région parisienne (le Monde du 16 mars 1983), ont demandé aux tribunaux administratifs « une rectification pour erreur matérielle » proclamant que la liste de l'opposition et non pas une annulation de l'élection qui « maintient le non-élu en place pendant un an à dix-huit mois », le temps que le Conseil d'Etat tranche en appel.

Les Verts-Confédération écologiste veulent entamer dès maintenant la préparation de l'élection européenne

MM. Yves Cochet et Hervé Le Nestour, porte-parole des Verts-Confédération écologiste, ont présenté à la presse, mercredi 16 mars, leur analyse des résultats obtenus par les écologistes aux élections municipales.

M. Cochet a déclaré que, comparée au score de M. Brice Lalonde au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 (3,87 %), la moyenne des voix obtenues par les écologistes, là où ils étaient présents le 6 mars dernier (5,5 %) constitue une « amélioration ». M. Cochet estime que ces élections ont démontré l'existence d'un « électeur spécifique » des écologistes, lesquels sont « perçus comme une force indépendante de la gauche et de la droite ».

M. Cochet a observé, néanmoins, un écart entre le « capital de sympathie » dont bénéficient les écologistes et les voix qu'ils recueillent. « Les gens ne sont pas sûrs que nous

ayons vocation à être des gestionnaires », a-t-il déclaré.

M. Le Nestour a indiqué que les Verts-Confédération, qui n'avaient « pas eu accès aux médias pendant la campagne », ont déposé une réclamation auprès de la Haute Autorité de l'audiovisuel. Il a condamné, d'autre part, la démarche de M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, qui s'était déclaré candidat à la direction d'une liste écologiste pour l'élection européenne de mai 1984 (le Monde du 2 mars).

Les Verts-Confédération ont proposé aux Verts-parti écologiste et aux Amis de la Terre la réunion, du 21 au 23 mai prochain, à Besançon, d'un congrès, qui adopterait des statuts communs, élargirait une « équipe exécutive », définirait les relations du mouvement avec ses élus municipaux et préparerait l'élection européenne.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 16 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Le communiqué déclare notamment :

AGE DE LA RETRAITE.

(Le Monde du 17 mars.)

• FONCTION PUBLIQUE

Le premier ministre, le ministre délégué chargé de la fonction publique et le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ont présenté le projet de statut général des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales, constitué de trois projets de loi portant respectivement « droits et obligations des fonctionnaires », « dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État » et « dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ».

Ce vaste dispositif législatif régit le statut de plus de quatre millions de fonctionnaires. Les quatre orientations principales sont :

- Le choix d'un système de carrière fondé sur la distinction du grade et de l'emploi, la règle du concours et l'organisation en corps ;
- L'instauration d'un ensemble commun de droits fondamentaux et d'obligations de service public ;
- L'approfondissement et la généralisation des réformes statutaires réalisées depuis vingt et un mois ;
- La création d'une fonction publique territoriale à parité avec celle de l'État, concernant l'ensemble des collectivités territoriales et des établissements publics qui les regroupent ou en dépendent.

DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES.

Le titre I du statut général, commun à tous les fonctionnaires, réaffirme les garanties et les obligations déjà prévues par l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires. Il consacre l'existence de règles qui, telles que la liberté d'opinion ou le droit de grève, n'avaient jamais trouvé place dans les dispositions statutaires. Il apporte enfin de profondes innovations comme l'habilitation des syndicats à négocier sur les rémunérations, l'organisation et les conditions de travail, la partici-

tion à la gestion de l'action sociale, le droit d'élaborer le plan, le droit à la formation continue.

Le titre II, consacré à la carrière des fonctionnaires de l'État, réaffirme les principes posés par l'actuel statut général des fonctionnaires tout en leur apportant des modifications : disparition des discriminations sexuelles, ouverture de la troisième voie d'accès à l'ENA, aménagement du régime des positions statutaires, consécration du rôle des organismes de participation, emploi des handicapés, réforme de la procédure disciplinaire.

Le titre III marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la décentralisation. Il permet aux élus de disposer de la collaboration de fonctionnaires dont les possibilités de mobilité et de promotion seront très largement accrues.

Le statut des fonctionnaires territoriaux s'inscrit dans une logique de continuité avec celui des fonctionnaires de l'État.

Les élus garderont la pleine responsabilité des décisions essentielles relatives à la carrière des fonctionnaires territoriaux, et notamment la nomination et l'avancement.

L'unité et l'autonomie de la fonction publique territoriale seront consacrées par la création d'un Conseil supérieur paritaire de la fonction publique territoriale qui disposera d'un pouvoir de proposition en matière statutaire.

• SITUATION INTERNATIONALE

SOMMET DES NON-ALIGNÉS.

Le mouvement des non-alignés, qui regroupe 101 pays, a tenu une réunion au sommet en Inde la semaine dernière. C'est un événement politique de grande importance dans la conjoncture internationale actuelle.

Le conseil des ministres adresse ses vœux à M^{me} Indira Gandhi, nouvelle présidente des non-alignés. Il trouve dans son élection une raison supplémentaire de renforcer encore les liens qui unissent déjà l'Inde et la France.

Le gouvernement continuera avec la plus grande attention les résolutions et

recommandations adoptées à New-Delhi. Il relève des maintenant celles qui portent sur les relations entre pays industrialisés et pays en développement, et qui correspondent en de nombreux points avec l'action que la France entend mener dans le contexte des rapports Nord-Sud, sur le plan bilatéral, dans les cadres interrégionaux et aux Nations unies.

• MUNICIPALES

Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, et le secrétaire d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer ont présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats des élections municipales des 6 et 13 mars derniers.

• NORMES

(Lire page 29.)

• JEAN MOULIN

Le ministre des anciens combattants a annoncé la création d'un Comité national chargé de mettre en place les célébrations du quarantième anniversaire de la mort de Jean Moulin, qui auront lieu au cours de l'année 1983.

Ce comité, placé sous le haut patronage du président de la République, sera présidé par le premier ministre. Le ministre des anciens combattants en assurera le secrétariat général.

Il regroupera des représentants de l'administration et des associations d'anciens résistants ainsi que des proches collaborateurs de Jean Moulin.

Il se réunira pour la première fois au mois d'avril.

Les actions commémoratives seront regroupées autour de trois grandes dates :

- le 17 juin, jour anniversaire du premier acte de résistance de Jean Moulin ;
- le 21 juin, jour anniversaire de son arrestation ;
- le 19 décembre, jour anniversaire du transfert de ses cendres au Panthéon.

• M. YVES-BERTRAND BURCAULT, préfet en congé spécial, est, sur sa demande, admis à la retraite.

UNE COMMISSION « INFORMATIQUE ET LIBERTÉS » A IGNY (ESSONNE)

Ignay (Essonne) a désormais une commission informatique, des libertés et de la sécurité sur le modèle de la commission nationale qui porte presque le même nom. Cet organisme est chargé de veiller au respect de la loi de 1978 sur les fichiers. Il permettra à la population « de contrôler effectivement tous les aspects de la gestion informatique de la commune ».

La commission nationale de l'informatique et des libertés, qui se plaint de l'indifférence des Français à l'égard du fichage, ne peut que se féliciter de cette initiative. On doit l'idée au conseil municipal d'union de la gauche de cette ville-dortoir de dix mille habitants que dirige M. Marcel Mourie (P.C.). Le président de la commission, M. Maurice Szyllit (proche du P.S.), insiste néanmoins sur l'indépendance de cette commission par rapport au conseil municipal, même si ce dernier l'a dotée d'une subvention annuelle de 10 000 F.

Les élus, le personnel communal, les syndicats et les associations locales sont représentés au conseil d'administration de la nouvelle association afin, selon M. Szyllit, « de sensibiliser la population aux dangers de l'informatique ».

A LOUER A LA SEMAINE

Pour expositions temporaires BELLE CAVE GALERIE en sous-sol de boutique de luxe PLACE DAUPHINE - PARIS-1^{er} Téléphone : 326-61-27 de 12 h à 19 h.

DÉFENSE

Le général Maurice Schmitt est nommé major général de l'armée de terre

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 16 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Sont nommés : major général de l'armée de terre, le général de division Maurice Schmitt, commandant la 11^e division parachutiste et la 44^e division militaire territoriale, le général de brigade Jean Brete ; directeur du personnel militaire de l'armée de terre, le général de division Louis Piteil.

[Né le 23 janvier 1930 à Marseille et ancien élève de Saint-Cyr, Maurice Schmitt, qui prendra ses nouvelles fonctions le 15 mai prochain au départ de l'actuel major général de l'armée de terre, le général Pierre Belitayol (le Monde du 10 mars), appartient aux troupes de marine (ex-armée coloniale). En juillet 1975, il a commandé le 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine à Caen.]

Promu général de brigade en janvier 1979, il a été, en juillet 1980, nommé adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg. Depuis septembre 1980, Maurice Schmitt commande la 11^e division parachutiste et il est général de division depuis juillet 1982. A ce dernier poste, il sera remplacé par le général Brete, qui prendra officiellement ses fonctions le 1^{er} mai de la 11^e D.P.]

Est promu général de division, le général de brigade Philippe Boidot. Est admis en deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa

demande, le général d'armée Jean Delaunay, qui a quitté le 8 mars ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre et qui a été remplacé par le général d'armée René Imbot.

• Contrôle général des armées. — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Jean-Yves Goutail.

Est nommé directeur des services financiers du ministère de la défense le contrôleur général des armées Jacques Barthélémy, qui était précédemment directeur du cabinet du secrétaire d'État à la défense, M. Georges Lemaire.

• Armement. — Est nommé directeur régional de l'Ouest du service de la surveillance industrielle de l'armement l'ingénieur général de première classe Sébastien Grégori.

• Services de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général, médecin chef des services hors classe Pierre Bourrel, nommé directeur de l'Institut de médecine tropicale ; médecin général, le médecin chef des services de classe normale Louis Courvil, nommé médecin chef de l'hôpital d'instruction des armées Laveran.

Est nommé sous-directeur de l'Institut de médecine tropicale, le médecin général, médecin chef des services de classe normale Henri Revil.

Telle mère, tel maire...

Le plus jeune maire de France est une demoiselle, bergère de son état.

Sylvie Gerôme, vingt-huit ans, a été élue le 12 mars maire de Chauffecourt (dix-neuf habitants), dans les Vosges, à quelques kilomètres de Mirocourt, la célèbre cité des luthiers. A la tête de la mairie, Sylvie Gerôme, qui travaillera avec huit autres conseillers municipaux dont quatre femmes, succédera à sa mère qui a été maire pendant douze ans.

Son programme ? « L'investissement le plus urgent consiste à construire une borne à incendie dans le village et, à plus long terme, à éviter la construction de résidences secondaires en trop grand nombre. » Un engagement : rester coûte que coûte à Chauffecourt et faire prospérer son troupeau de moutons, de trois cents têtes aujourd'hui.

Pour apprendre son métier de maire, Sylvie compte « demander conseil à maman qui connaît tout sur la question ».

TENNIS A PARIS
STAGES LONGUE DUREE
1 h - 2 semaines - 2,5 ou 4 mois
1 h - 30 semaines - 4 ou 6 mois
Tous niveaux, adultes, enfants
Pistes d'entraînement de la Chaîne
Pont de Neuilly, 16^e Meudon Fontenay
TENNIS
734-36-36 ACTION
Equipe de DUNLOP

COLLOQUE SPIRITUEL POUR LA PAIX
Prix de chaque séance : 60 F
Vendredi 18 mars 1983, 20 h.
Samedi 19 mars 1983, 9 h. 30 et 14 h. 30
SORBONNE
Amphithéâtre Richelieu
17, rue de la Sorbonne, 75006 Paris
Avec la participation de :
M. VILAVAT BHAVAT KHAN
M. L'AMÉ DALEAU
M. NAGESWARA RAO
M. MICHAEL CAZENAVE
M. ANDRÉ CHOUQUET
M. NAGENDRA BHAMATE
VÉNÉRABLE DHARMA-ARYA
AKHINO RASPOCOE
Dr. Francis DANGET
Mgr. GERMAIN
M. Jean CHEVALER

FSL USA - ANGLETERRE
(1) 544.62.20

☐ SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 A 18 ANS
☐ COURS ET ACTIVITÉS
☐ STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE

☐ SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER
CAMPS / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 A 18 ANS
☐ STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITÉ / CIRCUITS

Cochetez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse
F.S.L. 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

CINQ PLURIEL POUR COMPRENDRE

On ne change pas la société par décret
La France socialiste
L'après socialisme
Les mille sentiers de l'avenir
Demain le libéralisme

Michel Crozier
Alain Touraine
Jacques Lesourne
Henri Lepage

Pharid

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

société

MÉDECINE

APPELANT A LA GRÈVE A PARTIR DU 22 MARS

Chefs de clinique et internes des C.H.U. s'inquiètent des projets de réforme de leur statut

Un préavis de grève limitée à compter du 22 mars vient d'être déposé par l'intersyndicat national des chefs de clinique assistants des hôpitaux de villes de France (le Monde du 17 mars).

L'intersyndicat national des internes des centres hospitalo-universitaires s'est joint à ce mouvement. Les chefs de clinique et internes qui assument dans

les C.H.U. des responsabilités de soins et d'enseignement devraient donc cesser le travail, à l'exception des urgences, si le gouvernement n'apporte pas un début de réponse à leurs revendications. Dans certaines villes de faculté, la grève des internes et des chefs de clinique, devant le préavis, est déjà effective.

la dernière année du clinicien » de telle sorte qu'ils puissent exercer un début d'activité libérale ou publique « dans leur futur lieu d'exercice ».

Les chefs de clinique indiquent, en dernier lieu, qu'ils sont favorables à une « départementalisation » des établissements hospitaliers, qui permettrait « à la notion d'équipe de prendre le pas sur la hiérarchisation actuelle des rapports », mais ils souhaitent que les départements « soient créés localement dans chaque hôpital en fonction de la demande spécifique et des contraintes de la carte sanitaire ».

CLAIRE BRISSET.

• Lancement d'un mensuel « grand public » consacré à la santé : *Médecine-Santé-Prévention*, « mensuel médical au service de tous », édité par SOPRED S.A. déjà spécialisée dans la presse médicale. Le premier tirage a été de cent mille exemplaires. Ce journal, réalisé en collaboration avec des médecins, se propose d'apporter des éléments « permettant au lecteur de concevoir avec son médecin une prévention efficace et spécialisée ».

• Dossier sur la production d'interférons. - Le mensuel *Biofutur* publie, dans son numéro de mars, un dossier complet sur la production d'interférons en France et à l'étranger. Est notamment abordée la difficile question de la mise au point d'une véritable stratégie nationale dans ce domaine.

Biofutur, mensuel européen de biotechnologie, 57, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : 549-07-46, n° 11, Mars 1983, 35 F.

RELIGION

Le corps de Tito de Alencar va être rapatrié au Brésil

Dernier acte de l'histoire dramatique de Tito de Alencar : le corps du dominicain brésilien qui s'est suicidé en France en 1974 sera prochainement rapatrié afin de reposer en sa terre natale, après un dernier et double hommage solennel : d'abord lors d'une eucharistie célébrée ce 17 mars dans la primatiale Saint-Jean de Lyon par NN.SS. Albert Decourtray, archevêque de Lyon, et Tomas Balduino, évêque de Goiás-Velho (Brésil), puis d'une cérémonie d'accueil présidée le 25 mars par le cardinal Evaristo Arns, archevêque de São-Paulo, dans la cathédrale de la capitale brésilienne.

Le prix de l'audace

Ainsi, Frère Tito sera enterré une deuxième fois, après avoir connu deux « morts ». Sa première mort, psychique sinon spirituelle, lui avait été infligée par les tortionnaires de la politique de São-Paulo. Arrêté à São-Paulo en 1969 et accusé d'être un révolutionnaire marxiste infiltré dans le clergé - en fait, avec quelques autres dominicains, il apportait une aide morale à un groupe de résistance animé par un ancien député communiste, Carlos Marighella. - Tito sera déterré dans différentes prisons, torturé selon les méthodes les plus sévères et les plus raffinées (1) sous la direction du redoutable commissaire Fleury, puis relâché en 1971 pour être exécuté à vie par le gouvernement.

Il avait été accueilli, en France, par la communauté dominicaine de l'Arbresle, près de Lyon. C'est là où, après trois années de tourments intérieurs et malgré la sympathie de ses frères et un long traitement de psychothérapie, il a mis fin à ses jours.

« Si survit, il n'oubliera jamais le prix de son audace », avaient dit de lui ses tortionnaires.

L'Eglise non plus n'a pas oublié même si elle a longtemps gardé le silence. Tito n'aurait-il pas en prison : « Là où un homme souffre, c'est le Maître qui souffre. C'est l'heure pour nous évêques de dire : ce suffit à dévoter les tortures et l'injustice ordonnées par le régime, avant qu'il ne soit trop tard [...] Si l'Eglise ne se manifeste pas contre cette situation, qui donc le fera » (2) ?

Aujourd'hui l'épiscopat brésilien prend de plus en plus fait et cause pour les victimes de l'injustice. En 1974, la Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.) a créé une commission pastorale de la terre, chargée de défendre les droits des petits paysans (les possesseurs qui occupent sans titre de propriété, des terres). Et le C.N.E.B. a témoigné publiquement en faveur des deux prêtres français, les Pères Aristida Camio et François Gouriou, condamnés, le 31 août 1981, à dix et neuf ans de prison respectivement pour « incitation de possesseurs à la révolte », en affirmant l'innocence des prêtres et dénonçant un procès politique contre la ligne pastorale de l'église en faveur des petits paysans (3).

ALAIN WOODROW.

(1) Un exemple parmi d'autres : l'hostie que lui tend un homme vêtu d'ornements sacerdotaux est un fil électrique.

(2) Lettres de prison, présentées par Frei Betto, éditions du Cerf, 1978, cent quarante-sept pages, 45 F. Voir aussi *Alors les pierres crieront*, textes de Tito de Alencar et poèmes introduits par Xavier Pissart et Charles Antoine, éditions Cane, 1980, cent soixante-sept pages, 42 F.

(3) Des groupes politiques et religieux français viennent de lancer un appel en faveur des paysans brésiliens. Renseignements : Comité de soutien aux avocats brésiliens exerçant auprès des travailleurs ruraux, 56, rue Raymond-Barbet, 92000 Nanterre.

JUSTICE

NON-LIEU CONFIRMÉ DANS L'AFFAIRE MAZIZ

La cour d'appel de Lyon a confirmé, mardi 15 mars, l'ordonnance de non-lieu rendue le 1^{er} octobre par la Cour de cassation dans l'affaire Maziz, ce policier d'Antibes tué par des enquêteurs nicçois de la brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.) en 1980, à Vallauris (Alpes-Maritimes).

Soutenant qu'il s'agissait d'une « bavure » liée à la rivalité entre services de police, la famille du policier s'était portée partie civile avec le soutien du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.). Le 12 février 1980, M. Philippe Maziz était en mission de surveillance à Vallauris à la suite de vols de voitures, alors qu'opérait dans le même secteur une équipe de la B.R.I., enquêtant sur une autre affaire, l'enlèvement de M. Guy Pitou, commis une douzaine de jours auparavant.

Selon la thèse officielle, par un « malentendu concours de circonstances », ils prirent M. Maziz et l'un de ses collègues, « planquant » dans une R-14 claire, pour des malfaiteurs. Cerné par ce qu'il croyait être, lui aussi, des malfaiteurs armés, M. Maziz sortit l'arme au poing, il fut tué d'une rafale de pistolet mitrailleur et de plusieurs balles tirées par un commissaire et trois inspecteurs.

Deux jours après le drame, l'épouse de M. Maziz tuait leur unique enfant et se suicida.

(Publicité)

• Le christianisme à l'heure du verset - Dans l'attente du retour du Christ. Ouvrage édité par la Fraternité johannique pour la résurgence templière - Format 15 x 21, 100 pages. Envoi sur demande contre versement de 30,80 F (25 F + port) à F+J+R+T+ BP 25, 59670 CASSEL.



هكسان الأول

JUSTICE

A Marseille

L'inculpation de M^{me} Solange Troisier relance l'affaire des « grâces » médicales

Un quatrième médecin, le docteur Solange Troisier, ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, membre du comité central du R.P.R., a été inculpée mercredi 16 mars dans l'affaire de la libération pour raison médicale d'un trafiquant de drogue, Robert Kéchichian (le Monde du 1^{er} mars). Contrairement au docteur Alain Colombani, médecin

chef de la prison des Baumettes à Marseille, et aux deux experts près la cour d'appel d'Alen-Provence, Bernard Mariotti et Raymond Mazaud, poursuivis pour « connivence à évasion, corruption, trafic d'influence, falsification de documents médicaux », M^{me} Troisier n'est inculpée que pour « fabrication et usage

de faux certificat ». Le magistrat instructeur, M. Christian Rayssiguier, qui lui a notifié son inculpation, l'a laissée en liberté, mais, en vertu de l'article 160 du code pénal, le docteur Troisier est passible d'une peine de un à trois ans d'emprisonnement. Elle devait s'expliquer, ce jeudi, au cours d'une conférence de presse à Paris.

Que reproche-t-on à l'ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire dont le poste a été supprimé au mois de décembre dernier ? Essentiellement d'avoir, le 4 juillet 1981, écrit la lettre suivante au docteur Colombani : « Il n'y a pas à l'hôpital de Fresnes les structures pour soigner M. Kéchichian. Celui-ci est atteint d'une affection si grave que ses jours sont en danger. Nous serions obligés de l'hospitaliser dans un service hospitalier spécialisé dans le traitement du cancer. Je m'oppose donc à ce transfert entre les Baumettes et l'hôpital central de Fresnes. » Or les jours de Robert Kéchichian n'étaient en rien menacés. Depuis sa libération, le 10 juillet 1981, il vit tranquillement quelque part à l'étranger.

D'où le docteur Troisier tirait-elle ses informations ? Certinément pas du centre régional anti-cancéreux médical (C.R.A.C.M.) de Marseille, où Robert Kéchichian avait été hospitalisé du 9 au 26 juin 1981 pour une récidive d'un sarcome de Darter-Ferrand, une maladie de la peau à évolution très lente, qui n'entraîne pratiquement jamais la mort. D'ailleurs le professeur Jean-Maurice Spitalier, qui a fait procè-

der eux exécutés de Kéchichian, avait estimé que son cas n'était en rien inquiétant et l'avait fait réintégrer à la prison des Baumettes. Des conclusions totalement opposées à celles des deux experts, les docteurs Mariotti et Mazaud, qui avaient écrit dans leur rapport du 30 juin « que son état n'était pas compatible avec la détention ». Les deux médecins avaient alors prétendu qu'il y avait eu substitution de pièces dans le dossier Kéchichian. Des explications qui n'ont guère convaincu le magistrat instructeur puisqu'ils ont tous deux été inculpés, et le docteur Mariotti incarcéré.

De toute façon, le docteur Troisier, dans sa lettre du 4 juillet, était encore plus catégorique que les deux experts. A-t-elle été abusée par le docteur Colombani ou était-elle de connivence avec lui ? Là est toute la question. Les relations extraprofessionnelles de ces deux médecins ainsi qu'avec M^{re} André Fraticelli, avocat de Robert Kéchichian, sont aujourd'hui connues. Le docteur Troisier n'a cependant pas été inculpée, comme ses confrères, de trafic d'influence, de connivence à évasion et de corruption. Est-ce à

dire qu'elle n'a joué qu'un rôle mineur ? Cependant, le lettre citée plus haut, et dont le juge Pierre Michel n'a eu connaissance que le 7 juillet, a été déterminante dans la décision qu'il a prise de remettre en liberté Kéchichian. Elle a incontestablement contribué à la mystification du magistrat qui s'était opposé à l'élargissement du « caïd » de la drogue et avait proposé son transfert à l'hôpital des prisons de Fresnes.

Aucune responsabilité

L'avocat du docteur Troisier, M^{re} Marcel Bretagne, explique que sa cliente « ne peut avoir une quelconque responsabilité dans cette affaire médicale », et qu'elle a estimé que l'hôpital de Fresnes n'était pas équipé médicalement pour traiter la maladie de Kéchichian. En revanche, M^{re} Bretagne s'interroge sur le point de savoir pourquoi M^{re} Troisier a écrit que les jours de Kéchichian « étaient en danger ».

L'enquête à propos de cette libération extorquée n'est cependant pas close. Avec l'inculpation du docteur Troisier, l'instruction a franchi une nouvelle étape. Jusqu'à M. Christian Rayssiguier va-t-il pouvoir re-

Une carrière médicale et politique

Un personnage peu banal, l'incarnation de la « maîtresse femme » dont la vie professionnelle est étroitement associée à l'engagement politique.

Née en 1919, fille d'un membre de l'Académie nationale de médecine, petite-fille d'Émile Olivier, premier ministre du second Empire, et descendante du Bailli de Suffren, Solange Troisier réclame un destin national. Par tradition familiale, elle s'engage dans la carrière médicale. Celle-ci est interrompue par la seconde guerre mondiale. Elle s'illustre alors dans la Résistance, où elle exerce les fonctions de médecin de bataillon.

Interne des hôpitaux de Paris en 1948, elle se spécialise en gynécologie - obstétrique et gravité les échelons de la hiérarchie hospitalo-universitaire. Elle ne parviendra pas toutefois à obtenir l'agrégation qu'elle souhaitait dans sa discipline. C'est ensuite l'entrée dans le monde de la politique. Après une tentative aux élections législatives de 1967 dans le vingtième arrondissement de Paris, le docteur Troisier, expert auprès des tribunaux, devient en 1968 député, sous l'étiquette U.R.D. de la cinquième circonscription du Veld-Dis.

Une action remarquée pour tenter de briser le monopole des pompes funèbres est suivie d'une série d'échecs : élections municipales de Sarcelles, élections cantonales et élections législatives de 1973.

Elle est nommée, cette même année, médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire remplaçant à ce poste important le docteur Georges Fully, tué dans un attentat - l'explosion d'un colis piégé - vraisemblablement lié à une affaire de grâces médicales, le 20 juin 1973.

Ascension, pour le membre du comité central du R.P.R., avec la nomination, en 1977, à la nouvelle chaire de médecine pénitentiaire et l'obtention du titre - depuis longtemps désiré - de professeur. Une convention lui

permet alors de cumuler les deux postes d'enseignante et de membre de l'administration pénitentiaire.

En parallèle, cette progression sera suivie d'une autre, tout aussi originale axée sur une forme de militantisme « féministe » dans les rangs de la majorité de l'époque. Présidente de l'ordre national des sages-femmes depuis 1970, M^{me} Troisier a été élue en 1976 présidente du Conseil national des femmes françaises. Depuis 1974, elle est aussi membre du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale. En janvier 1981, lors d'une grève de la faim de nationalistes corses, un conflit l'avait opposée au docteur Daniel Forget, médecin-chef de l'hôpital des prisons de Fresnes. Ce dernier avait été contraint par la suite de quitter rapidement ce poste.

Le 10 mai 1981 marque l'arrêt de cette progression. Le mouvement, dès lors, s'inverse. Certains commencent à évoquer le rôle qu'elle aurait joué dans certaines affaires de grâces médicales. En décembre 1982, l'inspection médicale pénitentiaire est supprimée. Les rumeurs se font plus précises à propos de l'affaire Kéchichian. Le 15 février 1983, elle est entendue une première fois par M. Christian Rayssiguier, juge d'instruction à Marseille.

Depuis plusieurs années, celle dont la carrière fut émaillée de déclarations fracassantes - sur le pain de mort, à laquelle elle est favorable, sur la manière d'exercer la médecine carcérale ou sur la conduite à tenir en face de grèves de la faim - observe un silence total.

Son inculpation pourrait permettre de mieux saisir la complexité des mécanismes en cause dans le trafic des « grâces » médicales, tout comme la nature des véritables intérêts en jeu.

JEAN-YVES NAU.

● Les fausses factures de Toulon. - Deux nouvelles inculpations ont été notifiées, mercredi 16 mars, dans l'affaire de corruption et de fausses factures de Toulon. Elles visent deux employés municipaux, MM. Marcel Minina, surveillant de travaux au service d'architecture, et Pierre Modelien, du service de la voirie, inculpés de corruption passive de fonctionnaire. Depuis l'ouverture de l'information, en octobre 1982, douze personnes sont ainsi inculpées, cinq entrepreneurs et sept employés municipaux (le Monde du 22 octobre et du 19 novembre 1982).

● Suicide par le feu. - Un avocat parisien, M. Jean-Claude Vitry, quarante-cinq ans, est mort, mercredi 16 mars des graves brûlures causées par sa tentative de suicide par le feu dans la cour de son immeuble, mardi matin, avenue de

Suffren à Paris (15^e). M^{re} Vitry, très déprimé depuis quelque temps, était descendu de son appartement, mardi vers 10 h 30, profitant de l'absence momentanée de son épouse. Dans la cour intérieure de l'immeuble, il a aspergé ses vêtements avec l'essence contenue dans un bidon et y a mis le feu. Brûlé sur tout le corps, il s'est ensuite relevé pour s'effondrer sur le trottoir. Il est mort mercredi matin à l'hôpital Cochin où il avait été aussi transporté.

● PRÉCISION. - Dans nos éditions du 17 mars, une coupe a été supprimée le jugement rendu par la dixième chambre correctionnelle de Paris contre deux gardiens de la paix parisiens, M. Gilles Piveteau a été condamné à six mois d'emprisonnement et 1 500 F d'amende, M. Philippe Bigot à 1 500 F d'amende.

Pépé Klaus

Après la fille, la belle-fille. Après M^{me} Ute Messner, venue rendre à son père Klaus Barbie, détenu à Lyon, une visite légitime, mais suivie d'une conférence de presse pour célébrer les vertus patriarcales du prisonnier inculpé de crimes contre l'humanité, voici, retrouvée en Bolivie par France-Inter, M^{me} Françoise Altman, épouse d'un fils de Barbie aujourd'hui décadé. A son tour, elle parle...

Ainsi se complète à petites touches le portrait « d'un homme juste, d'un homme bon, intègre et honnête, excellent grand-père et bon père », dont ses proches présentent bien qu'il ne veut pas qu'on leur fasse parler de son passé nazi, au motif qu'il ne l'ont pas connu. Ce qui n'empêche pas M^{me} Françoise Altman de nous faire savoir que l'homme tranquille de La Paz avait pu, un jour, lui parler de Jean Moulin, « qui était une personne qu'il appréciait et avec laquelle il aurait pu, j'imagine, être ami en d'autres circonstances ».

Assurément, Maurice Fursier, auteur de cette enquête menée en Bolivie, et Claude Guillemin, qui la présentait, mercredi 16 mars, ont admis que de tels propos pouvaient « choquer » et ont pris soin de ne pas limiter leur émission à cette « exclusivité », en y ajoutant d'autres témoignages aussi bien sur les conséquences de l'affaire Barbie dans la vie politique bolivienne que sur le rôle des cinquante-trois enfants juifs d'Izuel, le 6 avril 1944. Il n'en reste pas moins que, si l'émission fut écoutée, c'est en raison du piment attiré par lui donnait l'interview de M^{me} Françoise Altman, auteur de laquelle elle était articulée.

On pourrait admettre avec Claude Guillemin que ces « documents sont une contribution au dossier Barbie et ne veulent être que cela ». Encore faudrait-il que ce dossier concerne en quoi que ce soit - l'art d'être grand-père.

J.-M. Th.

SPORTS

FOOTBALL

Paris-Saint-Germain : Le coup de grisou de Waterschei

Trois surprises le 16 mars pour les quarts de finale « retour » des coupes européennes : l'élimination de Liverpool en Coupe des champions par le Widzew Lodz et celles de Barcelone et du Bayern de Munich en Coupe des coupes, face, respectivement, à l'Austria de Vienne et à Aberdeen.

En Coupe des champions, Lodz sera en belle compagnie pour les demi-finales (6 et 20 avril) avec la Juventus de Turin, qui a battu Aston Villa grâce à

deux buts de Michel Platini, Hambourg, qualifié malgré une défaite à domicile devant le Dynamo de Kiev, et la Real Sociedad, victorieuse du Sporting de Lisbonne.

Barcelone et le Bayern « sortis », le Real Madrid s'annonce comme le favori de la Coupe des coupes. Le quatuoriste qualifié, Waterschei (Belgique), a renversé sur son terrain le résultat du match aller en éliminant Paris-Saint-Germain.

De notre envoyé spécial

Les insuffisances de leurs deux années latérales, le jeune Thierry Baconnier et Saint-Bouba. De leur côté, les attaquants ne parvenaient pas à conserver le ballon ; si, e, fortiori, à porter le danger dans le camp adverse. La défense centrale, mise à contribution plus que de raison, en était réduite à parer au plus pressé.

C'est sur un coup franc tiré comme un petit canon que l'islandais Lars Gudmundsson, rétabli de son élimination d'un minuscule, a profité d'un caillou pour marquer le premier but (treizième minute). Trente-cinq minutes plus tard, c'est encore un coup franc pour une faute stupide qui a amené le deuxième but par Piet Janssen. Au moment de décaler le ballon, Barattelli avait fait rouler devant lui, puis l'avait repris à la main alors que le nouveau règlement interdisait cette récupération afin de limiter les pertes de temps volontaires.

Revenus au score sur l'ensemble des deux matches, les footballeurs de Waterschei confirmaient que, dans ces combats européens, la valeur technique est souvent gommée par l'engagement physique, l'esprit de corps et l'enthousiasme. Pris à la gorge avec le complicité, tactique en fin de match, de M. Cive Thomas, l'arrière gaucher, les Parisiens ne parvenaient à desserrer l'étreinte que par quelques périodes mal conclues de Toko et, surtout, de Dominique Rocheteau ; entré en jeu pour remplacer Safet Susic après une heure de jeu.

La faute de Barattelli

Le sigle du club, Thor, que retentit ici comme un cri de guerre quand les joueurs locaux attaquent, est à lui seul tout un programme : « Tot heil onzer nibbenkast » (pour le salut de notre cage thoracique). Les footballeurs de Waterschei ne manquent jamais de le justifier sur le terrain, où ils font preuve d'une vitalité plutôt débordante.

« Ce sera un combat, un affrontement plus physique que technique », avait prédit Georges Payroche, l'entraîneur du P.-S.-G. Avec nos deux buts d'avance, il s'agit d'aborder le match retour sans appréhension, mais avec une peur saine. La réalité allait dépasser ses prédictions. La peur se transforma en panique devant l'ouragan déclenché dès le coup d'envoi par les joueurs de Waterschei. En moins de dix minutes, les Belges avaient accumulé trois corners, adressé un tir sur la barre transversale par Piet Janssen, s'étaient vu refuser un penalty flagrant pour une faute de Jean-Marc Piorget sur Eddy Voordeckers et Dominique Barattelli avait été sauté sur sa ligne de buts par Dominique Bathenay.

Pis dans la tourmente, les Parisiens avaient évité le neutrage, mais ne pouvaient pas colmater toutes les voies d'eau, créées notamment par

Pendant la prolongation, les joueurs de Waterschei, ivres de fatigue, ont trouvé les ultimes ressources pour obtenir un troisième but par Piet Janssen, contrôleur de travaux le matin, footballeur semi-professionnel l'après-midi : comme bon nombre de ses coéquipiers, et bourreau des Parisiens, à six minutes de la fin.

Domage que le P.-S.-G. ait tenu sa première prolongation, jusqu'ici réussie, à une Coupe d'Europe par une sortie honteuse avec les expulsions de Jean-Claude Lemout, puis de Boubacar et le comportement de quelques supporters jetant pétards et fumigènes sur le gardien de buts belge, qui sauva son équipe à l'ultime minute, en déjouant un tir à bout portant de Rocheteau.

GERARD ABOUY.

QUARTS DE FINALE RETOUR (Les clubs qualifiés pour les demi-finales des 6 et 20 avril sont en gras)

COUPE DES VAINQUEURS DE COUPE
*Waterschei B. Paris-S.G. 3-0 (0-2)
*Aberdeen B. Bayern 3-2 (0-0)
*Barcelone et Austria 1-1 (0-0)
*Real Madrid B. Inter 2-1 (1-1)

COUPE DES CLUBS CHAMPIONS
Dyn. Kiev B. Hambourg 2-1 (0-3)
*Real Sociedad B. Lisbonne 2-0 (0-1)
*Liverpool B. Widzew Lodz 3-2 (0-2)
*Juventus B. Aston Villa 3-1 (2-1)

COUPE DE L'U.E.F.A.
*Crnoia B. Kaiserslautern 1-0 (2-3)
*Anderlecht B. Valencia 3-1 (2-1)
*Dundee et Bohemians 0-0 (0-1)
*Benfica et A.S. Roma 1-1 (2-1)

CYCLISME

Kelly « bisse » Paris-Nice

De notre envoyé spécial

Nice. - L'Irlandais Sean Kelly a renouvelé sa victoire de l'an passé dans Paris-Nice, qui s'est terminée, mercredi 16 mars, par la traditionnelle course contre la montre du col d'Eze. S'il n'a pas battu le record établi en 1972 par Raymond Poulidor avec 20 min. 4 sec. pour les 111 kilomètres, il a néanmoins réalisé une performance de premier ordre, puisqu'il a gravi l'obstacle en 20 min. 19 sec., soit à plus de 32 kilomètres/heure de moyenne. Il a devancé Jean-Marie Grezet de 37 secondes, et pris... 1 min. 34 sec. à Joop Zoetemelk, qui le talonnait au classement général.

Ce succès, acquis avec une autorité au moins égale à celle dont il avait fait preuve douze mois auparavant, confirme l'épanouissement d'un routier complet. Présenté à l'origine comme un sprinter, Kelly est en réalité un athlète du vélo, qui peut briller sur tous les terrains, y compris le montage. C'est aujourd'hui une évidence. On regrette qu'il n'ait pas affronté une opposition plus forte, notamment au cours

des deux dernières étapes. Paris-Nice a souffert, en effet, de la concurrence de l'épreuve italienne Tyrhénée-Adriatique, qui a mobilisé Hinault, Saronni et Kneemann, mais la « course au soleil », qui fut surtout la course de la pluie, a donné lieu à une compétition de qualité.

La deuxième place obtenue par l'espagnol helvétique Jean-Marie Grezet, l'un des chefs de file du cyclisme suisse, en plein essor, et la troisième place du jeune Néerlandais Steven Rooks ajoutent à l'insolente réussite de l'équipe France-Lotie, dirigée par Jean de Gribaldy, la meilleure, incontestablement, du début de saison. Zoetemelk, pour sa part, a failli dans la montée du col d'Eze, après avoir connu une première alerte, la veille, dans le Taurin. A-t-il subi le handicap de l'âge ou celui du froid, qu'il déteste ? En dépit de cet échec, son principal objectif reste le Tour de France, qui sera le triomphe de sa carrière.

JACQUES AUGENDRE.

le Monde

LES ME

L'amer délice d'avoir eu un amour

« L'amer délice d'avoir eu un amour » est un roman de François BOTT, paru chez Grasset. Il raconte l'histoire d'un homme qui, après avoir été aimé, découvre que l'absence est parfois plus douloureuse que la présence.

Nous sommes sur une pour rien, pour le plaisir

« Nous sommes sur une pour rien, pour le plaisir » est un roman de François BOTT, paru chez Grasset. Il explore les thèmes de l'absence, du regret et de la quête d'un amour idéal.

Les mouvements contradictoires de la passion

« Les mouvements contradictoires de la passion » est un roman de François BOTT, paru chez Grasset. Il décrit les tourments d'un amour complexe et passionné.

FRANÇOIS BOTT.
Le Bal des Ardents, L'Édition du Livre, collection « Les romans de la passion », 1 rue de Valenciennes, 75001 Paris. Diffusion Librairie.

هناك من النحل

Klaus

Le Monde

LIVRES

LES MÉTAMORPHOSES DE PIERRE BETTENCOURT

L'illustre inconnu

« L'amer délice d'avoir eu un cœur »

L'Éloge de sphinx d'une femme que nous aimons, la fute des gaudes, le jeu des lumières sur l'eau quand le jour se permet une trêve, et nous-mêmes, le cœur battant, devant le mystère de vivre... « On nous demande juste un dernier souffle pour payer l'amer délice d'avoir eu un cœur », écrit Pierre Bettencourt dans le Bal des Ardents. Que dire de ce livre, sinon qu'il nous attire, nous amène aussitôt, et nous soustraît à nos façons ordinaires de considérer le monde ? C'est une méditation passionnée, dans la lignée de ces brefs chefs-d'œuvre, au style tendu et brûlant : Adolphe, les Lettres de la religieuse portugaise, le Discours de la méthode... À mesure qu'elle avance, la pensée semble s'y dévorer elle-même. Dans la prose transparente et souveraine de Pierre Bettencourt, l'énigme de notre voyage revêt un charme douloureux. Toute la cruauté séduisante de l'existence nous est dépeinte.

« Nous sommes sur terre pour rien, pour le plaisir »

L'auteur dénonce, particulièrement, la vaine ambition d'expliquer l'univers. L'homme « fonce sur les secrets de la nature et voit sans cesse les horizons défilés se reformer plus loin », jusqu'au jour où la mort l'empêche. « Dieu ne fournit aucune réponse à notre fureur de savoir. Il est seulement, selon Bettencourt, ce Néant, ce Rien qui nous habite et nous conduit à créer comme à détruire. Il est « le maître du ballet », auquel nous participons : « un maître vorace, qui dévore, et tous les êtres », et nous laissons accomplir les actions les plus maléfiques comme les plus louables. Aussi ne faut-il pas servir Dieu, mais s'en servir, en tirer un meilleur usage : « l'amuser, le faire rire, autrement dit le désarmer et l'occuper par des créations pacifiques ou son appétit de feu et de sang se convertira ». Car « nous ne sommes pas sur terre pour prier, pour travailler, pour souffrir... nous sommes sur terre pour rien, pour le plaisir » ; pour « danser avec ce feu qui prend dans nos plumes, avec cette mort qui mord dans nos vies, qui nous talonne, danser quand même avec le sourire et dans le regard lucide tremblant, un peu folle, des jeunes étoiles ».

Les mouvements contradictoires de la passion

L'étrangeté de Pierre Bettencourt devient plus troublante encore, lorsqu'il évoque les mouvements contradictoires de la passion : « Comment peut-on faire l'amour avec quelqu'un qu'on aime et faire chavirer dans l'émoussement du plaisir cette merveilleuse conscience de la personne aimée qui vous tient tout entier à fleur de votre regard ? Mais comment peut-on supporter la présence de quelqu'un qui vous fascine ? Elle vous met hors de vous. Vous n'avez plus qu'à vous immobiliser dans l'attente ou à fumer pour tâcher de récupérer votre identité perdue en vous confondant avec elle dans l'amour ou dans la mort. Il est rare de voir se conjuguer d'une manière aussi heureuse l'intelligence et l'émotion.

FRANÇOIS BOTT.

* LE BAL DES ARDENTS, de Pierre Bettencourt. Éditions Lettres vives, collection « Nouvelle prose » (4, rue Beaureville, 75004 Paris). Diffusion Distique.

PRÈS d'Ancy-le-Franc, dans l'Yonne, Pierre Bettencourt habite une grande maison avec sa femme, Monique Apple, leur fils et leurs trois filles. Il a, sur la colline, un petit pavillon où il va retrouver ses livres - on peut voir là sur un rayon ceux qu'il a imprimés pour lui-même ou pour ses amis - et, dans le jardin, un atelier rempli de ses « Hauts Reliefs », immenses tableaux incrustés de coquilles d'œuf, de plaques d'ardoise et de briques. Des divinités barbares, des femmes nues, des figures inquiétantes et des têtes monumentales s'y entassent. Quant à lui, mince et très droit, il dresse son corps d'un lieu de l'autre, consentant à sortir un peu de l'ombre, où, grâce à la réédition de deux de ses livres, l'Intouchable (1) et le Bal des Ardents, il n'est plus tout à fait

« L'Intouchable, dit-il, ne regarde finalement que deux personnes. On touche du doigt ce paradoxe dans lequel j'ai toujours vécu : avoir une activité de montreur, peintre et écrivain, et être soi-même satisfait de la torpille. De là, à cultiver l'anonymat, qui ne permet pas de capitaliser sur un nom le bénéfice d'une œuvre, et vous amène à repartir chaque fois d'un pied léger comme si c'était votre premier livre. Comment, d'ailleurs, parler d'une œuvre à propos de mes livres ? Ce sont des objets poétiques, visibles seulement pour quelques-uns. Antenne, plutôt, comme on parle d'antennaire. Gardez-vous donc de me découvrir, de me mettre à une place bien définie ; voulant me montrer, vous ne montrerez personne et comme du roi nu, l'on se moquera de vous. A vingt ans, j'étais déjà fasciné par l'attitude de Kierkegaard, ce retrait philosophique qui l'avait porté à écrire que sous des pseudonymes. Ce que nous décrivons nous appartenait si peu : l'inspiration vient pour le meilleur et pour le pire et puis la ferveur retombe. Comment, d'ailleurs, sans ridicule, signer ce que l'on fait dans un monde comme celui-ci où la frontière reste bien mince entre la star, le chef d'État et l'assassin ? D'où la nécessité de fabriquer des antennes, de multiplier les facettes, comme ces cigarettes pieuses, sur lesquelles l'imprimeur le « Notre Père ». La belle chose que l'imprimeur quand il y croyait encore, et qu'il imprimait sa vérité avec une certitude absolue ! »

« Mes vrais parents, Jean Paulhan et Henri Michaux... »

Bettencourt est né en 1917 à Saint-Maurice-d'Ételan, en Normandie, dans une famille de militaires et de juristes, très catholique. Milieu de stricte observance, dont l'abbé Bethléem était le guide (il déchiffrait les ouvrages licencieux dans les kiosques), où lire Henry Bordeaux, Maurice Barrès et Paul Bourget, puis Bernanos, se trouvait, au bordure des vies de saints et de la Revue des Deux Mondes, à la limite des frivolités tolérables. « Mes vrais parents, Jean Paulhan et Henri Michaux, je les ai rencontrés à Paris où j'étais venu faire un stage aux Assurances générales. Je me souviens de ce premier hiver quand, dans le métro, j'ai découvert la N.R.F. J'en avais pris un numéro un dimanche où j'étais allé me promener en vallée de Chevreuse pour visiter les ruines de l'abbaye de Port-Royal. J'ai lu dans ce paysage glacé des poèmes de Supervielle, et ce fut plus beau qu'une prière, la réponse à une souff de l'âme. Michaux, qui devait tellement compter pour moi par la suite, mon premier contact avec lui eut lieu boulevard des Capucines, à la librairie Flammarion, quand j'ai ouvert le Voyage en Grande Garabagne qui venait de paraître dans la collection « Métamorphoses » (2), dirigée par Jean Paulhan. On pouvait donc écrire avec tant d'intelligence et de liberté ! Les aventures de l'empereur Dovoob m'enchantaient. Tout était possible. Il suffisait d'aller de

l'avant, comme les filles de Loth, sans se retourner vers son passé. »

Entre 1941 et 1953, Bettencourt devient éditeur à Saint-Maurice-d'Ételan. Il achète une presse sur laquelle, correspondant avec Paulhan et Parisot qui lui fournissent un bon nombre, il imprime des textes de Michaux, Ferry, Chazal, Artaud, Dubuffet, Ponge, Collin ou Apollinaire. Il édite ses propres écrits : Conversations avec Dieu, le Règne arrive, Lettre de Madagascar, l'Homme dispose, Lettre aux Parisiens, l'Intouchable, etc. Petits tirages, diffusion discrète, sa production a pourtant des lecteurs attentifs, comme Scatenaire et Hénin. Il donne aussi des pages à la N.R.F. et à Réalités secrètes, la revue de Marcel Béalu.



(Dessin de Bérénice CLEEVE)

« Ce qui me passionnait dans l'imprimerie, c'était de parler avec les caractères. J'interprétais les textes comme un acteur aurait pu les dire, avec les blancs du silence, les mots détachés, des corps plus ou moins élevés. Certains caractères sont masculins, d'autres féminins, et puis on peut les imprimer sans ordre et les faire parler tout bas. « J'ai toujours un peu pensé », m'écrivait Paulhan, « que vous imiteriez quelque chose, qui ne se rait ni peinture ni roman. On verra bien. » Me mettant en garde contre des influences trop marquées, cherchant à me guider moi-

même, sans me laisser me perdre dans des projets trop ambitieux : « Je suis toujours un peu gêné... Il me semble que dans... il y a toujours quelque chose de trop ambigu, d'un peu faux, qui va à cloche-pied. Il se méfiait de la théologie, en homme pour qui le langage est matière à tous les abus, à tous les contresens, le médium par excellence de l'illusion. Publiant toutefois la Folie gagne dans « Métamorphoses », il n'a jamais cessé de me soutenir de son amitié. On o souvent parlé, à son propos, d'ambiguïté et dit qu'il ne louait votre génie que pour mieux vous perdre. Je l'ai toujours trouvé attentif et direct. Il aimait rire, s'amuser de mes farces, tant lui était naturelle cette volonté d'enlever un peu de poids à l'existence, de dégonfler

raus les messages. En le fréquentant, j'ai eu l'impression de respirer un air plus frais, revigorant. »

« La chambre secrète »

Sédentaire et grand voyageur, se tenant régulièrement à la porte de chez lui pour parcourir l'Afrique, les Indes, le Mexique, l'Égypte, le Japon, Bettencourt se consacrait surtout à la peinture à partir de 1954. Ses livres, tirés à quelques centaines d'exemplaires, vendus par Adrienne Monnier et Pierre Bérès, entamaient leur existence souterraine, parés à un labyrinthe où, pour reprendre Michel Camus, « la chambre secrète (qui n'est ni une porte d'entrée ni une porte de sortie) est partout présente ». Sous le signe de la rencontre avec Jean Dubuffet dont il venait de publier Plukflekloir Moukonnivova, une nouvelle perspective s'ouvrait devant lui. « Je me méfiais de la peinture à l'huile, comme d'un chemin trop court. La vision du monde de Dubuffet, qui à Lyon se penchoit sur des travaux de voirie comme sur le seul spectacle digne de ce nom, la chasse aux papillons, la découverte de l'Art brut ont joué leur rôle de catalyseur. Là aussi le champ était libre, on pouvait tout faire, tout oser. Comment s'en tenir à une technique archaïque - des toiles, des pincesaux - qui faisait toujours le bonheur des marchands, mais visiblement - que de toiles déchirées, de tableaux brûlés, torturés - ne faisait plus celui des peintres, quand la nature vous proposait mille façons de faire plus excitantes et se montrait la grande maîtresse en matière d'implantation, de couleurs et de pigments, déployant autour de nous les trésors d'une imagination délirante ? » Des ailes de papillons aux os, aux silices, puis aux reliefs de mastic, couverts de coquilles ou de graines, pas à pas, comme on entre dans un monde enchanté, se mettait au point un vocabulaire qui se prêtait à toutes les métamorphoses. L'œil mais aussi la main avaient leur part dans la découverte. Il ne s'agissait plus de faire des images illustrées, mais de toucher du doigt une réalité : « Mets ton doigt dans mes plumes ». Tout à coup prenait corps la vie vers laquelle laborieusement on avait tâtonné. Elle répondait à votre appel, le miracle était là. »

RAPHAEL SORIN.

(Lire la suite page 15.)

(1) Voir le Monde des livres du 20 septembre 1982.
(2) Gallimard.

le feuilleton

« LE SAINT OFFICE »
DE MAURICE RHEIMS

Monsieur a sonné ?

UN proverbe vieux comme l'esclavage domestique dit qu'il n'y a pas de grand homme pour son valet de chambre. Non, parce que le grand homme ne peut être que petit en privé, ajoutait Hegel, mais parce que l'observateur est un valet. Comme les peuples, les individus perdent liberté et dignité lorsqu'ils en privent autrui.

Sur cet enlèvement en chaîne, les témoins directs ne nous apprennent pas grand-chose. Les seuls qui aient voix au chapitre, les patrons, ne peuvent se mettre à la place des lérbins, et ceux de ces derniers qui prennent la parole, qu'ils soient vicieux de candriers ou chefs de cabinet, ne savent rien, ne veulent rien dire ou la disent mal. On en a une nouvelle preuve, ces jours-ci, avec un nommé Stephen Barry, valet de chambre du prince Charles d'Angleterre : ses confidences - Service royal, Générique édité - ne contiennent aucune révélation, ce qui est d'ailleurs à son honneur. Les éditeurs anglais sont trop bons de laisser entendre le contraire, et de lancer l'ouvrage... en le boycottant.

L'art renseigne mieux sur ces choses que les documents ; le théâtre, notamment, et ce n'est pas un hasard, ses ressorts essentiels étant, comme ceux du lérbin, le voyeurisme, le simulacre, et le stratagème. Le répertoire contient d'innombrables couples

par Bertrand Poirot-Delpech

maître-valet, de la commedia dell'arte à The Servant, de Pinter, en passant par Marivaux, Beaumarchais, Désiré, de Guizot, Puntis, de Brecht, les Bonnes, de Genet, la Grotte, d'Anouilh.

Le roman a moins cultivé ce thème. On en revient toujours aux Goncourt - Germinie Lacerteux - et à Mirbeau - le Journal d'une femme de chambre. C'est oublier que Proust parle, autant que des salons, des cuisines, où il se plaisait et qu'il admirait au point de composer Françoise, rappelez-vous, à Michel-Ange !

MAURICE RHEIMS s'en est souvenu, quant à lui, en donnant sur les héritiers des Guermantes et autres Verdurin le point de vue de ce qu'il appelle, avec un humour qui résume bien le ton de son livre, le Saint Office.

C'est un maître d'hôtel qui raconte sa Recherche au damier de ses employeurs, retraité de la Cour des comptes. Pour l'état civil, le narrateur se prénomme Marie, mais, selon une habitude qui en dit long sur la perte d'identité des lérbins, un Pereire, chez qui il débute, l'a baptisé du nom d'un de ses chevaux, Oscar. Bien qu'il descende probablement d'un comte par le main gauche et qu'il ait séjourné chez les bons pères de l'Oratoire, sa naissance l'a préparé à abdiquer toute personnalité. Sa grand-mère était lingère chez une duchesse de Guise, et il a passé son enfance sous un de ces tableaux noirs à cadre verni où s'inscrivaient naguère, en pastilles blanches, les sonnettes des grandes maisons. Il gardera de ce qu'est le surnom de « Cloche » et un goût pour les sonnettes, dont il fera collection.

Avant de finir, chez son conseiller maître et dans une clinique psychiatrique, Oscar a notamment servi chez de nouveaux riches de la pleine Munceau qu'escroquent gélement les marchands d'art modernes, chez un agrégé devenu flic et un avocat merroton blanchi après sa mort. De ces diverses places, il a rapporté, sous forme de généralités et d'anecdotes annoncées en tête de chapitre à la façon de Saint-Simon, un véritable document d'époque sur ce qui reste des beaux quartiers parisiens ; l'équivalent, pour la rive droite cosue, du tableau de mœurs que constitue en partie, pour la rive gauche intellectuelle, Femmes, de Sollers.

OSCAR est formel, devant le psychiatre qui l'interroge à la fin de sa vie : ses employeurs étaient, sauf le dernier, des canailles médiocres. Pour se venger d'eux, il lui est arrivé d'imiter leur écriture, de violer leurs coffres-forts, de faire vibrer Medema ou chanter Monsieur. Mais tous les anciens domestiques ne deviennent pas Mazarin, ni seulement Figaro. Oscar prend la revanche des écrivains, c'est-à-dire de l'après-coup, de l'esprit d'escalier.

Cet escalier reste un escalier de service. Rien ne délivre de cette tare natale. On n'est pas un homme à part entière dès lors qu'on attend à l'office le bon vouloir d'autres humains, qu'on les voit nus ou qu'on lit sans les gêner, qu'on leur ouvre les rideaux en leur annonçant le temps qu'il fait, qu'on vide leur pots. Si les patrons répètent tant au lérbin qu'il fait partie de la famille, c'est, par une ruse usée, pour mieux cacher qu'à l'évidence il n'en sera jamais rien. Entre eux, ils échangeront des « certificats » cafards.

(Lire la suite page 17.)

Un journal de bord

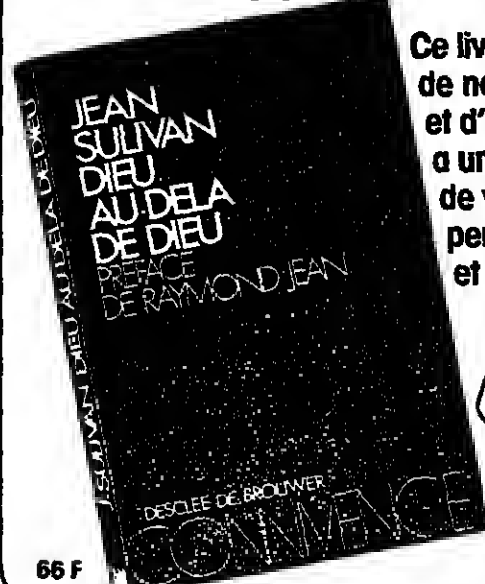
Depuis des années, Pierre Bettencourt travaille à un Petit Dictionnaire de la pensée man-mifère, une œuvre en cours qui est sans fin. Dans des articles classés alphabétiquement (« l'imité », « le monde », « moi-même », « le pôle », « le refus », etc.), il range ses réflexions, des citations et des documents. Selon lui, ce dictionnaire est aussi un journal de bord de ses pensées, une biographie plus réelle que celle qui se continue au grand jour.

Bibliographie

- Treize têtes de Français (1942).
- Fables fraîches (1943).
- La Folie gagne (Coll. « Métamorphoses ». Gallimard, 1950).
- L'Intouchable (1953. Réédité en 1981 aux Éditions Lettres vives. Collection « entre 4 yeux », 4, rue Beaureville, 75004 Paris. Diffusion : Distique).
- L'Océan de mémoire (1967).
- Le Livre des Tombeaux (1968).
- Les Plaisirs du roi (Lafont, 1968).
- Histoire naturelle de l'imaginaire (4 volumes, 1969).
- Les Hauts Reliefs (Hachette, 1971).

On peut se procurer les ouvrages de Bettencourt à la librairie Obliques (58, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris), jusqu'à la fin du mois.

DDB EDITIONS
DESCLEE DE BROUWER



Ce livre de foi, de non conformisme et d'intransigeance a une sorte de valeur permanente et universelle...

Raymond JEAN

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DDB COLLECTION CONNIVENCE

66 F

هكذا من الأصل

au fil des lectures

Poésie

LES STÈLES
DE MALEK
ALLOULA

Les poèmes de Malek Alloula portent en eux une part de lumière vive et brève : ils sont d'un espace lointain - peut-être le pays natal, l'Algérie - celui visé à notre insu par le chant musical des pleureuses.

Il faut lire lentement et relire encore plus lentement ces poèmes qui se présentent comme des « stèles revendues du souvenir », comme des « silences en excès de sonneries ».

C'est peut-être cela l'eau, le mystère de l'eau première, pure, qui n'a traversé que des pierres anciennes du temps, les pierres d'une haute montagne. Les mots précis, choisis, pierre sur pierre, forment une demeure pour le silence, la pudeur. Ils disent le travail patient de la mort, sur les corps d'abord, sur les âmes ensuite. C'est cela aussi la rumeur de l'eau, la rumeur du deuil.

Derrière le voile de l'annuel, loin des couloirs étroits, on aperçoit « les filles qu'assait un été immobile ».

Ces poèmes dits par le matin du pays à peine nommé n'égrèment point d'amertume. Ils sont le flux heureux d'une mémoire qui s'est faite rituel, linge et sépulture du verger.

Voiles du déploiement la plus matinal
traitements de gardiennes
vous que tous ces devoirs font
mobiles
dans les ardoises et arrière-
cours du souvenir
ces morts qui vous attendent
sous l'aspiration rituelle
et la bruit de vos pas sur des
sèves semblables
de traces en senteurs vous qui-
dant
méritants à ne pas oublier
femmes.

TAHAR BEN JELLOUN.

* RÊVEURS/SÉPULTURES,
suite de L'EXERCICE DES SENS,
de Malek Alloula. Soudan, 100 p.,
60 F.

« LES GÉORGIQUES »
DE CLAUDE ESTEBAN

Claude Esteban a dirigé pendant sept ans la très belle revue *Argile*. Il est aussi le traducteur de Paz, de Quvedo, de Pessoa, et l'auteur de plusieurs essais sur la poésie, notamment *Un lien hors de tout lieu*. Ses sept recueils de poèmes sont l'aboutissement de toute une démarche critique et passionnée.

Après *Terres, travaux du cœur*, Esteban poursuit avec *Conjoncture du corps et du jardin des géorgiques de l'improbable*, où l'homme s'écarterait toutes les saisons du monde sensible. La première partie, qui donne son titre au livre, suggère, avec un lyrisme simple et de petites phrases claires, la brillante énigme d'une présence charnelle en ce « jardin » solitaire. La mémoire, le désir de durer, y conjurent l'anticipation de la mort : « Je suis vivant, je tiens le cap, j'existe encore ».

Ce recueil est suivi d'une *Cosmogonie* qui, sous le signe de *De natura rerum* de Lucrèce, déroule une lente rêverie. Là se rejoignent la manière primordiale et l'appel de l'air, ce « bleu » inaltéré vers lequel tend l'impatience créatrice. Un souffle frémissant parcourt cette ample évocation qui réconcilie l'homme et l'univers dans un fort équilibre : « Tout un essor d'oiseaux. Je me souviens. J'habite leur voyage. Moi, l'homme, des nœuds, je me souviens dans mon corps. Je respire. Je viens plus près. Je tremble d'effleurer l'espace. Je dessine une flèche blanche sur l'air blanc ».

MONIQUE PÉTILLON.

* CONJONCTURE DU
CORPS ET DU JARDIN, de
Claude Esteban. Flammarion,
96 pages, 45 F.

LES « INSTANTS »
DE PHILIPPE
JACCOTTET

Philippe Jaccottet a consacré un ouvrage à Gustave Rodin, ce qui est important et livre une clé. Gustave Rodin, traducteur à l'occasion, a laissé une œuvre mince par son volume (1), mais inoubliable par sa forme : un opuscle tel le *Petit traité de la marche en plaine* occupe (ou devrait occuper) une place privilégiée dans les bibliothèques véritables. Philippe Jaccottet est de cette école, et il veille à garder ses distances par rapport au vaste monde où sont les « autres » et le tumulte.

Jean Onimus vient de lui consacrer une double série. Parfait est-elle, le cerne le poème de Jaccottet, le scrute, mais, refusant les protestations, dans le même temps le respecte. Ce que montre l'essayiste, c'est la vision du poète : cette façon toute rilkéenne (et un peu « chinoise ») de cerner l'instant privilégié, et, comme toute, la légèreté du visible. Chaque poème va droit à l'essentiel qui, comme chacun sait, n'est autre que le reflet fugitif de l'essentiel : une lumière qui va s'éteindre, une odeur qui va se perdre, ou bien, ainsi que disent les maîtres chinois, la trace de l'oiseau

qui, à peine s'est-il perché sur une
branche, déjà s'envole :

... Là où l'ombre enfin se dérobe à ma
vue
à peine plus haut qu'elle si docile et
dispersée,
s'élève le souffle d'une montagne...

L'univers n'existe vraiment que dans des intervalles, et il faut alors le saisir par les cheveux de la parole.

Traducteur rigoureux, Philippe Jaccottet a des exigences. Ce qu'il véhicule d'autres langues dans le nôtre est l'objet d'un choix. Il tisse ainsi entre le langage, lui-même et les auteurs étrangers un réseau de complexités, manifestes. Cette complexité a été mise, fragmentairement, en évidence grâce à un numéro spécial de la revue suisse de *Belles-Lettres* (2).

HUBERT JUN.

* PHILIPPE JACCOTTET,
UNE POÉTIQUE DE L'INSAI-
SSISABLE, par Jean Onimus. Édi-
tions Champ Vallon (Diffusion
P.U.F.), 173 pages, 64 F.

(1) *Écrits de Gustave Rodin*, 3 vo-
lumes, Éditions Bibliothèque des
arts. La préface générale est de Phi-
lippe Jaccottet.

(2) A Philippe Jaccottet, numéro
spécial de la revue de *Belles-Lettres*
(Genève).

Science-fiction

La danse des mondes

● *Radix*, premier roman d'A.A. Attanasio publié en France, n'est pas d'un abord agréable ni d'une lecture facile. Mais il vaut la peine. On lit page 82 : « Le jardin entier était la proie d'une langueur pourrissante. » C'est vrai aussi de toute une partie du livre, une autre s'élevant un peu trop dans les sphères éthérées, comme le gaz des marais qui se change en faux follets... Dans un futur lointain, le monde, en proie aux mutations traditionnelles, est peuplé de monstrueux distors. On a déjà vu cela. Mais ce n'est ici que le terreau sur lequel croissent d'étranges entités semi-artificielles qui se disputent l'espace et le temps. Sumner Kagan, le héros, est un personnage répugnant. Disons à sa décharge qu'il n'est pas tout à fait humain. C'est un avatar de la peur de l'ath, nous apprend sa biographie en appendice. Le glossaire définit un vocabulaire qui évoque les cosmogonies antiques de Basilide, Valentin ou Origène. La récit est une descente aux enfers, suivie de la remontée dans un ardent délire spirituel. Au milieu d'aventures sauvages, dans un décor baroque, un itinéraire quasi gnostique, superbe et difficile. (*Radix*, d'A.A. Attanasio, traduit de l'américain par J.-P. Carasso, Laffont, 472 pages, 85 F.)

● Ian Watson est un des écrivains anglais de science-fiction les plus originaux. Il a écrit des livres admirables : *Le Modèle Jonas*, *l'Enchâssement*, *les Visiteurs du miracle*. Il a l'art de lier, dans une intrigue contemporaine ou presque, l'espérance religieuse éternelle aux plus fulgurantes hypothèses de la science moderne. C'est ce que fait sur un autre registre Gary Zukav dans *La Danse des éléments* (Laffont). *La Monde divin*, le dernier Watson, va plus loin encore que les précédents... L'aventure commence en 1997. Anges et prophètes se manifestent sur toute la Terre pour révéler aux hommes que le Monde divin existe réellement dans l'espace : c'est une invitation. Suit le récit du voyage et de la rencontre avec les dieux ou les démons. Un *space opera* spirituel qui tourne un peu court. On demande peut-être trop à ceux qui ont déjà beaucoup donné. En tout cas, j'ai lu avec passion ce roman tourmenté, ambitieux et vibrant. J'aime la manière de Watson de tenter l'impossible à chaque livre et d'échouer chaque fois de justesse. (*Le Monde divin*, d'Ian Watson, Calmann-Lévy, 260 pages, 69 F.)

● Piers Anthony, écrivain américain de moyenne réputation, se surpasse dans son dernier livre, *l'Infini éclaté*, où il joue avec brio d'un médier sûr. Dans ce gros roman, tout boudonnant de vie, il promène un héros typé, Stile, sur deux mondes extravagants : Proton et Phaze. D'un côté, une société féodale manipulant une technologie ultra-sophistiquée ; de l'autre, la magie des contes de fées. L'aventure haletante s'achève rêveusement. Piers Anthony a retrouvé en passant le ton « Galaxie » des années 60, qui émeut toujours les amateurs d'un certain âge. (*L'Infini éclaté*, de Piers Anthony, Nouvelles Éditions Opta, 444 pages, 160 F.)

● La Planète Dante, que Joëlle Wintrebert a choisie pour décor de son second roman, *les Maîtres-feu*, est couverte de forêts et de volcans. Cet enfer très attachant est peuplé de sau-
vages impayables, de biologistes peillards et d'orphelins auto-
chtones. Les aventures de tous ces gens leur les sauviens sont
des gars, et non des moindres il composent un récit rapide et
pédant qu'on suit tout au long avec plaisir, même si l'humour,
parfois, tue le mystère. Après les noircours sublimes de *Radix*, ce
livre paraît limpide et candide. Mais il se rejoint à la fin, avec
le même toussa d'ironie fatéliste. Attanasio termine par cette
phrase : « Tout est pour le mieux. » Joëlle Wintrebert conclut :
« Tout est dans l'ordre. » C'est ce que dit l'air du temps ? (*Les
Maîtres-feu*, de Joëlle Wintrebert, J'ai lu, 224 pages, 15 F.)

MICHEL JEURY.

L'illustre inconnu

(Suite de la page 13.)

Un « soleil noir qui illumine toutes choses » tourne lentement au cœur de l'œuvre de cet illustre inconnu, plus bouleversant que la plupart des écrivains qui ne cessent de nous tirer par la manche. « Je crois que s'est fait jour en nous une petite part de l'intelligence universelle, leur fragile encore et que la plupart des écrivains qui se contentent d'acquiescer s'acharnent à l'annuler. Le « Nous ne sommes pas au monde » de Rimbaud sonne sans cesse à mes oreilles. Mais nous devons nous ef-

forcer d'y parvenir. Le spectacle des nébuleuses est-il plus étonnant que celui des pissinlis qui se ferment quand un nuage passe, et s'ouvrent quand la lumière les frappe à nouveau ? S'ouvrir à plus de lumière. L'intelligence n'est pas un acquis, elle est une lutte, une révolution toujours en marche. La plupart des religions (le taoïsme excepté, mais justement ce n'en est pas une) ont pratiqué par vertu, ou par manque, un renoncement à l'intelligence qui va en sens contraire de la voie divine qui nous est offerte.

Le feu, l'atome, dans redoutables. Mais la lumière contient tant d'autres possibilités que nous ne soupçonnons pas, parce que nous ne savons pas les voir, parce que notre vue est encombrée de façons de faire périmées, de souvenirs et d'agitation vains. Nous ne savons même plus distinguer entre les hommes, en sorte que ce sont souvent les plus médiocres qui mènent le bal. Cependant n'accusons pas notre époque, sans doute une des plus soucieuses de lumière et de vérité qui ait été. Malgré ses manques, une des plus

touchantes. Ainsi va le monde, boulimique, énigmatique et divers. Mais parfois une lueur. A qui bon chercher la clef de l'énigme, il n'y a pas de réponse, il n'y aura jamais de réponse. Chacun se taille son morceau et peu à peu aller nus. « Le mystère n'a fait qu'un pas, il a fait mystère », dit l'Argentin Antonio Porchia dans *Voix*. Quoi de plus vrai, quoi de plus beau ? Il faut accepter l'énigme et en sentir la grandeur.

RAPHAEL SORIN.

PAYOT
SPECIALISTE DES SCIENCES HUMAINES
800 TITRES DISPONIBLES

Je désire recevoir
GRATUITEMENT
votre catalogue général

Nom
Prénom
Adresse

PAYOT
Service LM - 106, bd St-Germain - 75006 Paris

Jean
GROSJEAN
Darius

récit

« La fable élaborée par l'auteur, palpitante de sensations d'autant plus intenses, plus présentes qu'elles émanent d'un passé transformé en substances imaginaires ».

Jean Vulliamy, La Tribune de Genève

Élie

« Jean Grosjean, comme tous les conteurs parle à notre propre mémoire : il nous dit le souffle du vent, la brûlure du soleil, la nuit constellée, la rumeur des champs ».

J.-M.-G. Le Clezio, Le Monde

GALLIMARD *urf*Odysseus Elytis
Prix Nobel

Marie des brumes

« J'ai vu le phénomène du langage prendre des dimensions que je n'avais jamais soupçonnées. » - ELYTIS.

Traduit du grec par Xavier Bordes et Robert Longueville

"Voix" - François Maspéro

JULIETTE
BENZONIDans
le lit des rois

Nuits de nocces

"Goguenarde, elle fait sourire, et même rire. Pas de grand homme pour cette chambrière-là."
GINETTE GUITTARD-AUVISTE "LE MONDE"

"Avec infiniment d'humour et une érudition brillante, amusée, attendrie, malicieuse, passionnée, ironique, tendre, elle nous livre ces oisives principières en une série de tableaux piquants et jamais de mauvais goût."
JEAN PRASTEAU "LE FIGARO"

"Raconter les tumultueuses fiançailles et les nuits de nocces de nos rois, Juliette Benzoni historique confirmée et conteuse née s'y est attachée avec passion... Un succès assuré."
"JOURNAL DU DIMANCHE"

Plon

هكذا من الألف

portrait

Charles Tillon et son paysan révolutionnaire

• Un rebelle revenu de loin

RIEN ne frémait à l'air frais et doux de ce matin silencieux. Le bourg s'engouffrait dans un cocon de brume. « Le mimos fleurira bientôt. » Elle montre du doigt une touffe verte engourdie sur un parterre. Raymond Tillon a rapporté l'arbrisseau de son Sud. Nostalgie ? Non, elle aime le climat breton et le mimosa aussi.

Il y a dix ans que les Tillon ont quitté la lumière d'Aix-en-Provence pour s'installer à l'orée des champs, à La Bouxière, à quelques lieues de Rennes où Charles est né. Il voulait se « repaysier ».

Charles Tillon garde de ses origines paysannes, à quatre-vingt-cinq ans, une manière d'être, innable, la réassurance et la pérennité du chène. Mais, quand il parle, sa sérénité se déchire aux accents fougues du jeune homme généreux et révolté qu'il n'a cessé d'être. Il a connu toutes les convulsions du siècle. Mutilé du *Guichen* en 1919, bagnard, combattant républicain en Espagne, responsable des France-dictes et partisans de la dernière guerre, ministre de l'air de la Libération, dirigeant communiste proscrit par son parti, opposant au stalinisme, Charles Tillon est une vivante légende.

Enfant, on évoquait parfois devant lui l'autre légende d'une famille républicaine, l'aïeul mythique, ce père Gérard qui fut laboureur et député breton sous la Révolution. Promesse de jeunesse ? Salut, pardessus les siècles, d'un connaisseur en révolution ? Pendant vingt ans, il a rassemblé des documents sur le député paysan avant d'écrire sa biographie. C'est que l'histoire s'est intéressée davantage aux bourgeois, aux robins révolutionnaires et aux rous qu'à ce personnage rustique et peu porté aux joutes oratoires. Dans une étude pour le *Serment du Jeu de paume*, David montre un homme au torse massif, les mains jointes comme pour implorer, entre un Du Bois-Crancé et un Beroave conquérants. Moins effacé qu'on ne pourrait le croire puisque les *Rennes* l'ont choisi pour dire leurs doléances aux états généraux.

Tôt orphelin, Gérard est élevé avec son frère - l'ancêtre direct de Charles Tillon - par des oncles de la ville. A seize ans, il renonce à ses études. Il possède un peu de terre, à peine deux hectares, « l'héritage d'une génération ». Paysan : telle est sa vocation.

La vocation de Charles Tillon aurait dû le conduire aux Beaux-Arts. Etudes trop longues pour la bourse familiale : il devient ajusteur. Sur le *Guichen* il échange sa première paie contre une boîte de peinture. Toute sa vie, il a brossé des toiles. Dans les *Communistes*, Aragon décrit un Tillon dans la clandestinité encombré d'un attirail de rapin. Idée, l'une des filles de l'ancien ajusteur, a accompli le rêve paternel : elle est peintre. Au musée de Rennes, Charles Tillon a découvert un tableau de La Tour indûment attribué à l'un des Le Nain dont il connaît si bien les scènes paysannes. « *Toujours la vieille ascendance*. » Ce qui explique sans doute qu'il o'apprécie guère l'œuvre de Picasso. « *Avec Pierre Dax, ce poète du picassisme, je visitais la première exposition de Picasso après la guerre. Tout à coup, je vois l'œil sur la fesse ! Je dis à Dax : cette conception de l'homme, ce n'est pas possible ! Il me répond : mais regarde ce blanc, là ! C'est un blanc de Picasso.* » Et pourtant, *Guernica*...

Rude vocation que celle de Michel Gérard. Sa terre est grevée d'impôts. Comme la multitude paysanne, il fait les corvées et paie la dîme tandis que la noblesse et le haut clergé pavoisent, écrasent les manants de leur mépris. La crise agricole frappe les foules rurales. Les idées des Lumières ont pénétré

les esprits. En cette année 1789, le père Gérard cotend bien exécuter son mandat, réclamer justice au roi de cette féodalité qui accable le peuple, c'est-à-dire exiger une société moins inégalitaire. Cet homme de bon sens, déjà âgé pour le temps - il a cinquante-deux ans - est en somme républicain sans le savoir. C'est compter sans la noblesse bretonne qui, aveuglée par l'orgueil, boude les députés de sa province et

ressemble avec l'ancien ministre parait tout à coup évidente...

Après la clôture de la Constituante, Gérard revient à sa ferme du Tuel, bien décidé à refuser tout rôle public et à travailler dans la paix des champs. Pas pour longtemps. Collot d'Herbois persuade la Législative de faire diffuser dans les campagnes une vulgarisation de la Constitution et d'utiliser à cette fin la renommée



(Dessin de CAGNAT)

intrigue avec cette farouche de Marie-Antoinette. Elle a tort : les députés s'organisent sans elle et la démocratie s'installe au Club des Bretons qui informe ses mandants des atterrolements de Versailles. Le Club des Bretons joue un rôle important dans la « radicalisation » du Tiers et devient peu à peu le point de ralliement des diverses provinces, avant d'être absorbé par les Jacobins.

Le 2 mai, le roi reçoit enfin les délégations des provinces. Le père Gérard qui porte toujours ses habits de toile de paysan tranché dans le corset chamarré. On imagine la noblesse qui se gausse. Neckers, rappelé - trop tard - aux affaires par Louis XVI, lance le monarque à faire un geste en faveur de la chère paysannerie. On pousse le député laboureur. Le royal crétin lui tend la main et lâche un « *Bonjour, mon bonhomme !* ». Voilà le « bonhomme » soudainement célèbre. Les gazetiers en font son figure populaire et louent la politique de la « main tendue ». Déjà, et encore trop tard.

Est-ce le père Gérard, alors que la fureur grogne dans les campagnes, qui fera adopter l'abolition des privilèges, un an après, lors de la fameuse nuit du 4 août ? Certes, les droits seigneuriaux sur la terre ne sont pas encore abolis mais leur suppression s'inscrit à terme. Charles Tillon et la conviction que son aïeul prit le parole. « *Je ne dis pas qu'il est d'origine de cette initiative. Je dis qu'il a été désigné par le Comité des Bretons, par les bourgeois bretons. N'oublions pas que Gérard est célèbre depuis sa poignée de mains avec le roi. C'est aussi dans le style de toutes ses déclarations.* » La force de persuasion de Charles Tillon est sans égale. Il a tellement dû convaincre au long de sa vie. Sur un médaillon, on voit le père Gérard de profil. Effet de l'imagination ? La

le fauillaton

Monsieur a sonné ?

(Suite de la page 13.)

Si le postulant fait l'affaire, ils l'arrêtent », selon une formule sinistrement élogieuse. Le domestique n'a accès à aucune vie : ni femme, ni argent, ni voix à lui, à peine droit à son odeur, perdue dans des livres anonymes... Seuls les chiens aiment leurs maîtres, à ce compte-là. Oscar espère s'en tirer par l'observation narquoise. Malgré consolation qui ne le sauvera pas de l'aliénation, ou sens social et médical : on le trouvera pendu au plafond, comme une des sonnettes qui ont réglé, dralin-dralin, son destin.

E mépris n'a jamais suffi à tenir en vie ni à soutenir une œuvre. Le narrateur du *Saint Office* est condamné à anéantir, pour moins en souffrir, sur la vulgérité fondamentale de sa condition. Il subit les noms et les situations dignes de Labiche, multiplie les calambours, ces pieds-de-nez suicideurs à sa propre impuissance. Il n'y a pas de grand écrivain domestique. Les seuls moments où le prose d'Oscar prend des ailes, c'est lorsqu'il peut oublier son état, qu'il songe à son enfance ou qu'il rêve, enfin libre, au métro Maine-d'Issy - Porte-de-la-Chapelle.

Par chance, c'est un commissaire-priseur qui lui tient la plume, c'est-à-dire - Maurice Rheims le dit lui-même - une sorte de labyrinthe supérieur. Ce couloir est le clef du livre, et en assure le sursaut secret. Lieux et objets sont inventoriés en connaisseur raffiné, comme si Oscar, à temps perdu, avait passé quelque U.V. d'histoire de l'art. Il a l'œil d'un pilier de Drouot et d'un as de la succession huppée. Surtout dans une nouvelle place, il hume les choses, dépiste les « merdes » - comme on dit, non sans motif secret, des habitants sans prix : il sépare l'héritage de l'écoué, que les parvenus mâlent à plaisir. Les coffres-forts lui parlent, comme les ventres au médecin. Des bibelots, il déduit les âmes : ostentation ici, dissimulation là, suffisance et sottise partout... Car il n'y a pas de bon maître. « *Il n'y en aura, dit Brecht à la fin de Pontila, que quand chacun sera le sien.* »

L'EXPERT et le valet ont en commun de rester du côté de ce qu'ils effleurent du dehors, et de préserver l'ordre qui les exclut. De même que le premier veille au bon usage des objets, au bon goût de leur agencement, le second transmet d'une pièce à l'autre les bonnes manières en train de se perdre. On ne perd pas un Corot dans les waters, et on ne repassa pas les antres : c'est comme ça. Au luffat, le principe transmis et indiscuté tient lieu de morale, de fierté, de métaphysique. Ainsi Oscar finit-il dans le peau - toujours failleuse, apprend-on - d'un collectionneur : il couvre les murs de sa dernière place avec des emblèmes de son sergent, des centaines de clochettes, parmi lesquelles celle dont Proust, qui la tenait de sa mère, harcelait Céleste.

Si le commissaire-priseur et le valet de chambre s'entendent à défendre l'avoir et le devoir des autres, à défaut d'être, ce n'est pas par conservatisme mais par respect ironique et macabre de ce qu'objets et codes révèlent sur le précarité de tout. La visite guidée que Paul Marend fait faire à l'auteur dans les catacombes des capucins de Palerme, avant de voler lui-même en cendres, suggère le sens profond de ce *Saint Office* facétieux et secrètement désespéré : un hommage à la poussière où s'abîment nos ventres, entre deux planches de carreau où deux lettres de perçure.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* LE SAINT OFFICE, de Maurice Rheims, Gallimard, 428 p., 90 F.

Pierre BERTAUX

Hölderlin ou Le temps d'un poète

« Le poète que je préfère ? Peut-être Hölderlin »

Louis Aragon

Authentique comme l'histoire, passionnant comme un roman.

GALLIMARD

ur

(1) 1969, Julliard et 10/18.

Le romantisme vendéen

Le deuxième centenaire de 1789 flamboie désormais sur le proche horizon, et la France officielle s'apprête à en commémorer religieusement les fastes. L'orage révolutionnaire ne laisse pourtant pas partir les meilleurs souvenirs. Sa célébration promet d'en réveiller même quelques-uns d'assez abominables, dans les départements de l'Ouest, soumis pendant la Terreur à des représailles militaires d'une sauvagerie totale. Journaliste de radio, Jean-François Chiappe, diffuse un peu son mépris de France-Culture pour raconter en trois volumes l'histoire sanglante des révoltes vendéennes, bretonnes et normandes contre la République (1). A en juger d'après les preuves qu'il sort des archives pour les deux derniers tomes, le système des droits de l'homme n'y a pas de main morte pour mater des paysans rebelles.

Le général Turreau ordonnait tranquillement de tous les passer au fil de la baïonnette, avec femmes et progéniture. L'armée jacobine exécuta scrupuleusement ses ordres, assassins, torture, viols, égorgement, et laissa sur ses traces un sillage de bourg et de champs incendiés, non sans rôtir ici et là par espionnerie quelques barbares à la broche. L'horreur culmina probablement au petit village de Lucs. Dans ce véritable Oradour avant la lettre, la soldatesque extermina la population avec ses cent neuf enfants.

Un peuple aux abois

Parmi ces épouvantes, l'irrépressible Charette devient non seulement le champion de la Monarchie, mais tout autant le défenseur naturel d'un peuple aux abois. Son biographe en propose un portrait nuancé, sans idéalisation paritaire. Il s'efforce de le comprendre avec un esprit moderne qu'une phrase résume d'un trait : « Dans le langage d'aujourd'hui, c'était un inadapte ». Mais héroïque !

Avec la comte Marie, Pierre, Louis de Frotté, la frénésie se termine sur les exploits et le mort d'un personnage plus classique, moins haut en couleur, arrivé trop tard dans l'histoire pour le convertir en légende. Epuisée par cinq ans de fureurs, d'enthousiasmes fous, de souffrances et de guillotinades, la France d'après Thermidor n'aspire plus qu'à un repos pré-bonapartiste. Modérée par tempérance, la Normandie n'apporte qu'assez peu de aide à soutenir ses nombreux royalistes dans leurs dernières aventures. Louis de Frotté et ses compagnons continueront néanmoins à se battre jusqu'au peloton d'exécution.

Trente ans plus tard, le romantisme enflema toute une génération républicaine. Par ses récits, Jean-François Chiappe montre qu'il avait juté sans doute ses premières ébauches parmi des traditionalistes transformés par les circonstances en réfractaires indomptables. Cette constatation n'étonnera sans doute pas les amoureux de Chateaubriand... Mais dans la France décentralisée des révoltes régionalistes, les descendants des victimes n'assisteront peut-être pas sans protester, en 1989, à la glorification théâtrale des bourgeois de leurs pères. Le gouvernement parisien ferait bien d'y réfléchir avant d'organiser la fête.

Une lecture attentive de Jean-François Chiappe, au style un peu précieux mais à l'intelligence toujours honnête, permettrait au moins d'éviter quelques fautes d'attention, tant il donne de détails méconnus sur ces guerres fratricides.

GILBERT COMTE.

* JEAN-FRANÇOIS CHIAPE, *La Vendée en armes*, les Grands, 476 pages, Librairie académique Perrin, 100 F ; *La Vendée en armes*, les Grands, 694 pages, Librairie académique Perrin, 120 F.

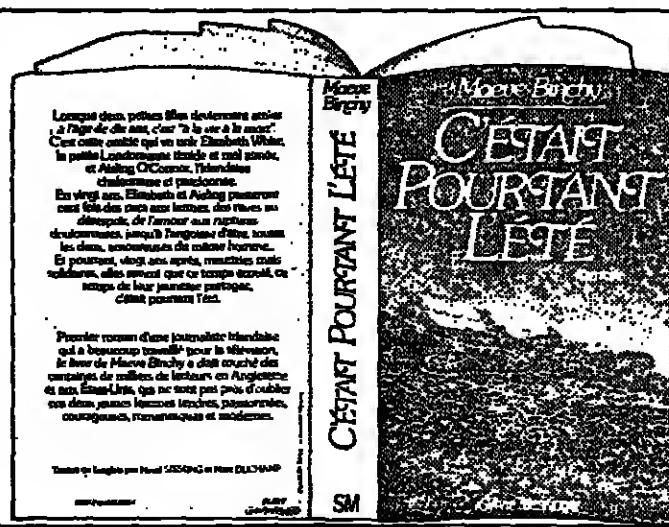
(1) Sur le premier tome, la *Vendée en armes*, 1973, voir notre article dans « *Le Monde des livres* » du 21 mai 1982.



« Du vrai roman, qui enchante, émeut, bouleverse... C'est ça le talent. »

Françoise Xénakis, *Le Matin*.

Sylvie Messinger, 31, rue de l'Abbe-Gregoire, Paris 6 - 75276-67.
446 pages - 84 F - En vente dans toutes les librairies.



هكذا من الأصول

lettres étrangères

Un modèle pour la jeunesse allemande ?

● En épilogue d'une année Goethe.

1982 était une année Goethe, le cent cinquantième de la mort du maître de Weimar. Sans les efforts de l'Institut culturel allemand, cet anniversaire aurait passé presque inaperçu. Plusieurs conférences ont été données sur l'invariable thème « Goethe et la jeunesse » : Goethe et la botanique, et la Rome antique, et la politique, Goethe a parlé de tout, sinon avec pertinence, du moins avec aplomb, et plusieurs générations d'Allemands accusent encore les symptômes d'un « complexe d'Eckermann » aigu.

Martin Walser vient de consacrer une amusante pièce (1) au pitoyable destin du fidèle secrétaire et faire-valoir de Goethe. Johann Peter Eckermann se présente à Weimar en 1823. Il a trente ans, Goethe en a soixante-quatorze. Il cherche auprès du maître un encouragement pour sa carrière littéraire et ne veut pas rester plus de trois jours dans ce trou perdu qu'est Weimar. Mais Goethe se saisit adroitement du pèlerin et le met à son service, sans lui donner jamais un sou. Après 1832, Eckermann végète à Weimar, qu'il a plus la force de quitter. Il a perdu toute flamme personnelle. En 1848, un collaborateur du journal de Karl Marx vient l'interviewer. Eckermann bredouille quelques formules anti-révolutionnaires. L'enseignement du Goethe n'a définitivement engourdi sa conscience politique.

Le destin d'Eckermann vu par Walser résume les maléfices du culte de Goethe en Allemagne.

Le potache qui sommeille en nous applaudit à ces petites insolences. Pourtant l'anniversaire de Richard Wagner, célébré cette année avec bien plus d'excitation, montre ce qu'est le véritable « culte du génie ». Goethe, lui, n'a pas cherché la popularité. Ses plus grands aveuglements paraissent veniels à côté des pitreries idéologiques de Wagner. La postérité ne manque-t-elle pas de discernement lorsqu'elle s'emballe pour le maître de Bayreuth et boude celui de Weimar ?

Tandis que les éditeurs d'outre-Rhin proposent des *Œuvres complètes* au maître, les librairies françaises offrent bico bico de nouvelles goethiennes. Aussi faut-il saluer spécialement la réédition réunie de la *Correspondance*, un choix bien sûr très restrictif parmi les quelque quatre mille lettres conservées (grâce à l'excellent Eckermann !). Mais on trouve dans ce recueil des documents essentiels. Constatons, comme la lettre à Kleist de 1808, où le classique dédaigne le jeune romantique. Passionnément, comme la correspondance avec Schiller, le seul que Goethe ait vraiment considéré comme son égal. On découvre un maître plus humain, tourmenté ou plaisantin. On le voit vieillir, de plus en plus solitaire, parlant à la postérité par-dessus la tête de ses contemporains.

La collection bilingue Aubier-Montaigne, qui donne au lecteur français l'accès le plus complet à l'œuvre de Goethe, s'enrichit d'un nouveau volume de poésies, celles de la maturité et de la vieillesse (2). Sagesse et méditation, compositions savantes, universalité d'une inspiration qui embrasse l'Orient et l'Occident : la monumentalité pétrifiée de Goethe inspire plus de respect que d'émotion. Pourtant, des textes comme la *Trilogie de la passion* trahissent les accès de désespoir qui déchirent cette sérénité olympienne.

La passion nous fait souffrir ! Cœur angoissé. Qui donc t'apaisera, toi qui as trop perdu ? Le beau suprême en vain t'a été réservé. Trouble est l'esprit, confus ! Ce qu'il doit entreprendre.

On retrouve avec joie l'auteur de *Werther*, celui qui reste à redécouvrir, révolté, exalté, fragile, dionysiaque. La dernière lettre de la *Correspondance*, adressée à Humboldt,

(1) In *Goethes Hand*, Frankfurt, Suhrkamp 1982.

(2) Signalez aussi une nouvelle traduction, par Jeanne Ancelet-Hustache, des *Années d'apprentissage de Wilhelm Meister*, chez Aubier-Montaigne.

CONFÉRENCE
MERCREDI 23 MARS à 18 h 30
L'écriture et les Arts en conjonction
Par Gilles HENAU
Ancien Conservateur du Musée d'Art Contemporain à Montréal.
Professeur à l'Université du Québec
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantin (7) - 651-35-73
Métro : Invalides
ENTRÉE LIBRE

semble tendre la main à l'interprétation de Freud : « Tout talent porte en soi inconsciemment les règles de son développement. Qu'il reçoive de l'extérieur, rien ne porte atteinte à son individualité. Lier sans conscience dans une libre activité l'acquis avec le naturel, voilà ce qui crée une unité propre à émerveiller. »

JACQUES LE RIDER.

★ CORRESPONDANCE 1765-1832, de Johann Wolfgang von Goethe, traduit par Adèle Fanta et Claude Rott, Les Presses d'aujourd'hui, 386 pages, 100 F.

★ POÉSIES, DU VOYAGE EN ITALIE JUSQU'ÀUX DERNIERS POÈMES, de Goethe, édition bilingue traduite et présentée par Roger Ayraud, Aubier-Montaigne, 532 pages, 150 F.

Les Presses d'aujourd'hui s'arrêtent

CETTE correspondance de Goethe sera la dernière production dans cette collection de « L'arbre double » qui avait pour ambition de rassembler de grands textes peu connus du public français, en les intraduisant par une préface substantielle. En effet, les Presses d'aujourd'hui, qui dirigeait Jean-Pierre La Dantec, assisté de Catherine von Bulow, s'arrêtent.

Cette jeune petite maison d'édition, filiale à 100 % du Gallimard, ne fêtera pas ses dix ans : une première collection « La France sauvage » avait été créée en 1974 par les anciens de la Cause du peuple - Jean-Paul Sartre, Michel Le Bris et Jean-Pierre La Dantec. Cinq ans plus tard, s'ajoutait la collection de « L'arbre double », qui publiait notamment Heinrich Heine, Lichtenberg, Moses Mendelssohn, Henry David Thoreau, Augustin Thierry, John Ruskin, Theodor Fontane, Heinrich Mann, etc. Les Presses d'aujourd'hui accueillant également René Ghil, Kenneth White, Stephan Hermlin, W. P. Kinsella, Shmuel Trigano, Henri Silex, etc.

La revue *Les Temps modernes*, cependant, continuera, comme par la passé, à être publiée au 22 de la rue de Condé...

2 800 pages pour raconter vingt siècles d'enseignement et d'éducation en France

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION EN FRANCE

— Premier tome : des origines à la Renaissance par Michel Foucault, professeur à l'Université de Lille III.
— Deuxième tome : de la Renaissance à la Révolution par François Lehoucq, professeur à l'Université de Lille III.
— Troisième tome : de la Révolution à la III^e République par François Lehoucq, professeur à l'Université de Lille III.
— Quatrième tome : de la III^e République à la IV^e République par François Lehoucq, professeur à l'Université de Lille III.
— Cinquième tome : de la IV^e République à la V^e République par François Lehoucq, professeur à l'Université de Lille III.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'éditeur : Nouvelle Librairie de France, 36, avenue des Ternes, 75017 Paris (tél. 572.28.89).

livres en vente A PARIS

Joe GAFFNEY. Reiki ! Un ouvrage exceptionnel : le premier livre de photos de charme en 3 dimensions à l'effet de rétroaction. Ce livre est vendu accompagné d'un poster « 3 D » et d'une paire de lunettes spéciales. Love Me Tender. Format 22 x 29,5 cm. 80 pages. 125 F.

L'écriture limpide et mystérieuse de Djuna Barnes.

Il en aura fallu du temps pour qu'enfin l'œuvre de Djuna Barnes soit mise, pour sa partie essentielle, à la portée du public français. Il y eut d'abord la traduction du *Bois de la nuit* par Pierre Leyris, en 1957, rééditée en 1979. Puis celle de *Ryder*, due à Jean-Pierre Richard en 1982 (1). Cet auteur, dont le public était composé d'initiés et qui appartenait à une sorte de panthéon plus ou moins occulte dont les dévots se reconnaissent à quelques mots de passe, avait été, il faut le souligner, admirablement servi par ses traducteurs.

On avait là les deux ouvrages essentiels : *Ryder*, qui est une sorte de roman familial ou d'autobiographie mythique, montrant Djuna Barnes du côté de Rabelais, partagée entre le pastiche et la satire, jouant fabuleusement de divers langages pour en tisser un qui lui soit propre, démesuré en quelque façon, et emporté. D'autre part, le *Bois de la nuit* livrait l'aspect sombre, quasiment métaphysique, de ce caractère d'exception. Ici et là, le lecteur découvrait des personnages à la fois truculents et angéliques, inconnus et inoubliables. Comment, par exemple, s'associer à la terrasse du Café de la Mairie, place Saint-Sulpice, sans entendre les sarcasmes pitoyables du docteur Mathieu-Pulssant. Grain-de-Sel-Duote-O'Connor, le « parleur » du *Bois de la nuit* ? Et comment, de là, ne pas deviner le passage de l'insaisissable Robin Vote, cette image exacte de l'amour ?

Deux livres publiés en français depuis sa mort viennent compléter

(1) - *Le Bois de la nuit*, aux Éditions du Seuil. *Ryder*, chez Christian Bourgois.

« Une France de l'extérieur, ou les souvenirs d'un conseiller commercial » Par Michel Dupont. 160 p. 39 F. Éditions LANORE, 1, rue Palatine à Paris 75006. Un petit livre instructif, vivant, plein de franchise sur la Chine, Ceylan, la Syrie, la Finlande, l'Irlande, les Émirats, le Qatar, l'Oman. Un livre qui ne laisse pas indifférent.

la connaissance que nous avons de Djuna Barnes : *L'Almanach des dames* et *La Passion*. Le premier de ces volumes - dont l'édition fut, dit-on, financée par Nathalie Barney, l'amazone de Remy de Gourmont - parut à petit tirage (en anglais), en 1928, chez Darantière à Dijon. Au vrai, *L'Almanach des dames* tient à *Ryder* par son débridé, sa faconde, son audace et son extrême liberté. L'auteur y use d'archaïsmes savoureux pour dresser une sorte de catalogue nû, sous la houlette de Dame Évangéline Musset (qui est Nathalie elle-même), se dévillant quelques-unes de ces jeunes personnes dont, vingt ans plus tôt, Pierre Louys avait dit qu'elles étaient « les jeunes filles de l'avenir ». Que nous ne possédions pas les clés exactes de cet almanach trépidant ne désolera que les amateurs de la petite histoire et non les fanatiques du texte. Si *L'Almanach des dames* tient à *Ryder*, il est manifeste que certaines des neuf nouvelles qui composent *La Passion* se rattachent au *Bois de la nuit*. L'œuvre de Djuna Barnes acquiesce ainsi, pour nous, une singulière et troublante unité de sens. J'ajoute que les traductions de Michèle Causse et de Monique Wittig sont elles aussi remarquables.

Exprimer la sensation d'une pensée

Djuna Barnes a publié six volumes au total, dont une pièce en vers qu'elle tenait pour son œuvre la plus accomplie : *Autofon*. Son père était américain ; sa mère anglaise. Elle est née dans l'État de New York en 1892. On trouvera dans ces événements les données initiales de *Ryder*, où l'antagonisme des parents ordonne la trame de la fable dans son entier. Très jeune, Djuna Barnes suivra les cours de différentes écoles d'art avant de devenir reporter et dessinatrice pour diverses publications américaines. Elle montrera sur les planches pour jouer des pièces d'Eugène O'Neill, mais le dessin, la gravure et la peinture ne cesseront de la requérir. On a conservé, dans l'édition française de *L'Almanach des dames*, et en partie dans celle de *Ryder*, les illustrations qu'elle avait composées pour les éditions originales de ces deux volumes. En 1943, dans sa galerie de Manhattan, Peggy Guggenheim (à laquelle le *Bois de la nuit* est dédié) en organisa une importante exposition rétrospective.

C'est en 1923 que Djuna Barnes publie son premier ensemble de textes, poèmes et proses réunis. Le titre en est on ne peut plus simple : *Un livre*. *L'Almanach des dames* est de la même année. *Ryder* suivra cinq ans plus tard. Les récits de *La Passion* ont été composés entre 1923 et 1929. Le *Bois de la nuit* est de 1937. Entre-temps, Djuna Barnes a vécu en Europe - principalement à Paris où elle figure en bonne place dans la cohorte des auteurs anglosaxons et américains dont la présence à Seuil, à Saint-Germain-des-Près et à Montparnasse a été, pour ce qu'on comme la « modernité ».

Richard LOUGUET
Maître Ebéniste
Restauration de
STATUES
et de
MEUBLES ANCIENS
49, rue des Flandres, 75020 Paris
Tél. : 787-85-90

Maintenant, les acheteurs de livres ont leur journal en vente à Paris et dans la Région Parisienne, un vendredi sur deux.

« من الكتاب »

« من الكتاب »

Une Greta Garbo du royaume des lettres

un élément capital. C'est une femme étrange et imprévisible, disent les témoins. Nous savons, à la lire, qu'elle devait être exigeante à l'extrême - et qu'elle créait, sans trop de tumulte, quelque chose de nouveau. C'est qu'il y a une écriture propre à Djuna Barnes. Une écriture à la fois limpide et mystérieuse. On a l'impression qu'une image se forme dans l'écriture même, puis qu'elle s'impose en tant qu'image, et non en tant que pensée. Le texte de Djuna Barnes est une intuition qui a partie liée avec la poésie et non avec la prose de la raison. Michèle Causse cite avec opportunité cette expression qu'on trouve dans le *Bois de la nuit* : « Cette pensée, qui n'était que la sensation d'une pensée ».

Dans les contes brefs qui composent *La Passion*, on découvre le vif de cette démarche : la description d'un geste, une couleur saisie, une attitude fixée, une parole notée... et le texte peut prendre fin : tout est dit de ce qu'il importait de dire et non pas de démontrer. On peut faire confiance à Djuna Barnes ; les quelques feuillets que nous avons lus viendront nous hanter - et précisément au-delà de la pensée. Par le dedans de nous-mêmes, si l'on peut dire.

Cette démarche (qui est de biais, ou bien, oblique) est capitale. Elle s'applique fort bien au « lesbia-

nisme » de notre auteur. Il ne s'agit pas d'un saphisme militant. Au fait, Djuna Barnes ne dit même pas le saphisme. C'est son écriture qui le constitue. Autrement dit : tout se joue au niveau du langage. Le sujet du *Djuna Barnes* n'est pas le saphisme - mais son écriture est une écriture de l'altérité. C'est ce qui la fait insurpassable.

Si ses œuvres complètes se constituaient en une sorte de cercle, son registre était étendu, ainsi que permet de le constater la lecture conjointe de *L'Almanach des dames* et de *La Passion*, puisque ainsi nous basculons de la plus truculente drôlerie à la gravité la plus émouvante. Ceux qui l'ont connue disent qu'elle était une grande dame, une façon de Greta Garbo du royaume des lettres. Quoi qu'il en soit, c'est un écrivain de premier plan. Elle est morte dans sa petite chambre de Patchin Place, à New-York, dans le Village, en juillet 1982.

HUBERT JUNI.

★ L'ALMANACH DES DAMES, par Djuna Barnes, traduit de l'américain et postface par Michèle Causse. Collection « Textes », Éditions Flammarion, 162 pages, 45 F.

★ LA PASSION, par Djuna Barnes, traduit de l'américain et préface par Monique Wittig. Collection « Textes », Éditions Flammarion, 167 pages, 45 F.

Odyssée Elytis et « Marie des brumes »

Il est vraiment paradoxal que le voix d'un homme comme Elytis, prix Nobel 1979, ne nous soit parvenue jusqu'ici en français qu'à travers des textes assez secondaires du moins peu représentatifs de l'œuvre essentielle du poète. Jusqu'à ce jour en effet, on ne pouvait se procurer que les *Clepsydres de l'inconnu*, recueil publié en Grèce en 1938 et qui porte encore la trace éclectique de l'aventure surréaliste de l'auteur, et *Six plus un remède pour le ciel*, publié en Grèce en 1980 (1). Mais l'œuvre fondamentale, celle à travers laquelle Elytis a su traduire le « chant général » de son pays, cette grande psalmodie de l'histoire, du mythe, du verbe et de l'incantation, *Auton Esti*, reste toujours inconnue du public français.

Une œuvre également marquante, *Marie des brumes*, poème dramatique-lyrique, publiée en Grèce en 1978, est parvenue récemment dans une belle traduction de Xavier Bordes et Robert Longueville. C'est un texte bien difficile à définir. Car ce n'est pas proprement un dialogue entre le poète mais un dialogue entre le personnage de Marie des brumes et son partenaire, une sorte d'antiphonisme comme on comporta la liturgie orthodoxe qui, au lieu de parler d'anges et d'archanges, parlerait des ombres, des lumières, des reliefs de notre vie de chaque jour. Texte difficile à éclairer si l'on veut en saisir les magnifiques, inoubliables allusions, en ce qu'il se réfère souvent à des traditions populaires, des fragments naïfs ou littéraires de la mémoire grecque. Mais ce texte, à la fois prophétique, familier et haïku, qui met en scène une Nedja grecque, définit parfai-

tement la nouvelle modernité du poète qui entreprend l'inventaire lyrique de nos extases et de nos démissions, ne dit rien de simple mais intensément qu'il ne faut rien attendre d'un temps et d'un espace qui seraient au-delà de nous, que tout doit se vivre ici et maintenant et que, lorsque le paradis est fait des mêmes matériaux que l'enfer, autant savoir combiner nos jours, nos gestes et nos désirs dans une voie paradoxale. Tout cela se traduit aussi par de brèves mais féeriques citations qui courent au long de l'œuvre, des scolies nécessaires qui disent par exemple :

Quand tu entends hurler la vent, c'est le Ciel qui s'en vautre.
Il n'est pas encore né
[le Magellan d'une rose,
C'est bigamie d'aimer et de rêver.

Bréviaire d'une vie autre, d'une vie à inventer selon l'évangile de Marie (Marie des brumes évidemment), cette œuvre apparaît comme la plus libre et la plus fraternelle du poète, puisqu'elle nous dit le parent nourricier du désir et de la volonté et qu'elle éclaire les zones encore inconnues de nos mots.

JACQUES LACARRIÈRE.

★ MARIE DES BRUMES, d'Odyssée Elytis. Traduit du grec par Xavier Bordes et Robert Longueville. Maspero, coll. « Vents », 105 p., 62 F.

(1) Les *Clepsydres de l'inconnu* (Fata Morgana, 1980, traduction J. Lacarrière). *Six plus un remède pour le ciel* (Fata Morgana, 1977, traduction F.-B. Miché).

Wagner MEILLEUR LIVRE SUR LA MUSIQUE PRIX DE LA CRITIQUE 1982

Martin GREGOR-DELLIN

Avec ce gros livre, Martin Gregor-Dellin a réalisé une manière de chef d'œuvre.

Jacques Longchamps, LE MONDE
« Un chef d'œuvre qui permettra de valider d'un coup des kilomètres de rayonnages wagnériens devenus inutilisés ».

André Tubeuf, LE POINT
« La bible du wagnérien moderne, l'ouvrage absolu de référence ».

Philippe Olivier, OPÉRA INTERNATIONAL

FAYARD

(Publié)

LE SKI DE FOND Libert Tarrago

Plus qu'un sport, le ski de fond est devenu un phénomène de société. On ne peut cependant cesser à son sujet sans en connaître les pratiques et les théories. LE SKI DE FOND constitue pour chaque pratiquant, confirmé ou débutant, un document indispensable. La photographie, l'illustration et le texte en font un document clé de la nouvelle passion de millions d'adeptes en quête de grand air de l'hiver.

Collection « Sports 2012 » Éditions SOLAR 70 F

Trente millions pour un noir

« BIG BR AU BU »

Les moyens de survie des salariés et se perdit Une enquête de

SCIENCES

Trente mille chiffres pour un nombre premier

Vous prenez un papier, un crayon, et le nombre 2. Vous le multipliez par lui-même. Vous recommencez. Après quelques siècles de travail, vous obtenez : 28843. Vous retranchez 1 du résultat. Le nombre de chiffres du plus grand nombre premier connu. Un nombre premier n'ayant, par définition, aucun diviseur, la vérification est simple : il suffit de diviser ce nombre par tous les entiers qui lui sont inférieurs et de constater, au bout de combien de milliards d'années ? — que la division ne tombe jamais juste.

Si vous n'avez pas la patience nécessaire, vous remplacerez crayon et papier par un des plus puissants ordinateurs existants, le Cray-1. Vous employez une méthode un peu plus astucieuse pour démontrer la primauté de 28843 — 1 — elle a été découverte par le mathématicien français Lucas en 1876. Il ne vous faudra alors qu'un peu plus d'une heure pour obtenir le résultat. C'est ce qu'a fait l'Américain De-

vid Stouin et c'est ce que rapporte *The Mathematical Intelligencer*. En avril 1979, le même chercheur avait montré que 244497 — 1 était premier : il vient d'établir un nouveau record.

La chasse aux grands nombres premiers n'est pas un sport entièrement gratuit. Des méthodes très puissantes mises au point pour tenter la primauté d'un nombre conduisent à d'intéressantes techniques de cryptographie. La théorie des nombres premiers fournit de problèmes non résolus — le plus « élémentaire » étant l'hypothèse, qui n'est toujours pas vérifiée, affirmant que tout entier pair est la somme de deux nombres premiers. Dans ce vaste et actif champ de recherches, l'obtention d'un nouveau record n'est certainement pas un résultat majeur, mais plutôt un symbole des progrès que continue d'enregistrer une branche des mathématiques déjà fort active dans la Grèce antique.

M. A.

UNE INSTALLATION NON PROLIFÉRANTE DE RETRAITEMENT NUCLÉAIRE COMMENCE À FONCTIONNER AU JAPON

La société japonaise Power reactor and nuclear fuel development corporation vient d'annoncer qu'elle avait construit une installation de retraitement nucléaire non proliférante. Le plutonium extrait des combustibles irradiés n'est pas isolé, mais soigneusement mélangé à de l'uranium. Ce mélange pourrait alimenter des installations nucléaires civiles — en exigeant une certaine adaptation de celles-ci — mais est impropre aux utilisations militaires. Le principe est de mélanger les solutions de nitrate d'uranium et de nitrate de plutonium, et de provoquer par chauffage à 700 degrés Celsius une coévaporation des deux matériaux fluides.

L'installation, d'un coût de 30 millions de dollars, est à petite échelle : dix kilogrammes de matière radioactive sont traités par jour. Cette capacité est accordée à celle de l'usine existante de Tokai Mura, au nord de Tokyo, et qui peut retraiter 216 tonnes par an de combustible irradié. Construite par la société française S.C.N. — alors filiale de Saint-Gobain et du Commissariat à l'énergie atomique — elle n'a pu entrer en fonctionnement en 1981 que sur accord des États-Unis, qui fournissent le combustible utilisé dans les centrales japonaises et gardent un droit de regard sur son devenir.

ARCHÉOLOGIE

AU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Mille ans de Moyen Age en Rhône-Alpes

« Des Burgondes à Bayard, mille ans de Moyen Age », tel est le thème de l'exposition qui présente, au musée du Luxembourg, depuis le 19 février et jusqu'au 24 avril, le résultat de cinq ans de fouilles (de 1975 à 1980) réalisées dans la région Rhône-Alpes dans le cadre d'un programme pluridisciplinaire de recherche en sciences humaines.

Présentée successivement à Grenoble, Lyon, Genève et Valence, cette exposition itinérante est maintenant à Paris. Pour ce séjour dans la capitale, les commissaires MM. Collardelle, J.-F. Raynaud, M. D. Kahn, MM. E. Chapu et C. de Mérold l'ont augmentée de documents d'archives provenant des fonds régionaux et municipaux, de la Bibliothèque nationale et des Archives de France.

Jusqu'au lancement de ce programme, la transition entre Bas-Empire et Haut Moyen Age et cette dernière période elle-même étaient fort mal connues. Il existe, en effet, peu de documents écrits sur ces quelques huit siècles. C'est seulement au début du douzième siècle que les seigneurs deviennent assez importants pour créer leurs propres archives, dont une partie est parvenue jusqu'à nous. Mais, même pour la période postérieure au douzième siècle, les fouilles ont révélé des éléments de la vie de tous les jours qui n'apparaissent pas, en général, dans les documents écrits.

Le monde gallo-romain n'a pas disparu brusquement. Longtemps, de grands domaines et des villes survivent (comme en témoigne la villa de Larina à Hières-sur-Ambry (Isère), même après l'arrivée dans la région de populations nouvelles, les Burgondes en particulier. Certes, les villes sont plus petites que sous l'Empire, mais elles continuent à jouer un rôle important, grâce aux évêques, qui constituent souvent la seule autorité stable. A cette diminution des villes correspondent une décadence des techniques (la céramique est plus fruste et le verre disparaît) et une réduction notable des circuits commerciaux et la christianisation des

campagnes : l'incinération des morts est remplacée par l'inhumation, et (au grand regret des archéologues) on cesse de mettre des objets dans les tombes.

Sous les Carolingiens, l'Eglise prend de plus en plus d'importance : des édifices religieux sont réparés, d'autres sont construits, de grands monastères sont édifiés qui suscitent auprès d'eux la création de villes nouvelles, Ambroux (Ain), Romans-sur-Isère (Drôme), par exemple. Dans les campagnes, la population se groupe autour de l'église paroissiale.

Le renouveau de l'an mil

L'an mil marque le début d'une période de renouveau de la démographie, de l'économie, de la culture et de l'art, qui se prolongera jusqu'au début du quatorzième siècle. Les villes se repeuplent, la population des campagnes augmente, mais elle se groupe sur des sites nouveaux, attirés par les « basses-cours » entourant les motte castrales. Celles-ci sont des collines artificielles faites au petit pailier — pas besoin d'habiles artisans pour les édifier — où s'élève une tour en bois, le tout étant entouré d'une ou plusieurs palissades de bois. Là réside un nouveau venu, le seigneur local, qui, en l'absence d'un pouvoir central fort, exerce les prérogatives régaliennes (justice, impositions, défense, etc.).

Eglises et monastères sont, eux, construits en pierre et décorés de vitraux et de sculptures. Une certaine vie culturelle se développe dans les campagnes, comme en témoignent les jeux d'échecs ou de trictrac et les instruments de musique qui ont été retrouvés à Charavines (Isère) dans un village du onzième siècle submergé depuis longtemps par les eaux du lac (naturel) de Paladru, ce qui a assuré la préservation exceptionnelle d'innombrables objets de bois et même de cuir.

Peu à peu, les bâtiments de bois des motte castrales sont remplacés par des châteaux de pierre construits sur des sites faciles à défendre. La puissance du seigneur, religieux ou civil, s'exprime par la grandeur du château, qui attire vers lui les populations. Dans le même temps, les villes se développent au point de se voir reconnaître leurs coutumes et bientôt leurs franchises. Le commerce et l'artisanat fleurissent et l'art gothique atteint son apogée.

A partir de 1320-1330, les malheurs de la guerre de Cent Ans, la surexploitation des terres agricoles puis la grande peste apportent la mort (selon les endroits, le tiers, la moitié ou même les trois quarts de la population meurent de la peste) et la misère. Il faut attendre le milieu du quatorzième siècle pour que l'activité et le développement de la région reprennent.

Toute cette évolution est concrétisée par les objets exposés. Peu de textes, mais chapiteaux sculptés, monnaies, boucles de ceinture, armes, objets aratoires et domestiques, parures et bijoux, pots et vases, photos et maquettes, parchemins et sceaux, manuscrits, pierres tombales éclairant, chacun à sa façon, ces mille ans d'histoire.

YVONNE REBEYROL

* Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6.

Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 11 h à 18 h (jusqu'à 22 h, le jeudi). Entrée : 11 francs, 6 francs le samedi. Pour les groupes, les visites-conférences ou la salle d'animation pour les enfants : téléphoner au 540-40-41 (postes 415 à 418).

LE MONDE diplomatique

Numéro de mars

ETRE PAYSAN AUJOURD'HUI DANS LA RÉGION DU FLEUVE SÉNÉGAL

Le prix à payer pour la modernisation agricole. (Aboubacry Moussa Lam.)

L'INCERTITUDE SUR LES MARCHÉS PÉTROLIERS

Menaces sur le système financier international. (Georges Colm.)
Difficile recherche d'un nouvel équilibre. (Nicolas Baridon.)

Le numéro : 10 F.
5, rue des Italiens, 75221 Paris Cedex 09.
Publication mensuelle du Monde.
(En vente partout.)

ARGOS

Organise une journée exceptionnelle le 8 Avril 1983 au PALAIS des CONGRES

sur le thème :

« NOUVEAU VISAGE de la RETRAITE et de la PRÉ-RETRAITE »

Cette journée sera placée sous le patronage de

M. Pierre BEREGOVY

Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale.

Parmi les intervenants de cette journée seront présents :

M. PAVARD Directeur de la CNAVTS,

M. NOUJALHAC Directeur de l'UNEDIC

M. HEQUET Directeur ARRCO,

M. MOUZIN Directeur AGIRC

Prix 1.100 F H.T.

Pour tous renseignements téléphoner au : 523-05-37 ou 233-42-95.

Devenez une lumière en anglais !

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 14 et 28 mars 1983

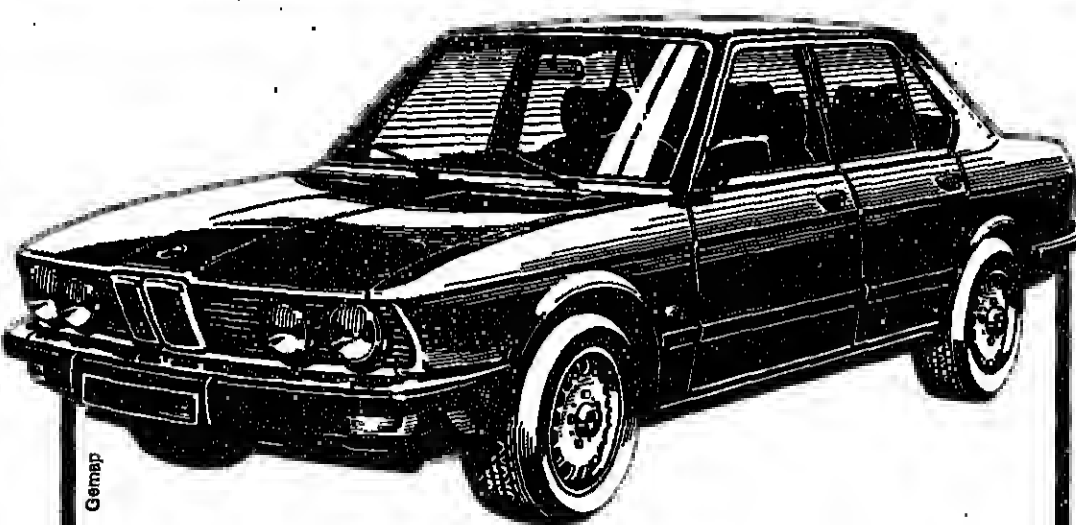


INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



Avec l'ARC participez à la campagne nationale de lutte contre le CANCER Printemps 83

Association pour le développement de la Recherche sur le Cancer
Association reconnue d'utilité publique (décret du 10/11/64)
BP 400 - 94811 VILLEJUIF CEDEX



BMW 520i : une berline 6 cylindres pour 6,5 l aux 100*

La BMW 520i est la seule berline 4 portes à bénéficier, pour 2 litres de cylindrée, de la puissance et de la souplesse incomparables d'un moteur 6 cylindres en ligne.

Par l'exploitation rationnelle d'une technologie futuriste cette 9 cv élève le sens de l'économie au niveau des qualités et des performances attachées à l'esprit de la marque.

Mettez la BMW 520i à l'essai de vos exigences, chez votre concessionnaire BMW.



Le plaisir de conduire

200 CONCESSIONNAIRES ET AGENTS EN FRANCE.

4 NAVIRES AU DÉPART DU PIREE

pour vos croisières aux ILES GRECQUES

TURQUIE - CHYPRE - ÉGYPTÉ - ISRAËL

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

10 JOURS HELLÉNIQUE

THÉÂTRE

BECKETT, par David Warrilow, à Saint-Denis

Le sourire et le néant

Am Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, David Warrilow joue en français deux monologues de Beckett : *Cette fois*, et *Solo* qu'il avait donné en anglais au Centre Georges-Pompidou, pour le Festival d'automne en 1981.

Imaginez une grôte, une voûte obscure. On arrive de la lumière électrique, et le noir vous saisit. Pas tout à fait le noir. Une lueur floue dessine les fantômes, la rambarde en ar rond, fragile garde-fou au-dessus d'un gouffre illimité.

Imaginez un morceau de carlingue, vestige d'un vaisseau spatial explosé, accroché à la nuit immobile de l'anti-matière et gardant en lui des traces de vie, comme une étoile morte reflète des rayons depuis longtemps disparus.

Dans la grande salle du Théâtre de Saint-Denis, les spectateurs sont rassemblés en haut, au balcon. Tout le reste — orchestre, scène — se fonde en une seule masse vertigineusement opaque. L'absence de contours fait perdre le sens des dimensions. C'est de loin, de très loin, en bas, que surgit, comme un pâle aigle, flottant, cette face dont on distingue à peine les traits, auréolée d'une chevelure blanche qui s'étale en soleil, fin visage de sorcière au centre d'une médaille et qui parle.

La voix est masculine. Voix sans âge, sonore, elle roule, circule en cercle, s'affaiblit, arrive de plein fouet, mord le vide et le peuple. Sans pleurer, elle détaille la musique de plaintes rudées. Elle écharne en saccades des souvenirs reliés par la logique émotionnelle d'un homme obsédé par la ruine, où, enfant, il allait se cacher.

C'est extraordinaire : les mots fabriquent les images et on peut voir, en soi, une ruine. En inventer les formes, sentir sur sa paume le contact des pierres usées. Juste le visage presque

transparent — comme une image qui s'imprime sur la rétine avant de se dissoudre — et la voix démesurée, excessivement humaine. Juste une petite chose dans un grand noir, et on peut imaginer l'homme qui était un enfant, son rire, ses meurtrissures, ce par quoi il est passé avant d'être ce gisant, qui, lorsque la voix s'éteint, s'anime d'un sourire d'enfant et sombre dans le néant.

Pendant l'entracte, le décor change. Mais c'est toujours une image latérale, rectangulaire comme une photo en négatif : fond noir, formes blanches, l'amorce d'un lit à une place, un lampadaire avec un globe sphérique, une silhouette d'homme en chaussettes, chemise de nuit. Ses traits sont indiscernables. Des sons s'échappent : respiration, déglutition, raclements de gorge. Paroles hachées, violence sourde de cet homme absolument immobile qui crache sa vie à la guêlle de la mort. La voix démesurée, détachée de lui, l'isole en lui-même. Un bloc rauc centré sur une sorte de fureur lourde qui projette des phrases sans suite, mais chacune est essentielle, évidente et mystérieuse. Rien n'est plus à imaginer, tout est là, par le miracle de l'acteur.

On peut parler de miracle, ce n'est pas trop. David Warrilow atteint un sommet, dépasse ce que l'on peut en faire. Il fait d'un moment précieux, à garder en soi.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, jusqu'au 26.

DANSE

INAUGURATION DU BALLET DU NORD A ROUBAIX

L'internationale néo-classique

L'avènement d'une compagnie de ballet, troisième étape de l'implantation internationale de l'Opéra du Nord menée par le ministère de la culture et les collectivités locales, a été célébrée le 11 mars au Collège de Roubaix.

Situé dans le quartier populaire de l'Épeule, le Collège, ancien cinéma music-hall, très caractéristique des années 30, a été transformé en un superbe centre chorégraphique. Il comprend deux studios, dont l'un, l'ancien dancing rouge et or doré de gradins, peut servir de lieu de démonstration publique ; et aussi une salle de spectacles, conçue pour contenir entre six cents et mille trois cents places, au choix, grâce à un plancher hydraulique.

Classique ou moderne ? La vocation du ballet a oscillé selon les personnalités successivement pressenties : Margy Marth, Gigi Coculescu, Vittorio Bisio... C'est finalement Alfonso Cata le directeur artistique du centre. Naturalisé américain, cet artiste d'origine cubaine a fait ses études à Genève avec Boris Krassoff et, débuté chez Roland Petit en 1956, avant de danser au Joffrey Ballet, dans la Compagnie Cuyas, à Stuttgart et au New York City Ballet. Balanchine l'introduit à Genève, où il devait diriger le ballet de 1969 à 1973. Après un séjour à Francfort, il s'éloigne enfin aux États-Unis, pour enseigner chez Harkness et Joffrey.

Alfonso Cata, qui a pris ses fonctions à Roubaix en septembre 1982 et constitué une compagnie entièrement nouvelle (quatorze filles, dix garçons), a placé la barre très haut : en ouverture de saison, un programme exclusivement consacré à Balanchine. Part tenu. Dès la soirée d'inauguration, le Ballet du Nord a été affirmé comme un instrument efficace et d'une belle qualité.

Une foule nombreuse se pressait au Collège, dans un climat un peu mitigé en raison des élections et du changement de municipalité. La salle bleue et rose avait été disposée en forme d'amphithéâtre (la rambarde haussée jusqu'au niveau du balcon) avec, dans la fosse, l'orchestre de l'Opéra des Flandres dirigé par Henri Galois. Le scène panoramique s'est ouverte sur un cyclorama d'un bleu agressif pour les *Quatre Tempéraments*, un ballet test, où, très vite, la troupe s'affirme musicienne, harmonieuse et disciplinée. Elle a encore baccin de travailler pour acquiescer la vitesse et le style « américain » de

Balanchine (le fameux déhanchement, la rythme chatouillé) ; mais l'interprétation est anguleuse à souhait et la chorégraphie toujours faillible sans acquiescer. En général, les filles ont de belles pointes. Quelques individualités se détachent, comme Mario Trujillo, un intéressant flegmatique.

On passe de l'épure au ballet narratif de monter des ballets de Violette Negredo, John Clifford, Lynn Seymour et sa propre version de *Daphnis et Chloé*. Il apparaît le Ballet du Nord à une internationale néo-classique qui va de New-York à Londres Stuttgart, en passant par Nancy. Cette option ne risque pas de porter ombre au Ballet du XX^e siècle. Elle le conforte comme champion de la modernité dans cette région.

MARCELLE MICHEL.

LA PÉNICHE-OPÉRA

RÉCITATIONS

George APPELHÉ, Martine VAUD

Mise en scène Michel ROSTAN

10 REPRÉSENTATIONS

EXCEPTIONNELLES

du 10 au 26 mars

« Un chef d'œuvre » LE MARTIN

« Une bombe » LE FIGARO

« C'est vous allez entendre » LE MONDE

Téléphone : 245-18-20

MUSIQUE

« LA CHUTE DE LA MAISON USHER » à Tours

Fragments issus d'un labyrinthe

Le Grand Théâtre de Tours, qui dispose de moyens relativement limités, met son point d'honneur à donner chaque année une soirée de créations et n'en est d'ailleurs guère récompensé par le public. Mais cela nous a valu, il y a deux ans, le charmant Escalier de Chambord, de Claude Prey, et, le 11 mars, la Chute de la maison Usher, de Claude Debussy, d'après le nouveau d'Edgar Poe, qui n'avait jamais encore été représentée.

Ces fragments d'une œuvre à laquelle le musicien a travaillé très longuement, de 1908 à 1911, puis de 1915 à 1917 (le Monde du 1^{er} juin 1978), sans pouvoir sortir d'un labyrinthe psychologique extrêmement ténébreux, méritent bien d'être pieusement exposés, comme un témoignage de son existence tourmentée où émergent la maladie qui devait l'emporter, des terreurs secrètes d'une enfance dramatique, l'angoisse d'une mort confondue avec le néant, la vision idéale d'une musique déchirante (incarnée en Lady Madeline, la sœur pour laquelle Roderick Usher éprouve un amour incestueux) que le compositeur sent lui échapper (1).

Ces débris de musique éparses (quatre cents mesures), rassemblés et orchestrés par le compositeur et musicien chilien Juan Allende Blin (éditions Jobert), ont été opportunément complétés par des extraits du livre que Debussy avait écrit intégralement, et l'on découvre ainsi toute l'insensité dramatique qui avait saisi le musicien.

Malgré de nombreux troits d'écriture qui rappellent les Intégrales pour orchestre et le Mystère de saint Sébastien, la musique semble ne pouvoir échapper à l'emprise écrasante de Pelléas, dans les dialogues du médecin et de l'ami en particulier, et dans l'air de Lady Madeline.

proche de la chanson de la tour de Melisande ; et Debussy a finalement échappé sur l'ample monologue de Roderick (abandonné aux trois quarts du texte), où il réinvente totalement la recherche d'une nouvelle forme de grand style lyrique. En vérité, en dehors même des problèmes psychologiques, le sujet était trop proche de Pelléas, où tout avait été dit.

Le souffle tragique

Cependant, la représentation de Tours nous touche par son accent profond, dans ce décor mystérieux de Jean Mailliot, cette mise en scène violente et dépourvue de Jean-Jacques Etcheverry, avec la voix lumineuse d'Irène Jarick, le médicament équivoque d'Albert Voli, l'omi

Une édition critique des œuvres de Debussy

Une édition critique des œuvres complètes de Claude Debussy a enfin été entreprise par les éditions Casterman et Durand, à Paris. La responsabilité scientifique en a été confiée à un comité de rédaction dirigé par François Lesure et comprenant Pierre Boulez, Claude Helffer, R. Hovet et M. Roff. La publication commencera, au rythme de trois volumes par an, à la fin 1983.

Les bibliothèques publiques et les collections privées qui possèdent des documents originaux d'œuvres du musicien (partitions, autographes, épreuves corrigées, éditions annotées, ainsi que les chercheurs qui ont travaillé sur l'œuvre de Debussy, sont instamment priés de les signaler à M. François Lesure, Bibliothèque nationale, 2, rue de Louvois, 75002 Paris.

VARIÉTÉS

LA NOUVELLE REVUE DU MOULIN-ROUGE

Une exaltation du spectacle

Sublimé par Toulouse-Lautrec, chanté par John Huston et Jean Renoir, chanté dans plusieurs complaintes, le Moulin-Rouge fait partie du patrimoine. Il y a près de cent ans que les ailes de l'établissement illuminent la place Blanche. Dès octobre 1889, le french cancan s'accorde la tête de l'affiche, l'orchestre rugit et les danseuses du quadrille naturaliste apparaissent dans un tourbillon de dentelles. Elles ont toutes pris un pseudonyme qui les définit dans leur caractère ou leur charme : elles s'appellent Ninette-en-l'Air, Denise-Sibson, la Sauterelle, Grille-d'Égoût, Gavrochette et, bien sûr, la Goulue, qui danse avec une élégance canaille, vide en passant les verres des spectateurs et se lance dans de savants entrecuats sous le regard de Valentin le Désossé, incroyablement mince.

Jacki Clérico, l'actuel directeur du Moulin-Rouge, a continué et modernisé la tradition. Il a maintenu la formule de revues renouvelées tous les trois ans et a fait de chacune une attraction supplémentaire, ne laissant jamais sur les moyens, multipliant les parades, les décors et les costumes, les plumes, les paillettes et les strass, jouant sur l'opulence et la prodigalité, la rapidité des séquences, une discipline impeccable des artistes, un vrai sens du rythme.

Jacki Clérico ne suit pas l'exemple de certains de ses confrères qui exhortent encore il y a quelques années. Il ne se contente pas de rénover la revue précédente, de la réajuster de neuf en lui ajoutant quelques tableaux. Reconstituée entièrement — seuls les dauphins, pensionnaires inamovibles, assurent la permanence dans une piscine de verre, bien que leurs numéros changent — chaque revue du Moulin est une exaltation du spectacle à travers un festival de

gestes, de couleurs et de corps dévotés qui se drapent de lumière. Tout est élaboré avec soin et avec goût, tout concourt à cette convention sublimée et à cette sorte de bonheur naïf que dispensait autrefois la comédie musicale. Et c'est bien pourquoi Liza Minelli, venue chanter ici il y a quelques mois, s'y sentait aussi à l'aise.

Le divertissement luxueux n'empêche pas le barmen, ni l'humour. Les numéros visuels s'intègrent traditionnellement à la revue et sont toujours de qualité — notamment deux antipodistes et un étonnant homme aux cerceaux, Les Doris Girls, enfin, évoluent à travers une série de voyages dans le temps et l'espace, avant de bondir sur scène pour le french cancan et de élire ainsi une revue qui a tout simplement pris pour titre : Femmes, femmes, femmes.

CAMILLE FLÉOUTER.

★ Moulin-Rouge, 20 h 30.

Broadway swingue à Mogador

L'équipe qui anime aujourd'hui le Théâtre Mogador aime la comédie musicale. Elle l'a plusieurs fois prouvé en faisant venir à Paris la crème des spectacles de Broadway. En avril prochain, elle présentera au Palais des congrès l'un des chefs-d'œuvre de Bob Fosse, *Dances*. Aujourd'hui, dans l'ancien temple de l'opéra, voici la plus pure des traditions, un show étonnant de rythmes, de cris et de vibrations, de passion et d'humour, de chants et de danses.

Tu es les bras trop courts pour boxer avec Dieu, coupé, mis en scène et joué par des artistes noirs américains, a fait un triomphe à Broadway et est resté à l'affiche plus de six années, de 1976 à 1982. L'histoire, racontée en rythme de gospel et de blues, est celle de Jesse, d'un « étranger », un outsider qui arrive par le bouche à oreille.

Ce qui fait le charme de ce show, c'est bien sûr la magie et la saveur de la musique noire, ce sont des voix généreuses, profondes, et des réflexions bouleversantes. C'est une espèce de fête simple et spectaculaire qui s'élève avec une magnétique puissance expressive.

C. F.

★ Théâtre Mogador, 20 h 30.

JAZZ

AU SPLENDID SAINT-MARTIN

Le Henri Texier Quartet

a fêté son premier disque

Reprenant comme à ses débuts, après mille et un détours musicaux, un groupe à son compte, Henri Texier a célébré d'un concert la sortie du premier disque de son quartet (la Compagnie). Sous la houlette du contrebassiste, de jeunes musiciens à la réputation bien faite (Louis Scavias, Philippe De Schepper), un rythmicien solide (Jacques Mahieux) et un invité qui reste un des agitateurs les plus singuliers des musiques improvisées : Michel Marre, trompettiste, ocellin, didjeridoo, maître de terrain, directeur musical d'œuvres variées (C'est Anatzi après la Fanfare bolchévique de Pradelle-Les), on en oublie, forcément.

Dans le quartet, chacun exprime en souplesse ses traits propres, et les patients lubes du son personnel. Mais il y a une étonnante cohésion, liée sans doute par le tempérament de Texier. Louis Scavias s'affirme, depuis un bon bout de temps déjà, comme un prodige inventeur de langages. De Schepper, l'air de rien, joue de la guitare où il est si tentant d'imiter, mais lui en joue d'une certaine façon. Pour l'installation des figures, des climats et les changements à vue, le tandem Mahieux-Texier fait mieux qu'« assurer », comme on dit en termes de métier ; en permanence ils dessinent un espace, et situent un projet.

FRANÇOIS MARMADE.

★ Discographie : la Compagnie, Cara 004, distribution DAM.

Le Grand Prix du premier Festival international des ciné-clubs a été attribué le 16 mars à *Poltergeist* de James Wanless, de James Wanless. Le nouveau film de Miguel Littin, *Alma y el comodor*, a obtenu le deuxième prix.

Jean-Claude Briville a remporté le dix-neuvième prix « U » décerné par des personnalités du théâtre pour sa pièce *Le Festival* à Barcelone, précédemment présentée au studio des Champs-Élysées.

LETTRES

Lu

« UNE PROIE POUR DEUX FAUVES ? » d'Annie Laurent et Antoine Basbous

Le Liban en éclats

Voilà un pays, le Liban, qui n'a jamais fait de mal à ses voisins, qui a le régime politique le plus libéral du monde arabe, qui a accueilli des réfugiés d'une dizaine d'origines. En échange de son immunité, de sa générosité, depuis bientôt dix ans il est labouré, cassillé, voire nê par ceux qui en bonne logique auraient intérêt à le sauvegarder ce havre.

Deux jeunes chercheurs, une Française, Annie Laurent, et un Libanais, Antoine Basbous, se sont retrouvés sur une idée commune : cette entité qui, sans être parfaite, a pu donner des leçons de démocratie et de tolérance à tout son entourage régional, mérite de se reconstruire et de durer. Aussi ont-ils dédié leur travail à ce : *Liban auquel ils croient*. La difficulté était de faire coexister deux ingrédients détonnants : le cœur et la science politique.

Il n'y a pas trop mal parvenus. Et après tout il n'est pas interdit d'aimer et de vouloir voir revivre cette minuscule nation de plus de trois millions d'habitants accrochant ses dix-sept confessions et ses quatre-vingts partis sur dix mille kilomètres carrés d'une rocaillerie conquise vingt fois, des pharaons à Tishal en passant par les Arabes et les Français.

Il n'est pas interdit de penser, au plus, que, sans la communauté maronite, à laquelle appartient Antoine Basbous, il n'y aurait pas eu de résistance libanaise digne de ce nom aux empiètements palestiniens ou aux faits accomplis syriens. Les auteurs ont le non-conformisme de penser que le nationalisme libanais, le « libanisme », développé autour du noyau maronite, donnerait aussi du fil à retordre au dernier en date des envahisseurs : l'Israélien — si celui-ci s'éternisait au Liban.

C'est pour cela qu'ils ont mis comme sous-titre à leur ouvrage : *Le Liban entre le lion et le drapeau*. Le lion, c'est le nom du dictateur syrien, El Assad, signifie « le lion » et El Sadate l'avait surnommé ironiquement « le Lion de la Grande Syrie ». Pour Damas tout est dans ces deux derniers mots, au mépris de la farouche tradition d'indépendance que les maronites opposèrent pourtant aux colonis-

teurs musulmans dès le septième siècle. Annie Laurent et Antoine Basbous illustrent avec force citations, entretiens et documents l'obsession unioniste de la Syrie.

Un « État druze » ?

L'invasion israélienne, qui a privé les Palestiniens de leur domaine sud-libanais, a réduit l'influence syrienne mais elle a aussi ajouté un occupant. Un occupant qui, on ne l'a pas assez souligné, n'a pas été au début accueilli comme tel par d'autres communautés, non chrétiennes, ainsi les musulmans chiites ou druzes. L'idée d'un « État druze » ou Liban, naturellement sous « protection » israélienne, reste dans l'air malgré l'opposition du principal chef druze libanais Walid Joumblatt.

Dans ce jeu, les grandes puissances essaient de placer leurs pions. Si les auteurs négligent trop les ambitions soviétiques et font exagérément confiance aux Américains pour remettre en selle le Liban, ils se livrent en revanche à une analyse qui ne néglige aucun détail des positions françaises, du général de Gaulle à M. François Mitterrand. Après avoir trouvé des similitudes entre l'attitude des deux hommes d'État, fondée sur le respect de l'intégrité libanaise, Annie Laurent et Antoine Basbous constatent une « déviation » en faveur des Palestiniens, des sans doute à l'influence du Quai d'Orsay, très peu libanophile sous M. Claude Cheysson.

Nos deux jeunes chercheurs estiment que l'attitude passée de Paris se répercutera longtemps encore sur les intérêts français au Liban, notamment dans le domaine culturel. L'enjeu, là, n'est plus entre les deux lions voisins, mais entre le coq gaulois et l'Onole Sam.

Pour paraphraser Oscar Wilde, souhaitons que le Liban soit délivré des guerres militaires, et faisons confiance à sa forte identité pour mener au mieux de ses intérêts les guerres culturelles.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Éditions Ad Dairat, B.P. 7240, Beyrouth. Distributeur en France : Synonyme, 82, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : 633-98-50, 216 pages, 80 francs.

هكسان الأول

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE FAUCON MAL FAIT, Espace Gaié (327-95-94), 22 h.
ARCHÉOLOGIE, Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.
DES SOUS ET DES HOMMES, Studio Bertrand (784-64-66), 20 h 30.
SI GUTTRY M'ÉTAIT CHANTÉ, Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30.
LA DEDICACE, Athénée (742-67-81), 21 h.
ARCHIVES DE LA HAUTE SURVEILLANCE, Galerie Peinture fraîche (551-00-85), 20 h 30.
HOMMAGE A COCTEAU, Resto-Show (508-00-81), 22 h.
SI MARILYN, Dix-Heures (606-07-81), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-90), 19 h 30 : les Noces de Figaro.
CHATELAIN (727-81-15), Grand Foyer, 18 h 30 : Paterne ou Jérusalem ; Théâtre Gérard Philou, 20 h 30 : Triptique.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Triptique.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Triptique.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : le Pip Simons ; Simif le silencieux.
BEAUBOURG (277-12-35), - Clémence : Nouveaux films Bpi ; 16 h : La Vie commence en janvier ; 18 h : Les Grandes Aventures de l'Himalaya ; 19 h : De Chiffon, Le discours, De Chiffon à l'écran ; 18 h : H. Richter / J. Arp ; 14 h 30 : Cinéma du réel.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-33), Gala des amis ; 18 h 30 : G. Lukyevitch et ses amis ; 20 h 30 : Concerto d'Arrangements, dir. H. Yasaki, J. Rodrigue (soliste).
CARRÉ SILVIA MONTFORT (531-25-34), 20 h 30 : Chaud et froid.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-11), 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTILLE - THÉÂTRE (238-35-31), 20 h 30 : le Malentendu.
ATELIER (606-49-24), 18 h 30 : Chant du cygne.
ATHÉNÉE (742-67-21), 18 h 30 : les Corps étrangers.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-56-36), 18 h 30 : Lamento du loup pour un mari et sa femme ; 18 h 30 : L'histoire de Marie-Louise - Aquarius (374-99-61), 20 h 30 : Histoire de famille - Épave de bois (808-39-74), 20 h 30 : la Mort travestie.
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 : Superopéra 2 show.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (273-73-52), 20 h 30 : l'Opéra blanc.
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-82-20), 20 h 30 : Premier avertissement, La Plus Forte.

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : la Mort d'Elie.

CIRQUE MORENO (782-02-82), 20 h 30 : Djebel Amour.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : les Dix Petits Nègres - Renssée, 20 h 30 : le Marchand d'achats - Galerie, 20 h 30 : l'Étranger dans la maison.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revient dormir à l'élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-23), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Hôtel Javart et de la plage.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.

DEUX PORTES (361-49-92), 20 h 30 : Les Fourmiabiles.

ÉDOUARD VII (742-57-49), 21 h : Joyeux Piquets.

ELORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azule.

ÉPIQUE (275-33-41), 18 h 30 : Orlémond - les Chants de Maldoror.

ESPACE-MARAI (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.

ESSAÏON (278-46-42), 20 h 30 : la Mance-kin.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE (258-67-55), 20 h 30 : Fontaine (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; 18 h 30 : S. Joly.

GATÉ-MONTPARNAISE (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.

GALERIE PEINTURE FRAÎCHE (551-00-85), 20 h 30 : la Passion du Christ (Théâtre populaire toulousain).

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Gilles X ; Maréchal de Rais.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Castorine bleue ; 20 h 30 : la Léprie ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures et plus tard ; 18 h 30 : Yeu-yeu-dre ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule ; Petite salle, 18 h 30 : ONSAAD.

MADELINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dilemme de Berthoven.

MATHURINS (265-90-00), 21 h : l'Avantage d'être constant.

MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Éducation de Rita.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.

MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : mat. Dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison voyage.

MONTPARNAISE (320-89-90), 21 h : la Fille sur la lanquette arrière.

MONTROU (320-89-90), 21 h : Trois fois rien.

ŒUVRE (874-43-52), 20 h 30 : Sarah ou le Crin de la linguiste.

PALEIS-ROYAL (297-99-81), 20 h 45 : la Fille sur la lanquette arrière.

POCHE (548-92-71), 21 h : le Bulin.

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol ; je m'égare dans la nuit.

SAINTE-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charnier.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 281-26-20 +
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 17 mars

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(723-35-10), 21 h : le Fauteuil à bascule.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 18 h 30 : Freud ; 22 h : l'Écume des jours ; 18 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Agir ; 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Émigrés.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou Du sang pour l'éternité.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes d'acier ; 22 h : Nous en fait où on nous dit de fuir.

THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : l'Inimé.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), 18 h 30 : Petites de cœur d'une chatte anglaise ; 11 h 20 h 30 : Théâtre Na Zabradli Ladislav Fialka ; 18 h 30 : Silvia Malagutti.

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : le Paradis sur terre.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (250-15-65), 20 h 30 : la Ménagerie de verre.

THÉÂTRE 12 (588-16-30), 21 h : l'Emploi d'amour.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan ; Petite salle, 20 h 30 : l'Ambassade.

THÉÂTRE DU TOUROT (887-82-48), 18 h 30 : la Crème et l'air ; 20 h 30 : Le mal court.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Femmes d'un homme.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Équilibre.

Les cafés-théâtres

ATHLÉTIC (624-03-83), 21 h 30 : Homo Tap Dance.

AU BÉC FIN (266-29-35), 20 h 30 : Tobi-Bahut ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (270-08-51) (D.), 19 h 30 : Service non compris.

BLANCS-MANTEAUX (881-58-41), 18 h 30 : 15 : Aroux ; 21 h 30 : Les Démones Loulou - 11 ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grando ? ; 22 h 30 : Version originale.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux bouillies ; 21 h 30 : Margeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'Amour, d'été, c'est un bateau blanc - 11 ; 20 h 30 : Les Malheureux sont fatigués ; 22 h : De la fantaisie dans l'orange.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15 : M. Lagucy ; Rouleur ; 22 h : Plus la peine de fuir.

LE FANAL (333-91-17), 20 h : J. Mailhot ; 21 h 15 : Étoiles rouges.

LA GAGUÈRE (367-62-43), 20 h 30 : Ce n'est pas si grave, une femme ; 22 h : Pe-roles d'hommes.

Le Saint Michel

OUVERT TOUTE LA NUIT AOUTE MEUSE 983 PLATS DU JOUR

JEUDI : Petit déjeuner 29 F, Boissons de 10 à 15 F, Menu de 20 F, Fruits de 10 à 15 F, Fruits de 10 à 15 F.

VENREDI : Petit déjeuner 29 F, Boissons de 10 à 15 F, Menu de 20 F, Fruits de 10 à 15 F, Fruits de 10 à 15 F.

PÂTES FRAÎCHES PIZZAS AU FEU DE BOIS

10, place St-Michel, 75006 Paris, 226-69-25

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

Directeur **J.-P. WALLÉZ**

AVIS DE CONCOURS

UN 2^e BASSON

Vendredi 23 avril, 10 heures

Comédie des Champs-Élysées

Renseignements et inscriptions

15, av. Montaigne, 75008 Paris

Téléphone 720-67-39

CHARENTAUD-BARRAUT

THÉÂTRE DU ROND-POINT

dernière

dimanche 3 avril

DYLAN

de Sidney Michéels

mise en scène Jean-Pierre Granval

avec **Marcel Maréchal**

Marie-Christine Barrault

CLUB ROND-POINT

dernière 27 mars

l'AMBASSADE

avec **Laurent Terzieff**

tous les jours à 20 h 30

location

par tél. 255.70.80 et agences

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), 20 h 30 : A. Lorenzi, J.-Cl. Labin, L. Pétrucci, S. Goubert.

CAVEAU DE LA BUCLETTE (326-65-03), 21 h 30 : D. Dorzi.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Saxon.

CHATEAU DE LA VILLETTE, les 18, 19, 20 et 21 h : La Fanfarria, H. Mens, Vassero, O. Castro.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), 23 h : Les Salers.

DEPOT-VENTE (637-31-87), à 21 h 30 : Segna, R. Gubria.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Missique express.

NEW MORNING (523-51-41), 20 h 30 : Blues With the Girls.

PATY (758-12-30), 22 h : E. Cleanhead Vins.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Watergate Seven + One.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Varré, D. Cravio, Y. Torchinsky, J.-Cl. Jooy.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), 18 h 30 : D. Levallet, G. Marais, D. Pichard.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Lauer, J. Caroff.

SUNSET (261-46-40), 23 h : J.-M. Kadja.

VIEILLE HERBE (321-33-01), 20 h : S. Prunier.

En région parisienne

ANTONY, Th. F. Gaudier (666-02-74), 20 h 30 : Centre technique : l'Opéra de Snyron.

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : Noce.

BAGNEUX, Th. V. Hago (663-10-54), 20 h 30 : Lady Macbeth du village.

BAGNOLET, ATEM (364-77-18), 20 h 30 : Si 666 m'était comte.

BORIGNY, Maison de la culture (831-11-45), 20 h 30 : les Amas mortes.

BOULOGNE-BILLANCOURT, T.B.B. (603-00-44), 20 h 30 : le Fier au feu.

CHATELAIN, C.C.C. (657-23-11), 21 h : M. Brenker.

CHILLES, C.A.C. (421-26-30), 20 h 45 : Colère d'Achille.

CRÉTEIL, Maison de la culture (831-11-45), 20 h 30 : J.-P. Farré.

GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h : la Tragédie de Coriolan.

IVRY, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : Homme pour homme.

MARLY-LE-ROI, Maison J. Vilar (958-74-87), 21 h : Électrique Jazz de France.

MONTREUIL, TEM (858-65-33), 21 h : Travers public.

SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (343-00-99), 18 h 30 : la Légende d'Agamemnon, 18 h 30 : la Supérieure III.

SARTRVILLE, Théâtre (914-23-77), 20 h 30 : Certe fois - Solo.

VERSAILLES, 21 h : Celui qui n'avait rien fait.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHATELAIN (704-24-24)

15 h, l'Amour veille, d'H. Rosset ; 19 h, la Passion de Jeanne d'Arc, C. Th. Dreyer ; 21 h, R. Seve et la Cinéma-thèque.

BEAUBOURG (277-12-35)

15 h, Hommage à P. Portant ; le Pays de la terre sans arbre ; 17 h, l'As des gladiateurs, de H. Roach ; le Sous-Mariniste, de M. Sennet ; 19 h, Hommage à S. Shadid Sales ; le Journal d'un amoureux.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Quinette, 5^e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5^e (354-07-76) ; Marignan, 5^e (359-92-82) ; George-V, 8^e (562-41-46) ; St-Lazare, Pasteur, 8^e (387-35-43) ; France, 9^e (770-33-88) ; Maxéville, 9^e (770-72-86) ; Nations, 12^e (314-59-2) ; U.G.C.-Gobelins, 12^e (336-56-46) ; Montparnasse-Palace, 14^e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14^e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15^e (828-42-27) ; Biscuits-Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Mayfair, 16^e (525-27-06) ; Wagram, 16^e (522-61-01) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

ALL BY MYSELF (A. v.), St-Séverin.

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.), 1^{re} (297-49-70) ; 2^e (233-56-70) ; 3^e (354-07-76) ; 4^e (359-92-82) ; 5^e (633-79-38) ; 6^e (387-35-43) ; 7^e (770-33-88) ; 8^e (770-72-86) ; 9^e (770-33-88) ; 10^e (770-72-86) ; 11^e (770-33-88) ; 12^e (770-72-86) ; 13^e (770-33-88) ; 14^e (770-72-86) ; 15^e (770-33-88) ; 16^e (770-72-86) ; 17^e (770-33-88) ; 18^e (770-72-86) ; 19^e (770-33-88) ; 20^e (770-72-86).

ANTONETA (Fr.-Mex. v.), Trois Paranaisses, 14^e (320-10-30).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2^e (742-60-33).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.), 1^{re} (297-49-70) ; 2^e (233-56-70) ; 3^e (354-07-76) ; 4^e (359-92-82) ; 5^e (633-79-38) ; 6^e (387-35-43) ; 7^e (770-33-88) ; 8^e (770-72-86) ; 9^e (770-33-88) ; 10^e (770-72-86) ; 11^e (770-33-88) ; 12^e (770-72-86) ; 13^e (770-33-88) ; 14^e (770-72-86) ; 15^e (770-33-88) ; 16^e (770-72-86) ; 17^e (770-33-

COMMUNICATION

A voir

Les crève-la-faim de Manhattan

A la proue de New-York, ville-détritus, ville-taudis, Manhattan et ses grattes-ciel, Manhattan et ses vide-pubellie, Manhattan puits d'ombre et de détresse, Manhattan au rae du bitume, dans une envolée d'ordures, de papiers gras, de canettes crées, de vieux mégots, Manhattan et ses sans-abri, voilà ce que vous verrez vendredi soir (1). Et vous ne verrez que ça. Deuxième volet d'un reportage sur la crise aux Etats-Unis, c'est une plongée au creux de la misère la plus sordide.

Une plongée sans bouée, sans point de repère, sans aucune donnée chiffrée. Combien sont-ils à s'entasser dans ces escales de nuit ? Combien à faire ainsi la queue devant les soupes populaires distribuées par des œuvres de bienfaisance ? Combien de chômeurs bénéficient d'alloca-

tions ? Et de quels montants ? Et pendent combien de temps ? Pour le savoir, prière de se reporter à son journal hebdomadaire (2). Au poids des mots, le télé a préféré le choc des images.

Cette vision d'enfer correspond, je m'empresse de le dire, à la plus stricte réalité (un Américain sur sept, un Noir sur trois est au-dessous du seuil officiel de la pauvreté), simplement à ne filmer qu'elle, à en gonfler les entours, on le fait dériver dans l'irréel. Domage. Sur des sujets aussi dramatiques que celui-ci, aussi inattendu, s'agissant du pays le plus riche, le plus imaginatif du monde, rien de tel qu'un bon coup de poing dans l'estomac pour provoquer un grand élan de grande éternité à l'égard des Etats-providences du Vieux Continent.

Ils ne sont pas toujours à la hauteur de situations ressenties comme insupportables en regard du niveau de vie ambiant, d'accord. Mais, enfin, comparés à la patrie de la libre-entreprise et l'indéniable croyance en l'égalité des chances, ils offrent quand même d'énormes avantages. Invités à nous donner ensuite son opinion sur cette enquête et à répondre aux questions des journalistes, Jacques Delors ne manquera pas de le souligner. C'est l'occasion rêvée d'éclaircir sous un jour flateur l'action de son gouvernement.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) - Vendredi -, « La grande crise est-elle pour hier ? », vendredi 18 mars, FR 3, 20 h 30.
(2) Lire notamment à ce sujet le Monde daté 9-10 janvier et 16-17 janvier.

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

La radio et la télévision face aux techniques nouvelles

C'est un véritable réquisitoire qu'a prononcé lundi 14 mars, devant l'Académie des sciences morales et politiques M. Jean Autin, inspecteur général des finances, membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, un réquisitoire et un cri d'alarme, si nous voulons conserver à la radiotélévision française sa qualité et sa diversité.

« A l'heure présente le programme est en quelque sorte sacrifié à la technique », dit-il, une technique aux progrès fantastiques, qu'il s'agisse de l'électronique, du télétraitement, de la planification du monde berrizée, de la « numération », actuellement en recherche, qui sera tôt ou tard utilisée en diffusion. Ajoutons-y la conquête d'un espace pratiquement illimité grâce au satellite.

Mais à quoi servent les miracles technologiques si la qualité des sons et des images sont médiocres ? « Que trouvons-nous sur les ondes ou sur nos écrans ? Des émissions en apparence, du bavardage en guise de dialogue, des créateurs et interprètes qui songent plus souvent à eux qu'au public, une bureaucratie galopante... » au-

tant d'éléments qui dépriment les programmes et remplissent les salles de cinéma ! - Ce constat suscite une cascade d'interrogations : « Où trouver les programmes off-
frant de l'intérêt pour tous les publics ? Ne sommes-nous pas apprenis sortiers, dépassés par des capacités techniques ? Ou allons-nous négliger ces possibilités pour adopter une politique molles-
sienne ? Mais alors ne serons-nous pas dominés par ceux qui auront mieux maîtrisé les progrès scientifi-
ques et les sources de l'invention ?

« Si cette perspective pessimiste devait être confirmée, la domination culturelle, si l'on peut dire, suivrait la domination politique et économi-
que, et c'en serait fait à terme des valeurs nationales, régionales. Au-delà de la France, c'est toute l'Eur-
pe occidentale qui serait atteinte [...] Nous élèverons des barrières contre les impérialismes, quel qu'ils soient, entend-on répon-
dre. Dans notre monde ouvert, et qui doit le rester, les contraintes et interdictions sont illusoires. D'abord parce qu'elles sont con-
traires à la charte des Nations

unies, qui prévoit la libre circulation des idées ; ensuite parce qu'elles ne résistent pas aux mouve-
ments naturels des peuples faits d'imagination, de rapprochement et de compréhension mutuelle. »

Alors, que faire, puisque notre pouvoir créateur est limité par des impératifs financiers ? L'orateur suggère que nous joignons à nos efforts ceux « de nos voisins ou de nous proches de nous par la langue et la culture ». Soit avec des partenaires francophones, soit avec l'espace culturel européen. Des efforts ont déjà été tentés en ce sens, mais, « faute d'un élan d'esprit commu-
nautaire, les séquences sont demeurées nationales et les émissions ont
plus consisté en une juxtaposition de programmes nationaux habile-
ment reliés entre eux qu'en une structure intégrée. »

Reste à savoir si l'organisation actuelle peut s'adapter au développe-
ment du système audiovisuel. Mono-
pole et l'acte de la liberté d'expression, place réservée aux or-
ganisations privées... En attendant, M. Autin souhaite « longue vie » à la loi du 29 juillet 1982 qui « consti-
tue sans doute la dernière chance du service public partant d'un système
destiné à tous les publics et en prin-
cipe moins soumis que d'autres soit
au pouvoir politique soit aux pul-
sances financières. »

JEAN-MARIE DUROYER.

Les journalistes C.G.T. de l'A.F.P. rejettent les critiques de M. Krasucki

Les critiques formulées par M. Henri Krasucki, secrétaire gé-
néral de la C.G.T., à propos d'une
déclaration de l'Agence France-Presse
concernant le conflit à Citroën-
Aulnay (le Monde du 17 mars) ont
provoqué de nouvelles réactions
après celles des sections de journa-
listes C.F.D.T. et F.O. de l'A.F.P.

L'Association des journalistes de
l'information sociale (AJIS), dans
un communiqué, « proteste énergi-
quement contre la méthode inaccepta-
ble utilisée par la C.G.T. le
15 mars, consistant à convoquer une
conférence de presse pour mettre au
piquet une agence, en l'occurrence
l'A.F.P., et un journaliste », et
« s'inquiète également du recours
envisagé auprès des pouvoirs
publics ». Le syndicat des journa-
listes C.G.C. affirme pour sa part :
« C'est une tentative pure et simple
de mise au pas du journalisme en
uniforme à la polonaise. »

La menace de recours auprès des
pouvoirs publics brandie par
M. Krasucki est au centre des pro-
testations émises par deux sections
syndicales de journalistes de
l'A.F.P. Le S.N.J. (autonome)
« s'élève avec vigueur contre l'inten-
tion de M. Krasucki de saisir les
pouvoirs publics de « mémoires
appropriées ». Le S.N.J. y voit une
tentative de pression inadmissible
« Pour sa part, la C.G.T. journa-
listes de l'Agence exprime

« son total désaccord » avec les cri-
tiques de M. Krasucki. « A partir
d'une seule des multiples déclarations
consacrées au conflit. Quant à
« la menace du secrétaire général de
la C.G.T. de demander une interven-
tion des pouvoirs publics, l'appel
déguisé à des sanctions contre un
journaliste, [ils] ont aussi de
faits qui traduisent une conception
de l'information étrangère à celle
par laquelle militent les journa-
listes C.G.T. à l'A.F.P. », ajoute le
communiqué.

Mais le Syndicat national des
journalistes C.G.T., au plan national
exprime une position assez diffé-
rente, proposant d'organiser un
« échange de vues » entre tous les
professionnels de l'information
sociale, dont le traitement par les
médias « pose un problème impor-
tant ». Beaucoup plus que par
l'intervention de M. Krasucki, la
liberté de la presse et l'indépen-
dence des journalistes, estime le syn-
dicat, sont plus menacées par les
marchands de papier imprimé que
par ceux qui souhaitent procurer
aux journalistes les moyens d'exer-
cer honnêtement leur profession.
« Il est temps, ajoute le S.N.J.,
C.G.T., que d'une façon générale les
journalistes refusent le corporatis-
me frileux, le repli sur soi, qui
les coupe peu à peu des réalités de
ce pays. »

comme le magistrat instructeur, a
constaté qu'il n'y avait pas de ses-
sion à la date de son inculpation.

● La Haute Autorité de la com-
munication audiovisuelle a permis à
TF1 et à A2 de ne pas diffuser les
actualités régionales le jeudi. Ce
jour-là, en effet, l'émission produite
par FR3 est suivie, alternativement
sur les deux premières chaînes, par
une séquence réservée à l'expression
directe des partis politiques, groupes
parlementaires, syndicats, etc. La
durée de cette séquence passant de
quinze à vingt minutes par décision
de la Haute Autorité, la diffusion
des actualités régionales doit être
programmée désormais à 19 h 15, ce
qui ne sera possible que d'ici à deux
ou trois semaines. En attendant, Po-
poye a dérobé l'actualité régionale
le jeudi 17 mars sur TF1, avec la bé-
nédiction de la Haute Autorité.

Les frustrés du 10 mai

(Suite de la première page.)

Doté pourtant d'une puissante
capacité, le système patine, s'enlise.
Les réalisations originales diminuent,
la S.F.P. et les chaînes semblent mal
armées pour affronter la concurrence
accrue des productions étrangères
(moins coûteuses puisque déjà amor-
tées dans leur pays d'origine) et des
entreprises privées françaises, qui
voient poindre l'éclosion du marché,
avec les vidéocassettes, les projets
de quatrième chaîne et de réseaux
câblés. Du côté des réalisateurs en
particulier - qui sont tous des indé-
pendants, sans rémunérations fixes,
- la morosité devient inquiète, désolée.

Car, depuis bientôt dix ans, la part
accordée à la production dans les
budgets n'a guère augmenté, en
dépit de la croissance des prix et du
développement de la trilogie
chaîne. En particulier, l'écroulement en
1974 du service public de radiotélé-
vision en sept sociétés a gonflé les
frais de fonctionnement et de ges-
tion, au détriment de la production.
Le nouveau découpage opéré par la
loi du 29 juillet 1982, en diversifiant
encore plus les rôles, ne peut
qu'aggraver la situation.

La défense
des acquis sociaux

On attendait le changement. Pour
beaucoup, il n'est pas au rendez-
vous. Et la réforme de 1982 est
venue ajouter une frange supplémentaire
à ceux qui appellent de leurs vœux,
d'un gouvernement de gauche,
une prise en considération de
leurs problèmes, de leurs espoirs.
Il faut bien le dire : bien des person-
nels de l'audiovisuel sont des nostal-
giques de l'ex-O.R.T.F. Ils gardent au
cœur le souvenir, comme celui d'un
âge d'or, de la construction du grand
service public. Avec une conception
élitaire - certains diront aristocrati-
que - de celui-ci : la télévision de
l'Etat doit permettre de réaliser le
meilleur. A la limite, quel qu'en soit
son prix.

Le service public, c'est aussi la
garantie sociale pour les personnels.
Et là, on retrouve le penchant naturel
des organisations syndicales, leur
ardeur à défendre les acquis sociaux
- voire les privilèges -, avec son
corollaire, la corporatisme. Divisés en
d'innombrables catégories avec
autant de barrières salariales ou de
conditions de travail particulières, le
personnel statutaire des sociétés de
l'audiovisuel porte aussi sa responsa-
bilité dans la lourdeur du système,
dans sa rigidité.

La hantise de la concurrence exté-
rieure, c'est aussi la crainte que la
mise en parallèle avec le privé ne
taonne à la défaveur du service
public. Ce dont les salariés feraient
inévitablement les frais. « Ce qui
importe, c'est de faire en sorte que le
développement du service public

conserve une grande partie de ses
missions. Mais à côté de lui pourrait
se développer le secteur non guidé
par le profit, les associations, les uni-
versités, etc., prenant en compte
d'autres messages, et sans pourtant
se présenter comme concurrent »,
déclarait en novembre à Libération
M. Edouard Guibert, ancien respon-
sable syndical et directeur de l'infor-
mation à FR 3. On ne saurait mieux
définir la quasi-monopole...

La loi sur la communication
audiovisuelle a précisément ouvert
une brèche dans ce monopole. En
renforçant l'autonomie de chaque
société, elle tourne définitivement le
dos au vieux rêve du retour de l'âge
d'or. Loin d'apaiser les craintes, elle
les exacerbe. Et les frustrations,
les rancœurs, vont s'exprimer essor
rapidement. Le démantèlement de
certains services techniques est au-
sité assimilé à un « démantèle-
ment » (le Monde du 17 mars). C'est
le même langage qu'en 1974. Sur-
tout, on se bat, la dose au mur, pour

obtenir une convention collective des
personnels, inspirée d'un schéma
d'ensemble unifié, ce que ne sont
pas prêts à accorder les employeurs,
encouragés en sous-main par le gou-
vernement.

Cette convention cristallise
aujourd'hui les mécontentements,
qui traduisent avec vigueur les syn-
dicats, et en particulier la plus puis-
sante d'entre eux, la S.U.R.T.-C.F.D.T.
On discute depuis quinze mois. Mal-
gré des réunions hebdomadaires
entre représentants des employeurs
et organisations syndicales, on pié-
tine. Et on enrage.

Avant le 10 mai, les syndicats
représentaient un « contre-pouvoir
dans l'audiovisuel ». Les valets
aujourd'hui dans une position incon-
fortable. Des généraux pour tout le
monde. Ils n'y croient plus. Et leur
réaction risque d'être d'autant plus
brutale que leur déception a été
grande.

YVES AGNÈS.

LA GRÈVE A LA TÉLÉVISION

La C.F.D.T. dénonce l'éparpillement des centres audiovisuels

La troisième grève déclenchée
dans le secteur de l'audiovisuel
depuis le 10 mai, a entraîné, mer-
credi 16 mars, l'application, sur les
trois chaînes de télévision, de « ser-
vice minimum » prévu par la loi : en
effet, si une centaine seulement de
techniciens ont cessé le travail, à
l'appel du Syndicat unitaire de radio
et de télévision (S.U.R.T.-C.F.D.T.),
ceux-ci appartenaient au « centre
europeen » du petit écran, rue
Cognac-Jay, à Paris, où transitent
toutes les images télévisées.

Bien qu'il ait lancé une consigne
de grève générale, la S.U.R.T.-
C.F.D.T. avait choisi, à dessin, de
ne faire débrancher que ces techni-
ciens, qui ont les leviers de com-
mande, en ne demandant au reste du
personnel que son « appui » aux gré-
vistes. Pour une bonne raison : c'est
cette catégorie technique de la rue
Cognac-Jay, qui est touchée par un
projet de déménagement (le Monde
du 17 mars), Antenne 2 devant pro-
gressivement s'installer avec
Montaigne, la S.U.R.T.-C.F.D.T.
parle de « démantèlement ».

D'une façon générale, ce syndicat
dénonce l'éparpillement des centres
d'audiovisuel : « Pourquoi la délé-
gation à la jeunesse et aux sports
est-elle installée à la Maison de
Radio-France, alors que Radio-
France internationale est obligée de
louer des locaux ailleurs ? » La
S.U.R.T.-C.F.D.T. réclame depuis
longtemps - regrets de l'ex-
O.R.T.F. - « une « Maison de la
télévision ».

Mais, derrière ce problème ponc-
tuel, se profilent d'autres questions

encore plus importantes, comme les
négociations sur la convention col-
lective nationale, qui piétinent
depuis quinze mois, la régionalisa-
tion, « qui reste un leurre », dit le
syndicat cédétiste, ou le fait que le
Conseil national de la communica-
tion audiovisuelle n'a toujours pas
été mis en place. C'est pourquoi le
S.U.R.T.-C.F.D.T. a appelé à une nou-
velle grève pour le jeudi 31 mars, en
invitant, cette fois, les autres syn-
dicats à s'y associer.

Il dénonce également le fait que
le comité de coordination de la pro-
duction ne soit pas encore opération-
nel, « alors que le secteur privé de
production continue de se dévelop-
per sur le dos du service public ».

C'est du reste pour protester
contre la chute de la production ori-
ginale à la télévision que les réalisa-
teurs, les techniciens intermittents,
les travailleurs du film intermit-
tents, les artistes et interprètes et les
musiciens appartenant « selon les
catégories », à la C.G.T., à la
C.F.D.T. ou à F.O., observent, ce
jeudi 16 mars, un arrêt de travail de
vingt-quatre heures, avec des manifes-
tations (similaires de scènes de
tournoiement), à Paris. Ce mouvement
ne devrait pas, toutefois, entraîner
d'importantes perturbations dans les
programmes de ce jeudi.

Cette baisse sensible de la pro-
duction originale aggrave le chô-
mage de ces personnels : or, dans le
même temps, leur système d'indem-
nisation de chômage a été modifié
dans un sens très restrictif, ce
contre quoi ils s'élèvent aussi.

CARNET

Naissances

- Françoise BOUCAUT et son épouse
Claude-André DUPLAT ont heureu-
sement annoncé la naissance de leur fille,
Aline.
11, rue des Récollets,
75010 Paris.

Décès

- Le docteur Emile Benzecri,
son frère.
Et toute la famille,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Cécile BENZECRI,
proche amie de la famille,
au lycée de jeunes filles d'Oran.

- La Société nouvelle de l'hôtel
Miramar
Et son conseil d'administration
ont le deuil de faire part du décès de
son administrateur
M. Louis BOBET.

- La S.A. Royal Mouscou
Et son conseil d'administration
ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis BOBET,
président-directeur général
de l'Institut de théologie de Biarritz.

- M^{me} Jean-Pierre Desbous,
Valérie, Marie-Laure, David,
M. Jean Desbous.

M. Jean-Jacques Desbous,
Nicolas et Charlotte.
Le professeur et M^{me} Marcel Bessis,
M. et M^{me} Christophe Riboud,
Pénélope, Thomas, Raphaëlle,
M. et M^{me} Guy Lauriot Prevost,
Clément.

M^{me} Bernard Pujol,
ont l'immense douleur de faire part du
décès de

M. Jean-Pierre DESBONS,
survécu le 14 mars 1983, à l'âge de
quarante-sept ans, à la suite d'une lon-
gue et douloureuse maladie.
La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 17 mars, à 15 heures, en l'église de
Favouille-Grestain, par Beuzeville
(Eure). Elle sera suivie de l'inhumation
au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille ne souhaite ni fleurs ni
couronnes.

Ceux qui le désirent peuvent adresser
leurs dons à la Fondation pour la re-
cherche médicale, 10, rue de Lisbourg,
75008 Paris.

Le Maxou, lieu,
Favouille-Grestain,
27210 Beuzeville.

M^{me} André Garnault,
M. Fernand Garnault,
M. et M^{me} André Garnault
et leurs filles,
M^{me} Fernand Garnault
Et ses proches,

ont le deuil de faire part du décès,
survécu le 6 mars 1983, de

M. André GARNAUT,
avocat à la cour d'appel de Paris,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier de l'Ordre du Mérite,
médaille de la Résistance.

leur épouse, père, oncle, grand-oncle,
et beau-frère.
Les obsèques ont eu lieu à Saint-
Etienne le 11 mars 1983 dans la plus
stricte intimité.

Une messe à sa mémoire sera dite le
mercredi 23 mars 1983, à 11 heures, en
l'église Saint-Louis des Invalides.

M. Louis BOBET,
président-directeur général
de l'Institut de théologie de Biarritz.

M^{me} Jean-Pierre Desbous,
Valérie, Marie-Laure, David,
M. Jean Desbous.

M. Jean-Jacques Desbous,
Nicolas et Charlotte.

Le professeur et M^{me} Marcel Bessis,
M. et M^{me} Christophe Riboud,
Pénélope, Thomas, Raphaëlle,
M. et M^{me} Guy Lauriot Prevost,
Clément.

M^{me} Bernard Pujol,
ont l'immense douleur de faire part du
décès de

M. Jean-Pierre DESBONS,
survécu le 14 mars 1983, à l'âge de
quarante-sept ans, à la suite d'une lon-
gue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 17 mars, à 15 heures, en l'église de
Favouille-Grestain, par Beuzeville
(Eure). Elle sera suivie de l'inhumation
au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille ne souhaite ni fleurs ni
couronnes.

- M. et M^{me} Pierre Potier
et leurs enfants,
M. José Giral,
Toute la famille et amis
ont le deuil de faire part du décès, dans
sa soixante-dix-septième année, de

M^{me} Germaine
HERMANN-LARROQUE,
leur mère, grand-mère, parents et amis,
survécus, le 4 mars 1983, à Tarbes
(Hautes-Pyrénées).

La cérémonie religieuse a été célé-
brée, le lundi 7 mars 1983, en l'église de
Villacoublat-sur-Arros (Gers).

Cet avis tient lieu de faire-part.
5, rue La Fontaine,
78390 Boissy-d'Arcy.
32170 Villacoublat-sur-Arros.

- On nous prie d'annoncer le décès,
survécu le 13 mars 1983 dans sa qua-
rante-deuxième année, de

M^{me} veuve Bernard ISSERLIS,
née Germaine Douchaud.

De la part de :
M. et M^{me} Jean Isserlis,
M. et M^{me} Henry Labadie,
M. et M^{me} Philippe Mangon,
ses enfants,

Bernard, Michel, Béatrice, Sophie,
Marion, Nathalie, Marijac, Anna,
Alain, Claire,
ses petits-enfants,
Laure et Thomas
ses arrière-petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.
9, rue des Gravières,
92200 Neuilly-sur-Seine.
19, rue Etienne-Milan,
13008 Marseille.
3, rue de la Fontaine,
35400 Saint-Malo.

- M. et M^{me} Jacques Labye,
leurs enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont le deuil de faire part du décès de

M. Cyr, Léon LABYE,
survécu le 15 mars 1983 dans sa qua-
rante-cinquième année.

Le service religieux sera célébré le
vendredi 18 mars, à 14 heures, en
l'église Saint-Augustin.
L'inhumation aura lieu au cimetière

du Père-Lachaise dans le caveau de
famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
54, rue de Rome,
75006 Paris.

- Il a plu au Seigneur de rappeler à
Lui, le 16 mars 1983, son serviteur

Jacques, Marie, Jean
marquis de MALHERBE.

De la part des siens qu'il chérissait
tant.

De ses amis,
De ses collègues
et collaborateurs.

Le service religieux sera célébré le
samedi 19 mars 1983, à 8 h 30, en
l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-
Saint-Séverin, Paris-6.

L'inhumation aura lieu dans le cime-
tière familial du Thieriot (Eure-
et-Loir).

M. et M^{me} Philippe Salmon,
3, rue des Villarmans,
92210 Saint-Cloud.
M^{me} Christiane de Malherbe,
13, rue de l'Aro-de-Triomphe,
75017 Paris.

Anniversaires

- Hélène Cellier rappelle que ce jour
est le septième anniversaire de la mort
de

Léon CELLIER.

Avis de messe

- Paulette, Dominique Mocaër
Et Benjamin Dalle

vous prient d'assister à la messe qui sera
célébrée le vendredi 18 mars, à 12 h 15,
en l'église Saint-Haouert d'Eylau,
66, avenue Raymond-Poincaré,
Paris-16, à l'invitation de

M. Albert MOCAËR,
décédé le 20 mars 1982.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet de Monde », sont priés
de joindre à leur envoi de texte
une des dernières bandes pour
justifier de cette qualité.

Le C.N.P.F. soumet aux syndicats trois projets d'accord

Syndicats et C.N.P.F. se sont rencontrés, jeudi matin 17 mars, pour une réunion, qualifiée d'ultime, sur la retraite à soixante ans. Le patronat a remis aux partenaires sociaux trois projets de textes et fait quelques petites concessions que les syndicats entendent fléchir, à l'arraché. Le premier texte - un avenant à un accord d'avril 1982 - prévoit le taux de rendement qui permettra d'obtenir une retraite complémentaire, égale à 20 % du salaire moyen de carrière. Il pourrait susciter des réserves, notamment de F.O.

Le deuxième - le plus important - (une annexe à l'accord du 8 décembre 1981 créant l'Association des régimes de retraites complémentaires, ARRCO), donne pouvoir à cette institution d'appliquer les nouveaux droits et les élargit aux salariés ayant des carrières incomplètes ainsi qu'aux mineurs et à certains chômeurs, y compris les chômeurs « non indemnisés mais qui sont toujours inscrits à l'AN.P.E. comme demandeurs d'emploi depuis au moins six mois ». En outre, le texte prévoit, avec

retroactivité, le droit à la retraite complémentaire des chômeurs âgés de plus de soixante ans qui ont pu bénéficier de la retraite à soixante ans du régime général depuis juillet 1982, mais fait l'impasse sur les retraites des cadres. Sauf surprise, ce texte, après amélioration, pourrait donner lieu à un accord partiel.

Le troisième texte, le plus délicat - un procès-verbal de réunion - porte notamment sur l'engagement du patronat d'harmoniser les régimes de l'ARRCO. Le C.N.P.F. - après consultation de son

conseil exécutif, lundi - a accepté d'engager « très prochainement », c'est-à-dire - avant la fin mai 1983 -, des discussions sur ce thème. Le souci des syndicats, notamment de F.O. et de la C.F.D.T., était d'obtenir aussi du C.N.P.F., au-delà de l'engagement, un « accord de principe » sur l'harmonisation des régimes, notamment une péréquation des frais de gestion et des fonds sociaux afin d'atténuer les inégalités entre caisses dont Christiane Grolier décortique ci-dessous les diverses facettes.

J.-P. D.

La jungle des régimes complémentaires

Harmonisation ou unification ? Homogénéisation ou uniformisation ? En ces temps de négociations sur la retraite complémentaire, ces questions provoquent des remous chez les gestionnaires de ces institutions paritaires. Lors de la réunion du 4 février, les partenaires sociaux se sont engagés à « prévoir la négociation très rapide de l'harmonisation des régimes des régimes regroupés dans l'ARRCO et en tout premier lieu, pour autant que nécessaire, de l'unification des paramètres de fonctionnement ».

Car, si l'on veut effectivement garantir 20 % du salaire moyen pour une carrière de trente-sept ans et demi, il faut utiliser les mêmes critères de référence. Or, actuellement, 1 franc de cotisation ne donne pas droit à la même retraite suivant le régime auquel a adhéré l'entreprise du salarié. A cette inégalité financière et technique s'ajoutent des inégalités produites par des règlements de régime différents et des inégalités en matière d'action sociale. Le tout noyé dans une complexité administrative.

Les inégalités proviennent de règlements différents visant le plus souvent l'attribution ou non des majorations pour enfant à charge ou par enfant élevé, le montant de la pension de réversion (80 % ou les deux tiers des droits acquis par le salarié), etc. Ces inégalités sont minimes, comparées aux différences d'allocation versées au moment de la retraite, pour une cotisation identique et une même durée de carrière. Au fil des ans, l'écart initial s'accroît.

La cotisation de 4 %, obligatoire, donne droit à des points qui s'additionnent au long de la carrière. Le nombre de points s'obtient en divisant le montant de la cotisation par le salaire de référence, en fait le prix d'achat du point. Quand intervient l'arrêt de l'activité, on multiplie le nombre de points ainsi obtenus par la valeur du moment, fixée par le régime. Et c'est là que les inégalités commencent, car le salaire de référence et le rendement - c'est-à-dire le pourcentage de retraite assuré par la même cotisation - varient suivant les régimes, et il y en a quarante-cinq au sein de l'ARRCO.

Si l'ARRCO indique un rendement phare - et admet que les régimes s'en écartent - elle n'a aucun droit de regard sur le salaire de référence. Aujourd'hui, les écarts sont limités à 4 %, mais, lors de la création des régimes, ils ont pu dépasser 10 %. Ainsi, un salarié cessant son activité en 1981 pouvait percevoir des prestations supérieures de 23,3 % à celles qu'il aurait perçues ailleurs.

Au fil des ans, les écarts sont amplifiés par les différences de réévaluation (de 9 % à 13 %) appliquées en fonction de l'évolution des salaires des cotisants de l'institution. Sans que l'ARRCO puisse intervenir. Par exemple, un salarié parti en 1970 avec une retraite de 103 F toucherait 351 F en 1982. Un autre serait parti au même moment avec 115,4 F percevrait 561 F en 1982. Soit une différence de 46,8 % en douze ans ! Il s'agit de situations extrêmes révélatrices de l'inégalité du système mais à faux apporter à quel-ques nuances. Parce que l'ARRCO ne tolère plus qu'un écart de 4 % sur le rendement. Et parce que les régimes importants - qui regroupent un grand nombre de salariés et de cotisants - ont des taux de rendement et des réévaluations très proches. Finalement, si l'harmonisation a commencé d'elle-même, pour aller plus avant et déterminer, pour l'ensemble des régimes, un rendement identique avec un salaire de référence identique et une valeur de point unique.

C'est aller un peu vite en besogne, répondent les « indépendantistes ». Le régime de retraite complémentaire reflète, disent-ils, « la réalité socio-économique des entreprises adhérentes ». Si on mélange les cotisations versées par un métallurgiste qui fait de la soudure électrique et celles versées par une ouvrière du textile, on nous prédit un produit détonnant !

Jusqu'à présent, les régimes ne compensent pas entre eux les inégalités de leurs revenus. Ils ne partagent pas les inconvénients de leurs

inégalités démographiques. Les caisses ayant peu de retraités et un nombre important de cotisants versent des sommes destinées à compenser les dépenses des caisses présentant un fort pourcentage d'allocataires. En 1981, 2,827 milliards de francs ont ainsi été transférés. Par exemple, l'UNIRS, à elle seule, a reçu presque 1,4 milliard de francs, la C.N.R.O. (Caisse du bâtiment et des travaux publics) s'est vu attribuer 107 millions de francs. Pour sa part, l'ANEP a versé 500 millions de francs.

Or la complexité et la liberté laissées aux régimes pour le calcul de leur salaire de référence et de leur rendement les autorisent à servir des pensions à des taux parfois plus élevés que leur situation ne le permettrait. Ainsi, devenus « déficitaires » - pour le plus grand bénéfice de leurs retraités - ils viennent chercher une juste provende dans la compensation. Au détriment, peut-être, des retraités d'une autre caisse, à plus rigoureuse dans l'appréciation de ses capacités.

Frais de gestion :
de 5 % à 16 %

Le taux de rendement subi aussi la contrainte des prélèvements effectués pour satisfaire aux frais de gestion et à l'action sociale que le régime entend mener. Ces frais de gestion, qui peuvent aller de 5 % à 16 %, alimentent à hauteur des cotisations. Disent qu'un pourcentage important de frais n'est pas synonyme automatiquement de mauvaises gestion et de gaspillage. Ainsi, la Caisse du spectacle enregistre le moindre cachet, et ses cotisations de conditions de travail frisent l'aberration. Mais, à l'inverse, les anecdotes sur l'affectation de ces frais circulent dans le milieu des caisses de retraite complémentaires. Tout à la fois vigilantes les unes envers les autres - car de gros enjeux financiers sont en cause, - elles savent faire le gros des amers intrus qui, attaquant l'une d'elles, mettraient tout le système en danger.

L'IGAS (Inspection générale des affaires sociales), analysant dans son rapport de 1976 les « installations comptables », les acquisitions immobilières, les salaires parfois considérables des gestionnaires, les déplacements onéreux pas toujours justifiés par les nécessités du régime. Toutes dépenses venant finalement en déduction des pensions qu'aurait pu percevoir le retraité.

L'IGAS (Inspection générale des affaires sociales), analysant dans son rapport de 1976 les « installations comptables », les acquisitions immobilières, les salaires parfois considérables des gestionnaires, les déplacements onéreux pas toujours justifiés par les nécessités du régime. Toutes dépenses venant finalement en déduction des pensions qu'aurait pu percevoir le retraité.

Action sociale :
la plus grande diversité

Aux inégalités techniques, s'ajoutent les inégalités sociales. L'action sociale, c'est le domaine libre de la caisse, celui où les administrateurs donnent libre cours à leurs options. Les uns privilégient le collectif, les vacances, par exemple. Les autres s'attachent à apporter une aide plus individuelle. Souvent, les deux activités se conjuguent. Et les actifs en profitent au même titre que les retraités. Cependant, la plus grande diversité règne également dans le financement de cette action sociale. Le taux de prélèvement pour la mettre en œuvre varie de 0 % à 3 %. La moyenne se situant légèrement au-dessus de 1 %. En 1981, 1,140 milliard de francs ont approvisionné les fonds sociaux, et 611 millions de francs ont été redistribués, soit guère plus de 53 %. Là encore avec une grande disparité entre les régimes.

Certains se montrent généreux et d'autres chiches, révélant, tel l'oncle Pissou, une nette tendance à la théorisation : 31 % des sommes non redistribuées sont allées gonfler les « réserves des fonds sociaux » qui sont évaluées, en 1981, à 2,769 milliards de francs. Certains esprits chagrins insistent que les régimes se dotent ainsi d'une « seconde réserve » en plus de la « réserve propre » dont ils disposent pour leur fonctionnement. « Les caisses sont comme des écureuils qui planquent des noisettes partout », ironise un syndicaliste. Des noisettes parfois considérables.

Par exemple, la CRI laisse sa re-

traite du groupe Renault peut compter sur plus de 4 milliards de francs de réserve. La C.N.R.O. (1) arrive à un peu plus de 1 milliard.

En général, les régimes se montrent très discrets sur cet argent et ses produits. Et c'est la danger d'une mise dans un pot commun de ces réserves - dans une solidarité élargie - que les régimes voient poindre à travers la processus de l'harmonisation. Ils sont bien décidés à les défendre. « C'est la preuve et le résultat de notre prudence et d'une gestion saine, cet argent appartient à nos retraités », disent-ils. Or ces réserves constituées dans des temps de hausse économique et de taux de rendement confortables, amenuisent peu à peu, et l'argument finira par tomber.

Autre disparité : certains régimes ne se contentent pas à la seule retraite complémentaire, mais se sont lancés dans la prévoyance, l'une et

l'autre ayant des relations souvent très étroites. Par exemple, c'est la C.N.P.O. (caisse de prévoyance du bâtiment) qui gère une partie de l'action sociale de la C.N.R.O. Cette gestion comporte, entre autres, l'important chapitre des vacances et des sept centistes qui accueillent actifs et retraités.

Mais aujourd'hui, au-delà de la pension, de la prévoyance, c'est l'épargne qui devient la cible des régimes. Le groupe CRI en est l'exemple type. Grâce à son image de marque (même les détracteurs du groupe avouent que « les retraités se portent bien de cette expansion »), l'activité retraite complémentaire pure s'efface et ne compte plus que pour moitié dans les 21 milliards annuels de flux financiers du groupe, qui propose toutes sortes de placements et va même participer au développement du Grand Sud-Ouest en investissant sur place dans les

P.M.E. M. Maurice, son directeur, ne s'insurge pas contre l'harmonisation prévue. Il prévoit simplement que les salariés, s'ils trouvent leurs avantages trop nivelés, essaieront, à travers une nouvelle forme de prévoyance et d'épargne, de recréer leurs privilèges.

La liste des inégalités n'est pas pour autant close. Il existe aussi des cotisations facultatives pouvant s'ajouter aux cotisations obligatoires. Et là, les salariés sont dans des situations très inégalitaires puisque le versement de ces cotisations facultatives dépend « de la volonté générale de l'entreprise de faire plus ou moins de social ». Et plus de la cotisation de 4 % sur le salaire, à concurrence du salaire plafond de la Sécurité sociale, une autre cotisation également de 4 % est possible (au total 8 %). Sur la part du salaire excédant le plafond de la Sécurité sociale, et jusqu'à trois fois ce sa-

laire, c'est une cotisation jusqu'à 12 % qui est envisageable (au total 4 % + 12 %).

Harmonisation, unification, uniformisation, c'est une question de temps, de rythme de réformes à apporter en fonction des choix (la retraite complémentaire doit demeurer le reflet de la réalité socio-économique de la vie active, avec ses trous et ses bosses), ou la solidarité des travailleurs doit être pleine et entière et apporter à chacun les mêmes droits, pour que la « jungle » des retraites complémentaires comporte moins d'imprévus. L'imagination des gestionnaires saura bien retrouver ailleurs de quoi s'exercer.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Caisse nationale de retraites des ouvriers du bâtiment.

CONJONCTURE

Les signes de la reprise économique

(Suite de la première page.)

De même, on prolongera un peu plus des prévisions d'allocations chômage prévues initialement jusqu'à la fin du mois de mars. Enfin, des fonds seront débloqués pour une assistance humanitaire aux indigents.

Cette huile dans les rouages de la machine économique américaine est la bienvenue, de même que la baisse des prix du pétrole, qui va à la fois peser sur l'inflation et réduire les déficits de balance des paiements. Sans doute la hausse de nombreuses matières premières portera-t-elle l'effet inverse, mais son impact sur les économies est moins fort, et c'est en tout cas un bon indicateur de la reprise.

L'étape des élections françaises et des élections allemandes, franchie sans trop de dégâts, peut permettre de repartir du bon pied de chaque côté du Rhin et déjà, anticipant sur les résultats en République fédérale, les milieux d'affaires ont commencé à sortir de leur engourdissement.

Vers une coopération...
compétitive

Les accords Toyota-General Motors et L.R.M.-Matsushita prouvent que quelque chose bouge aussi dans le bon sens du côté des structures d'entreprises et qu'elles s'acheminent vers une concurrence moins sauvage, particulièrement traumatisante pour tous en temps de crise.

Lors d'un récent colloque (1), M. Saurat, président-directeur général d'Eurogrip, évoquait aussi un phénomène qui s'amplifie : celui d'accords entre firmes du Nord et du Sud, estimant, avec l'économiste américain Peter Drucker, que les multinationales classiques vont s'effacer pour céder la place à des

fédérations transnationales où signifieraient précisément des éléments du tiers-monde et des pays développés.

Ces « nouveaux hybrides » apparaissent aussi bien dans l'énergie (contrats entre Total et une société pétrolière d'Abu Dhabi, Gaz de France et Sonatrach) que dans d'autres domaines (coopération franco-indienne dans le domaine des télécommunications, accords Valloire avec une société algérienne de tubes, etc.).

On discernait plus qu'un frémissement dans le paysage international. Mais gare aux emballements, aux anticipations à partir de « messages », certes réconfortants, mais encore incomplets ! Tout est loin d'être joué. Les Américains peuvent à bon droit se frotter les mains en regardant où est tombé leur indice des prix de détail (3,9 % seulement en 1982 contre 8,9 % en 1981 et 12,4 % en 1980), mais tant que le déficit du budget fédéral restera aussi élevé cette conquête restera fragile.

De même les mauvais résultats du commerce extérieur, qui s'aggravent encore en 1983, renforceront les ponvols des syndicats et des groupes de pression protectionnistes : si le gouvernement cède à leurs exigences, c'est à la fois le niveau de vie américain et celui des échanges internationaux qui faibliront. En outre, quel qu'on en dise, les taux d'intérêt restent très élevés par rapport aux prix, ce qui ne permet pas aux industriels de donner toute leur mesure.

L'Allemagne semble la mieux placée après les États-Unis pour profiter d'une reprise internationale, car ses entreprises ont réussi à garder dans la bourgeoisie leur compétitivité, au prix, il est vrai, de deux

millions et demi de chômeurs, et d'une baisse du pouvoir d'achat, ce qui n'est pas le cas de la France, qui a voulu ménager la chèvre et le chou, et devra rester au purgatoire plus longtemps que d'autres grands pays industriels.

On saura dans quelques mois si nous assistons à un nouveau film de l'histoire économique mondiale ou s'il s'agit d'une présentation en trompe l'œil. Il est certain, en tout cas, que la reprise ne sera confortée aujourd'hui que par les pays développés. Le tiers-monde ne peut, comme on l'a cru un moment, servir de levier, pour trois raisons : la baisse des prix du pétrole, celle des quantités vendues, ainsi que l'endettement des « nouveaux pays industriels ». Ajoutons à ces motifs le fait qu'à long terme l'économie de la plupart des pays en développement dépend encore trop de produits dont la prime diminue dans les échanges mondiaux.

Le changement des données de l'économie internationale conduit à rester à penser à une révision du cadre dans lequel doit se poursuivre un dialogue Nord-Sud de plus en plus balbutiant. Comme l'écrit M. Albert Bressand (2), son renouveau « passe par une plus grande diversité, un plus grand pragmatisme et une meilleure prise en compte des problèmes immédiats... Le moment est à l'évidence venu pour le tiers-monde de rechercher un réel équilibre entre souci d'autonomie et appel aux marchés internationaux ». Ce qui veut dire développement des « stratégies alimentaires nationales », comme l'a fort bien souligné M. Edgard Pisani, au nom de la C.E.E., pour le renouvellement de la troisième convention de Lomé. Et aussi coopération industrielle qui doit aller au-delà des exemples que nous avons cités plus

haut. « Il est temps en particulier de cesser de nous « protéger » contre ces pays d'Asie qui se concentrent à l'évidence la vigueur économique de cette fin de siècle », poursuit M. Bressand. On ne se protège pas longtemps de l'avenir. M. Yves Berthelot, directeur du CEPIL, n'est-il pas parvenu il y a longtemps déjà que le solde des emplois nets de nos échanges avec le tiers-monde est globalement positif ?

Même si la configuration des pièces et morceaux du puzzle économique bouge enfin et que nous paraissions avoir atteint le fond de la vallée des larmes, la croissance à venir ne sera ni aussi forte ni de la même nature que celle que nous avons connue dans les années 60. Ceux qui auront à entretenir la flamme de l'expansion à la tête des gouvernements devront cesser de jouer les perroquets keynésiens et faire preuve d'imagination. La révolution technologique (et notamment micro-électronique) que nous vivons introduit une dimension nouvelle, modifiant les rapports entre le travail et le capital comme jamais dans l'histoire industrielle.

PIERRE DROUIN.

(1) Organisé à Paris le 10 mars 1983 par le CEPIL (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) et par le CEFRI (Centre de formation aux réalités internationales).

(2) Dans le prochain numéro de *Politique étrangère*, revue de l'Institut français des relations internationales (IFRI), 6, rue Ferrus, 75014 Paris.

LA FRANCE AU PREMIER RANG DES EMPRUNTS MONDIAUX DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

En dépit d'un net coup de frein en février, la France est restée, pour les deux premiers mois de 1983, au premier rang des emprunteurs mondiaux sur les marchés financiers internationaux, avec un total de 2,1 milliards de dollars (14,5 milliards de francs), selon les statistiques de l'O.C.D.E.

Sans doute, relèvent les analystes, les États-Unis et le Japon ont-ils levé, pendant la même période, des capitaux aussi importants (2,1 milliards de dollars), devant la Suède (1,8 milliard de dollars), le Canada et le Danemark (1,1 milliard de dollars). Mais, selon eux, les emprunts français ont surtout été utilisés pour combler le déficit commercial du pays, ce qui n'est pas le cas pour les États-Unis et le Japon.

Il est à noter que ces emprunts français se sont effectués, en février, à un rythme nettement plus ralenti, leur montant tombant au tiers de celui de janvier. Selon ces mêmes analystes, ce rythme devrait augmenter à nouveau maintenant que les élections municipales ont lieu.

Le débat escamoté

(Suite de la première page.)

La première concerne la tenue d'un franc devenu flottant. Baisserait-il modérément pour se stabiliser ensuite ? Ou, au contraire, assisterait-il à un glissement continu du premier effet serait de renchéir nos importations puisqu'il fléchirait alors vis-à-vis de toutes les devises y compris le dollar ? Se verrait-on dans ces conditions contraint de mettre en œuvre des clauses de sauvegarde pour éviter une aggravation du déficit extérieur ?

Le pouvoir examine tous ces scénarios. Dans l'immédiat, des indications que l'on peut obtenir de l'Élysée aussi bien que de la rue de Rivoli, il ressort qu'en toute hypothèse la politique dite de rigueur ne serait pas remise en cause. Reste à savoir qui en supporterait le poids. « Faire payer les riches » ne serait pas suffisant, et l'effort, pour être

efficace, devrait être largement réparti. C'est là qu'intervient la connotation politique. Nombreux dans la majorité sont ceux qui estiment qu'on ne saurait demander plus au « peuple de gauche », sauf à lui présenter un vaste projet auquel il puisse adhérer. Mais son élaboration est-elle compatible avec une politique faisant une si large place aux contraintes extérieures ?

On peut se demander en vérité si le pays n'est pas privé du seul vrai débat économique qui vaille. Puisque celui-ci dispose de trois ans avant d'avoir à affronter de réels dangers électoraux, quelle politique faut-il mener nonobstant les sacrifices nécessaires pour que les résultats de cette politique puissent être qualifiés de socialistes ? Quels tabous conviendrait-il de renverser, d'abandonner le contrepoids des thèses or-

thodoxes ? Tout se passe comme si le pouvoir socialiste gardait en poche ses théories économiques et paraît au plus pressé en utilisant l'arsenal le plus classique. N'a-t-il donc pas un autre discours à tenir, d'autres choix à faire, à tout le moins un vrai débat à proposer ?

John Maynard Keynes, dans ses *Essais sur la monnaie et l'économie*, soulignait que l'on relègue le problème économique « à la place qui lui revient : l'arrière-plan, afin que le champ de bataille de nos débats et de nos luttes soit occupé par les problèmes réels de la vie et des relations entre hommes, ceux des créations de l'esprit, ceux du comportement et de la religion ». L'économiste qui a le plus marqué le début de ce siècle avait aussi compris les limites de son art.

PHILIPPE LABARDE.

هكوان الامين

COMMERCE

La révolte des sous-smicards de l'épicerie

Cela commence comme un conte de fées : travailler en couple, être logé, responsable d'un magasin, avec la promesse de gains importants. Des jeunes, plus nombreux qu'on n'imagine, désireux de devenir des « entrepreneurs », mordent à l'annonce. Mais, au bout de quelques mois, les déficits s'accumulent et le conte de fées devient mécompte.

M^{me} Aulère, gérante mandataire d'un Primistère dans le seizième arrondissement d'abord, à Gennevilliers ensuite, a fait deux graves de la faim. M. Goudey, lui, fait la grave sur le tas de conserves, à Villeneuve-la-Garenne : il n'a pas le droit de fermer son magasin. A Neuilly, M. et M^{me} Paul ont préféré « offrir » leur démission : 5 000 francs de revenus par mois pour deux, mais seul le mari est officiellement salarié, sans couverture sociale pour elle, avec un logement de deux pièces, sans cuisine, ni salle de bain, ni toilette. C'est peu pour vivre avec deux petits enfants, en travaillant plus de dix heures par jour.

Comment en arrive-t-on là ? Vous avez répondu à l'annonce. Vous faites un stage pratique de huit jours : « On apprend à porter des caisses, à ranger les boîtes dans les rayons, à peser. Aucune référence, aucune connaissance dans la gestion n'est exigée. Par contre, on nous dit qu'il est préfé-

nable de ne pas avoir d'enfant. » Puis vient un stage théorique : factures, fiches de caisse, multiplications et divisions et enfin interrogations sur les motivations. Vous voilà affecté gérant d'une épicerie, on vous aura montré le chiffre d'affaires de votre prédécesseur, et vous avez signé le contrat, un peu trop vite sans doute.

Pas d'eau courante

La rémunération brute est fixée à 5,80 % du chiffre d'affaires réalisé, avec un fixe assuré pour les magasins dont le chiffre est inférieur à 120 000 francs : il s'élève à 3 666 francs pour un gérant seul, à 5 136 francs pour une gérante à deux. Il est prévu 7 200 francs pour une gérante, mais ce système est réservé au magasin dont le chiffre dépasse les 120 000 francs. M. Goudey s'est vu offrir, lui, un fixe de 4 700 francs, comme gérant seul, à la condition toutefois que sa compagnie travaille avec lui...

Quant au logement de fonction, il a été déclaré insalubre par le service de l'hygiène. Tout comme le magasin lui-même, pour lequel la société Félix-Potin, propriétaire des Primistères, a reçu une mise en de-

Du conte aux mécomptes

meure d'effectuer des travaux. M. Goudey montre à qui le veut les gondoles rouillées, les serpilières qui font l'éclat du meuble des produits frais, le bâton avec lequel il dégrève le congélateur, puis le dégrève automatique ne fonctionne plus, le chauffage à infrarouge, dont l'utilisation est interdite, la peinture du plafond qui sa décolle en lambeaux. Dans sa boutique du seizième, M^{me} Aulère n'avait pas l'eau courante, nécessaire au moins pour nettoyer la machine à jambon.

Pendant les trois premiers mois de la gérance, la société procède à un inventaire chaque mois. Ensuite ce rythme est irrégulier. « Chaque gérant a un compte particulier chez Félix-Potin », explique M^{me} Aulère. Si vous êtes excédentaire, on vous paye de la main à la main. Depuis peu, c'est inscrit sur la fiche de paie. Mais, si vous êtes déficitaire entre deux inventaires, personne ne s'occupe. En trois mois, M. Goudey avait un déficit de 12 000 francs, au bout d'une année de 80 000 francs. En deux ans, chez M. Paul, le déficit atteint 32 000 francs. Selon eux, plusieurs raisons à cela : des erreurs formelles de calcul dans les inventaires, vite réalisés, trop vite signés aussi sur un coin de comptoir, des

divergences sur l'imputation de certaines factures (M. Goudey raconte qu'on lui compte deux fois ses achats de pain : « Quand je l'ai dit à la direction, cela les a fait rire. Ils m'ont dit : « Cherchez encore, vous êtes sur la bonne voie. » Il y a encore des variations mystérieuses de stock : « Pendant qu'on faisait des travaux dans la boutique, on enfermait le stock dans un « camion-cadenas » : à l'ouverture du camion il y avait moins de marchandises qu'à l'entrée. » Même aventure pour un magasin resté fermé pendant quelques jours. « Si nous avons un vol important, on nous demande, raconte encore un gérant, d'estimer le montant du vol : on peut marquer ce que l'on veut, quitte à gruger son successeur. »

L'engrenage

Pour la société Félix-Potin, toute marchandise qui sort de ses entrepôts est considérée comme vendue : le gérant prendra les vols à sa charge, en attendant que l'assurance rembourse. Il y a bien des crédits pour les pertes et la casse, mais « ils sont accordés à la tête du client », estime M^{me} Aulère, qui dit aujourd'hui être bien traitée par

les inspecteurs depuis qu'elle a fait constater à l'un d'entre eux, de fort près, de très très près même, combien ses yeours étaient pémisés.

Mais ce qui étonne le plus ces sous-smicards de l'épicerie, c'est que Félix-Potin n'envisage pas de les licencier : « Au contraire, ils m'ont proposé un magasin plus grand, à la condition que je signe une reconnaissance de dette, dit M. Goudey. C'est l'engrenage, dans lequel on tombe, et plus on est coincé, plus on devient un cadre important... »

« Quand on a un déficit d'inventaire, on nous dit qu'on est le seul dans ce cas-là, intervient M. Paul. Il y a la peur, la honte aussi. L'inspecteur m'a demandé qui tenait la caisse et si j'étais sûr de ma femme. De quoi sème la discorde dans les ménages et de faire une dépression. » Son épouse, qui n'est donc pas officiellement employée, n'a pu que s'arrêter huit jours pour accoucher avant terme : « Il fallait bien tenir la boutique et porter les caisses pendant que mon mari faisait les livraisons à l'extérieur. » Depuis, le gérant de Neuilly s'est aperçu qu'il n'était pas seul à avoir des problèmes avec Félix-Potin.

Sur la vitrine de sa boutique, M. Goudey informe les clients, plutôt compréhensifs, des raisons de sa grève et précise que sa compagnie « est employée au noir ». Pour les remplacements d'été, la société lui a cependant fait un contrat. Son salaire est pris sur la caisse de la boutique, mais son montant est imputé sur la feuille de paie de M. Goudey. « La société déclare aux impôts le salaire de ma femme sur mon compte. C'est une fausse déclaration, et de plus, elle ne paie pas de charges sociales pour les femmes. »

« Notre statut de gérant mandataire date du 3 juillet 1944. Nous ne sommes pas salariés, mais nous cotisons à la Sécurité sociale. Nous avons les inconvénients des gérants libres sans en avoir les avantages », déclare encore M^{me} Aulère, dont les clients sont prêts à signer une pétition. Elle a écrit au ministre du travail, M. Auroux, qui lui aurait répondu que le statut des gérants mandataires était complexe, ce qui demandait des enquêtes approfondies. Aujourd'hui, les rebelles de chez Félix-Potin veulent lancer un mouvement. Ils seraient quatre-vingt, mais plusieurs centaines de gérants (il y a environ mille cinq cents magasins) ont, selon eux, des difficultés avec leur société. « L'ennui, c'est qu'on ne se connaît pas. »

JACQUES GRALL

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux publics

Avis d'Appel d'Offres International

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue d'acquiescer le lot de matériel suivant :

- Matériels de fabrication d'émulsion bitumée.

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11/02/78 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des prescriptions spéciales auprès du Ministère des Travaux publics, Direction Générale des Infrastructures, 135, rue Didouche-Mourad - Alger.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir au Ministère des Travaux publics, sous-double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure portant la mention : « Appel d'Offres, ne pas ouvrir ».

La date limite de dépôt est fixée au 16/4/1983, au-delà de laquelle aucune offre ne sera acceptée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours.

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e - ☎ 347.21.32

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 9020/AD/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- CAMIONS STATION MOBILE D'ENTRETIEN (QUANTITÉ 3) TOUT TERRAIN AVEC ÉQUIPEMENT COMPLET DU CHASSIS DE STATION DE GRAISSAGE CHARGE UTILE 15 A 20 TONNES

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9020/AD/MEC Confidentiel - A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 16 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 008-ON/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres National et International pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : PIÈCES DE RECHANGE POUR VÉHICULES RENAULT 4 ;
- Lot n° 2 : PIÈCES DE RECHANGE POUR RENAULT 12 ;
- Lot n° 3 : PIÈCES DE RECHANGE POUR VÉHICULES K70 V. W 22-AS.

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 008-ON/MEC Confidentiel - A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 23 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P. 5.611.1.031.00.02

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 1/83/SDMC

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de l'acquisition des équipements scientifiques pour projets de recherche appliquée (protection de l'environnement) destinés au Département de Génie-Sanitaire de l'École Nationale Polytechnique d'Alger.

Les cahiers de charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement universitaire, sis, 1, rue Bachir-Attar, place du 1^{er} Mai - ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique la mention suivante : A.O.I. N° 1/83 - SDMC - Acquisition des Équipements Scientifiques pour projets de Recherche Appliquée (Protection de l'Environnement) destinés au département de Génie-Sanitaire de l'École Nationale Polytechnique d'ALGER - U.S.T.H.B. Soumission d ne pas ouvrir ».

La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Il est rappelé aux soumissionnaires que toutes les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21 D.G.C.I. - DMP du Ministère du Commerce.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 9020/AD/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- CAMIONS STATION MOBILE D'ENTRETIEN (QUANTITÉ 3) TOUT TERRAIN AVEC ÉQUIPEMENT COMPLET DU CHASSIS DE STATION DE GRAISSAGE CHARGE UTILE 15 A 20 TONNES

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9020/AD/MEC Confidentiel - A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 16 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 008-ON/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres National et International pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : PIÈCES DE RECHANGE POUR VÉHICULES RENAULT 4 ;
- Lot n° 2 : PIÈCES DE RECHANGE POUR RENAULT 12 ;
- Lot n° 3 : PIÈCES DE RECHANGE POUR VÉHICULES K70 V. W 22-AS.

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 008-ON/MEC Confidentiel - A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 23 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

PROBLÈMES DANS L'AI
Le groupe Car
annonce le licenciement

Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

DES
DE P
Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

Le groupe Car annonce le licenciement de ses employés. Les raisons de cette décision sont liées à des problèmes de gestion et de structure. Le groupe Car, qui a connu une croissance importante ces dernières années, se voit contraint de réorganiser ses effectifs. Les licenciements concernent principalement des employés de la production et du service client. Le groupe Car s'excuse auprès de ces employés et leur propose des indemnités de départ. Les licenciements sont prévus pour les prochains mois.

هكسان الأول

AFFAIRES

DIFFICULTÉS DANS L'AMEUBLEMENT

Le groupe Gautier envisage le licenciement de 600 salariés

(De notre correspondant.)

La Roche-sur-Yon. — La crise qui frappe le groupe vendéen Gautier, leader européen des meubles pour enfants, est-elle annonciatrice d'une vague de difficultés pour l'industrie française de l'ameublement ? C'est bien possible. Toujours est-il qu'un siège social de la plus importante entreprise de Vendée (2 300 salariés), les choses vont plutôt mal.

Tout a commencé lundi 14 mars avec l'annonce de la démission d'un administrateur judiciaire à la tête de la maison mère du groupe. Cette requête émanait de M. Patrice Gautier, quarante-huit ans, P.-D.G. du groupe portant son nom, après l'échec des tentatives qu'il avait menées auprès des pouvoirs publics. Cette procédure, qui précède un dépôt de bilan imminent, assure au chef d'entreprise un certain volume de manœuvre. Elle lui permet de préparer un plan de restructuration en liaison étroite avec ses collaborateurs et la tutelle judiciaire.

Le deuxième élément de cette « crise » réside dans l'attitude du pool bancaire « coiffant » Gautier (dont le très puissant Crédit industriel de l'Ouest), qui a décidé, le 10 mars, de ne pas faire en totalité l'échéance, l'en-cours de crédit étant bien supérieur aux autorisations consenties. Créée en 1960 par M. Patrice Gautier à partir d'un atelier de menuiserie-bénédicte hérité de son père, l'entreprise, depuis vingt ans, connaît un essor remarquable. Ses neuf unités de production en France (Vendée, Maine-et-Loire, Sarthe et Corrèze) et une au Canada, les marques Gautier, Gam, Eguizier, Aranjou, ses nombreuses filiales en Europe et sur le continent nord-américain, faisaient du groupe un interlocuteur écouté.

Avec 25 % de son chiffre d'affaires consolidé (620 millions de francs en 1982) réalisés à l'étranger, Gautier semblait bien armé pour affronter l'avenir. C'était sans compter sur deux phénomènes de fond : la baisse du marché national et la compétitivité accrue des concurrents étrangers.

La crise de l'immobilier et la hausse des taux d'intérêts sont venues heurter de plein fouet les acheteurs de meubles à crédit. En décembre 1982, M. Gautier, conscient des difficultés, avait proposé au personnel de ses entreprises un plan d'adaptation dans le cadre des contrats de solidarité Le Garrec. Il prévoyait, au plan industriel, une diversification de la production assortie d'une rationalisation de l'outil de travail ; ensuite, au plan social, une réduction du temps de travail à trente-cinq heures hebdomadaires sans compensation intégrale des salaires et la mise en place de départs en préretraite. Ces aménagements ne furent pas d'un grand effet sur la situation financière de l'entreprise, l'abandon des stocks de produits finis pesant de plus en plus lourd sur une trésorerie déjà fragile.

En janvier 1983, les ventes en magasin furent inférieures de 30 % à celles de janvier 1982. « La décision que je viens de prendre n'est pas la plus facile, mais c'est la seule qui puisse sauver l'entreprise ! » affirme M. Gautier. En effet, dans le plan de restructuration que l'administrateur provisoire et le P.-D.G. sous tutelle proposeront à l'ensemble des salariés, la semaine prochaine,

soixante licenciements pourraient être envisagés.

« Il faut faire atterrir l'avion, l'alléger et le faire redécoller très vite », dit M. Gautier. Cette restructuration ressemble à une opération chirurgicale : malade, le groupe Gautier ne peut envisager que l'amputation d'une partie de son personnel. Les conséquences humaines d'un tel choix sont redoutables : « J'ai la conscience tranquille, rien d'autre n'était possible », M. Gautier parle d'un « sinistre national », mais il ajoute avec espoir et prudence : « Toutes les solutions passent par la poursuite de l'activité du groupe sans arrêt, sauf ceux provoqués par les problèmes sociaux qui pourraient surgir ».

HERVÉ LOUBOUTIN.

LES REVENUS DES AGENCES DE PUBLICITÉ ONT AUGMENTÉ DE PRÈS DE 18 % EN 1982

Les publicitaires ne peuvent qu'être satisfaits de l'année 1982. La marge brute (autrefois dit le revenu des agences : honoraires et commissions) des cent premières a augmenté de 17,7 % pour atteindre 2,3 milliards de francs, si l'on en croit l'hebdomadaire professionnel Stratégie, qui publie son numéro spécial annuel sur l'activité des agences de publicité. Quant au chiffre d'affaires (montant total des budgets confiés par les annonceurs), des cent premières, il dépasse 15 milliards de francs. En 1982, on trouve toujours Publicis-Consil qui, à égalité en 1981 le chiffre d'affaires record de 1 milliard de francs, suivi de Roux, Seguela, Cayzac et Goudard (723,3 millions de F), de Havas-Consil (614 millions de F), de Young and Rubicam (583,6 millions de F) et de Bèlier-Consil (490 millions de F).

Parmi ces cinq premières agences (Havas-Consil et Bèlier-Consil) deux sont des fleurons du groupe Eurocom, filiale spécialisée de l'Agence Havas, qui détient à lui seul environ 25 % du marché publicitaire français des agences, tandis que le groupe Publicis en contrôle environ 14 %, et Roux, Seguela, Cayzac et Goudard environ 7 %. Ainsi, trois groupes français se partagent près de la moitié de l'activité des agences, ce qui explique que Young and Rubicam, première agence américaine en France, doive se contenter de la quatrième place et de près de 6,5 % du marché.

« Esso étendait les rabais sur les prix des carburants à plusieurs points de vente », Esso a décidé d'appliquer à compter du 17 mars la remise maximale autorisée de 10 centimes sur le super et de 9 centimes sur le litre d'essence ordinaire dans ses stations libre-service de Toulouse, La Rochelle, Metz, Nancy et en Lorraine. 560 stations Esso offrent désormais des rabais de 7 à 10 centimes. Cette décision fait partie de la contre-offensive des compagnies pétrolières à l'encontre des supermarchés (le Monde du 15 mars).

A LA CELLULOSE DE STRASBOURG

Un nouveau contrat de location-gérance a été signé avec les papetiers et les scieurs

De réunion de dernière chance, en ultime rencontre, les trois cent trente salariés de la Cellulose de Strasbourg ont retrouvé un emploi. Mercredi 16 mars au soir, une nouvelle société d'exploitation de la Cellulose de Strasbourg a signé un contrat de location-gérance avec le syndicat chargé de la liquidation de l'ancienne société. Les activités devraient donc reprendre dès lundi 21 mars.

Créée en 1936 par un groupe suisse, l'usine papetière de Strasbourg était passée sous le contrôle d'un groupe britannique en 1972, puis était entrée dans le giron du Groupement européen de la Cellulose (G.E.C.), première tentative d'une politique de groupe dans l'industrie papetière française, initiée par des fabricants étrangers et notamment l'américain Parsons and Withmore.

Cette carrière « internationale » de la Cellulose se poursuivra, après le règlement judiciaire du GEC en 1980, par un contrat de location-gérance prorogé pour un an en janvier 1982. Ce n'est qu'en novembre dernier que les pouvoirs publics proposaient un plan de soutien permettant à la Cellulose de continuer son activité. Les collectivités locales, régions et départements se sont d'abord fait tirer l'oreille. Le 7 février dernier un accord était trouvé que les papetiers concernés eurent du mal à mettre en œuvre.

Le capital de la nouvelle société d'exploitation s'élève à 16 millions de francs. Il est détenu à raison de 49 % par un pool de banques régionales, et pour 51 % par deux sociétés participatives, l'une constituée par les papetiers dont Béghin-Say et l'autre par les scieurs dont l'activité et les emplois étaient compris par l'arrêt de la Cellulose. L'État versera 25 millions de francs, 20 immédiatement et 5 d'ici à la fin de l'année. Cet apport financier, complété par 6 millions de francs venant des

ministères de l'agriculture et de l'industrie, devra couvrir les dépenses d'investissement. Quant à l'apport des collectivités locales, fixé à 25 millions de francs également, il devra financer notamment, le rachat des actifs immobiliers (estimés à 5 millions de francs).

Les syndicats de la Cellulose qui avaient mené des actions dures exultent : Pour la C.G.T. il s'agit d'« une victoire pour l'emploi, pour le développement économique régional et pour la reconquête du marché intérieur ». F.O. fait remarquer non sans raison que l'objectif primordial reste d'assurer la pérennité de l'entreprise, soit par la modernisation de l'unité actuelle, soit par l'implantation d'une nouvelle usine sur le site de Strasbourg. Le dossier Cellulose de Strasbourg se reforme provisoirement. — J.G.

M. DANIEL MELIN VA DEVENIR PRÉSIDENT DE LA CELLULOSE DU PIN

La Cellulose du Pin (groupe Saint-Gobain), numéro un de l'industrie papetière française mais aussi un des plus gros fabricants de l'Europe des Dix avec un chiffre d'affaires proche de 6 milliards de francs, va changer de P.-D.G.

Président-directeur général de l'entreprise depuis trois ans, M. Pierre Chancel ne demandera pas le renouvellement de son mandat à l'assemblée annuelle du groupe, qui se tiendra en juin. M. Daniel Melin, directeur général depuis mai 1982, a été désigné pour lui succéder à ce poste. Il prendra en même temps la direction de la branche « bois-papier » de Saint-Gobain.

Agé de trente-huit ans, ce polytechnicien était entré dans le groupe en 1974, comme ingénieur à l'usine de Fauré (Gironde) dont il était rapidement devenu le directeur. Sa nomination ne constitue pas une surprise. — A.D.

AU CONSEIL DES MINISTRES

La normalisation française doit être adaptée aux préoccupations économiques

Faut-il y voir plus qu'une coïncidence ? Au moment où un débat sur « le protectionnisme intelligent » préoccupe le gouvernement, le conseil des ministres adopte une politique renforcée de normalisation. On sait que les normes des produits peuvent servir de redoutables armes protectionnistes, et les exemples ne manquent pas de ces entraves techniques qui ont forcé le GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) à publier un code en 1978 pour les limiter. En tout cas, la normalisation française, selon le ministère de la recherche et de l'industrie, « doit s'adapter aux préoccupations économiques et sociales du gouvernement ».

Sur la base d'un rapport qu'il avait demandé à M. Germon, député P.S. de l'Essonne, M. Chevènement entend donc généraliser l'utilisation des normes N.F., en particulier pour les marchés publics, créer un conseil supérieur de la normalisation qui définira les orienta-

tions générales et coiffera l'AFNOR. La présence française dans les instances internationales (organisation internationale de normalisation ISO, et Comité européen de normalisation, CEN) sera en outre renforcée.

L'objet en est clair : « La normalisation est un facteur capital de progrès qui contribue à la compétitivité des entreprises, à la défense des intérêts des consommateurs et à ceux des travailleurs. Elle participe à la reconquête du marché intérieur et conditionne le développement des exportations », lit-on dans le rapport Germon. De plus, les étrangers sont beaucoup plus « normalisateurs » que les Français. La Grande-Bretagne procède également à une réforme. Les organismes allemands sont deux fois mieux armés. Les États-Unis font pression sur les instances internationales pour qu'elles adoptent leurs procédés et leurs normes dans tous les secteurs de pointe.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le groupe Caroni envisage 300 licenciements

De notre correspondant

Lille. — De trois cents à cinq cents suppressions d'emplois avant l'été dans le groupe Caroni : telles sont les mesures annoncées par la direction au cours d'une réunion du comité d'entreprise, mercredi 16 mars, à Marquai-Barcel (Nord). Premier groupe régional du bâtiment et des travaux publics dans le nord de la France, la société Caroni, toujours restée sous le contrôle de la famille qui lui a donné son nom, emploie quelque deux mille six cents personnes dans ses dix-huit filiales.

La direction, qui s'est vu à deux reprises refuser l'autorisation de licenciement pour raisons économiques par la direction départementale du travail, justifie ces mesures par une

baisse de 15 % de l'activité et la régression du marché, notamment dans la construction de maisons individuelles.

Dans le meilleur des cas, estime-t-elle, le chiffre d'affaires consolidé du groupe baisserait cette année de 5 %, passant de 800 millions de francs à 760 millions.

La C.G.T. et la C.F.D.T. voient plutôt dans ce plan une volonté du groupe de se restructurer pour s'assurer des marchés plus lucratifs. A l'annonce de ces mesures, deux cents personnes ont manifesté mercredi devant le siège social de Marquai-Barcel et aux abords de la mairie de Lille.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

Les mises en chantier de logements continuent d'augmenter

Washington (A.F.P.) — L'industrie américaine a tourné en février à 68,5 % de ses capacités de production, soit 0,2 point de plus seulement que le mois précédent. Cette faible progression a reflété la légère amélioration de la production industrielle américaine (+ 0,3 %) intervenue en février. En janvier, le pourcentage d'utilisation des capacités avait augmenté de 0,8 % à la suite d'un accroissement plus marqué (1,3 %) de la production industrielle. Selon l'importante organisation patronale Association nationale des industriels, « les industriels ne vont pas développer rapidement leurs productions tant qu'ils ne verront pas une augmentation substantielle et soutenue de leurs ventes ».

Cependant — nouvel indice d'amélioration de la conjoncture américaine — les mises en chantier ont augmenté de 2,9 % en février, atteignant le rythme annuel de 1,76 million de logements, le plus haut niveau depuis septembre 1979. Ce progrès est d'autant plus remarquable que, après les gains de 33,4 % en janvier, la plupart des analyses s'attendaient à une régression en février. « Ces chiffres sont réellement élevés », a estimé un économiste de l'Association nationale du bâtiment. « Ils montrent bien quel effet favorable peut avoir une baisse des taux d'intérêt ». Les permis de construire ont également progressé de 1 % en février, atteignant un rythme annuel de 1,43 million.

Le gouvernement belge demande de nouveaux pouvoirs spéciaux

De notre correspondant

Bruxelles. — Le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a engagé le 16 mars, devant le Parlement, un combat décisif pour la poursuite du programme de redressement économique et financier entrepris depuis presque un an et demi par la coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux. Sur le front monétaire, M. Martens s'est contenté de faire savoir qu'une politique de croissance équilibrée « implique le maintien de la stabilité du cours du change ».

Le débat doit se poursuivre jusqu'à vendredi soir 18 mars, lorsque sera présentée sans aucun doute une motion de défiance. La défaite du gouvernement est peu probable. Mais l'opposition pourrait se mobiliser dans le pays, où l'on constate déjà une agitation substantielle contre un plan de restrictions qui est d'ailleurs loin de viser exclusivement les travailleurs.

Cependant, M. Martens, après avoir rappelé que, grâce aux « pouvoirs spéciaux » que le Parlement lui avait accordés en 1982, un redressement notable de l'économie est déjà intervenu, a souligné que les entreprises sont redevenues compétitives sur le plan international et que la balance des paiements s'est sensiblement améliorée.

En ce qui concerne le budget de 1983, le gouvernement vient de réaliser un effort considérable. Il devait faire face à des demandes de crédits supplémentaires s'élevant à 40 milliards de francs belges (1), alors que les recettes seront inférieures de 11 milliards à ce qui était prévu. Aussi une série de mesures ont-elles été prises pour enrayer ce dérapage : une quarantaine de milliards d'économies sont prévus ; un relèvement des cotisations sociales doit rapporter 6 milliards ; le relèvement des taxes sur les carburants et un contrôle plus strict des frais professionnels déductibles devraient assurer plus de 5 milliards de rentrées nouvelles.

Les premiers touchés par ce programme sont les salariés de la fonction publique. Leur prime de fin d'année, qui représentait en moyenne un demi-mois de salaire, ne sera payée que dans le courant de 1984. Dans le secteur privé, les cotisations d'assurance-chômage subiront pendant un trimestre une augmentation de 2 %. Quant aux chômeurs, leurs allocations seront soumises à l'impôt si le revenu de la famille atteint 750 000 francs belges par an.

(1) 1 F.B. = 0,15 F.F.

LES LOIS AUROUX

Numéro spécial

L'ACTUALITÉ LÉGISLATIVE DALLOZ

publie l'intégralité des parties nouvellement modifiées du

CODE DU TRAVAIL

volume broché 21,5 x 27 édition 1983, 96 p. Prix public TTC : 62 F.

DALLOZ

11 rue Soufflot 75001 PARIS CEDEX 05

BD SUCHET
A VENDRE
OU
A LOUER
ÉTAT NEUF,
TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER

à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
RÉSIDENCE D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BENO
2, rue-pont des Champs-Élysées, Paris-8
Tél. 389.14.70

هكوان الأول

